

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DES LETTRES

MAGNATS POLONAIS
ET
PHYSIOCRATES FRANÇAIS
(1767-1774)

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Lyon

PAR

AMBROISE JOBERT

DIJON
IMPRIMERIE DARANTIERE

1941

MAGNATS POLONAI
ET PHYSIOCRATES FRANÇAIS
(1767-1774)



UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DES LETTRES

MAGNATS POLONAIS
ET
PHYSIOCRATES FRANÇAIS
(1767-1774)

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Lyon

PAR

AMBROISE JOBERT

DIJON
IMPRIMERIE DARANTIERE

1941

MAGNATS POLONAIS

PHYSICRATES FRANCAIS



SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES MANUSCRITES

PARIS

ARCHIVES NATIONALES. — *K 1317*, n° 4, *L'intérêt commun des Polonais*, par Mercier de la Rivière, un cahier mss. 108 p.

M 784, n° 45, *Note donnée à l'Évêque de Wilna*, brouillon autographe du marquis de Mirabeau, 2 feuillets.

BIBLIOTHÈQUE POLONAISE. — *Rkps 35*, Correspondance de Chreptowicz avec Ogrodzki, Secrétaire de la Couronne.

INSTITUT DE FRANCE. — Procès-verbaux de l'Académie des Inscriptions.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — *Correspondance politique* : Dantzig 30 ; Pologne 269, 293, 302 ; Russie 83.

VARSOVIE

ARCHIWUM GŁÓWNE (Archives Centrales). — *Komisja Edukacyjna, A 40*, Rapport sur l'Académie de Wilno, présenté à la Commission de l'Éducation Nationale par Joseph Wybicki, 1777.

BIBLIOTEKA ORDYNACJI HR. KRASIŃSKICH (Bibliothèque du Majorat des comtes Krasiński). — *Rkps 748*, *Pro Memoria* de Saint-Leu à la Commission du Trésor.

CRACOVIE

ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES ET DES LETTRES. — Un fort volume intitulé *Éducation Nationale*, t. I, provenant des archives du roi Stanislas-Auguste et passé dans la collection Popiel.

BIBLIOTHÈQUE DES PRINCES CZARTORYSKI. — *Rkps 818* intitulé *Éducation Nationale*, t. II.

WILNO

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ STEPHAN BATORY. — *II teka Poczobuta*, correspondance de l'abbé Chevalier avec l'abbé Poczobut.

TOWARZYSTWO PRZYJACIÓŁ NAUK (Société des Amis des Sciences). — *48 et 49*, papiers de l'évêque Massalski : lettres de Baudeau, du marquis de Mirabeau, de Saint-Leu, du marquis de Pezay.

WILMINGTON (Delaware)

ARCHIVES DE LA FAMILLE DU PONT DE NEMOURS. — Lettre de Dupont à Quesnay, aimablement communiquée par Mrs B. G. Du Pont de Nemours.

SOURCES IMPRIMÉES

Nous avons indiqué pour quelques ouvrages rares leur cote à la Bibliothèque Nationale de Paris.

BACHAUMONT. — *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des lettres en France*. — Londres, 1777-1789. 36 vol in-12.

BADE (Margrave de). — *Politische Correspondenz Karl Friedrichs von Baden*, bearbeitet von B. ERDMANNSDÖRFFER. — Erster Band, 1783-1792, Heidelberg, 1888. In-8°, XI-518 S. (herausgegeben von der Badischen historischen Commission).

Carl Friedrichs von Baden brieflicher Verkehr mit Mirabeau und Du Pont, bearbeitet von Carl KNIES. — Heidelberg, 1892. 2 Bänder, in-8° (herausgegeben von der Badischen historischen Commission).

BAUDEAU (abbé Nicolas). — Voir *Éphémérides du Citoyen*.

Voir *Nouvelles Éphémérides économiques*.

De l'Éducation Nationale dans Éphémérides du Citoyen, 1765-1766, t. I-V.

Du Monde Politique dans Éphémérides du Citoyen, 1766, t. II, III, VI.

Première Introduction à la philosophie économique. — Paris, 1767 ; réédité par A. Dubois, Paris, 1910, in-8°, XIX-192 p. (coll. des économistes et réformateurs sociaux, t. 2).

Lettres historiques sur l'état actuel de la Pologne et sur l'origine de ses malheurs. — *Avis économiques aux citoyens éclairés de la République de Pologne sur la manière de percevoir le revenu public*. — Amsterdam-Paris, 1772. 2 parties en 1 vol. in-8° [M 17318-17319] (Les *Lettres historiques* avaient paru dans les *Éphémérides* : 1770, t. II-IV et 1771, t. III-V. De même les *Avis économiques* : 1770, t. XI et 1771, t. I).

CIEMSKI (A.). — *Obraz rządu człowieka* (Tableau du gouvernement de l'homme). — Warszawa, 1785. Gr. in-fol. plano. Un exemplaire est conservé dans les collections de la Société des Sciences de Varsovie (Traduction de la *Table raisonnée* publiée par Dupont en 1773).

CZARTORYSKI. — *Mémoires du prince Adam Czartoryski et correspondance avec l'empereur Alexandre I^{er}*, préface de Ch. de Mazade. — T. I, Paris, 1887. In-8°, XX-438 p.

DIDEROT. — *Œuvres complètes*, publiées par J. ASSÉZAT et M. TOURNEUX. — Paris, 1875-1877. 20 vol. in-8°.

Correspondance inédite, publiée par André BABELON. — Paris, 1931. 2 vol. in-8°.

Observations sur l'instruction de S.M.I. aux députés pour la confection des lois (1774), publiées par Paul LEDIEU. — Paris, 1921. In-8°, 140 p.

DUFORT DE CHEVERNY. — *Mémoires du comte Dufort de Cheverny*, publiés par R. DE CRÈVECEUR. — 2^e éd., Paris, 1909, t. I. In-8°, XVI-518 p.

DUPONT DE NEMOURS (P.-S.). — Voir *Éphémérides du Citoyen*.

Table raisonnée des principes de l'économie politique. — Carlsruhe, impr. de M. de Maklot, 1773. Gr. in-fol. plano [Gr. fol. R. Pièce 20].

Notice sur Quesnay de Saint-Germain, dans *Revue Philosophique*, 1805, et à part dans le recueil factice *Opuscules morales et philosophiques de Du Pont*, pp. 53-63 [Z 29 739 80].

Éditeur des *Œuvres de Turgot*, voir Turgot.

Voir Institut de France. *Discussions sur les prix décennaux*.

Éphémérides du Citoyen. — Rédacteur en chef : de novembre 1765 à avril 1768, l'abbé Baudouin ; de mai 1768 à 1772, Dupont. — 1 vol. in-12 par mois [Z 21 914 sqq].

- ERDMANNSDÖRFFER. — Voir margrave de BADE, *Politische Correspondenz*.
- FALCONET. — *Correspondance de Falconet avec Catherine II* (1767-1778), publiée par Louis RÉAU. — Paris, 1921. In-8°, XLIV-274 p. (Bibliothèque de l'Institut Français de Pétrograd, VII).
- GARYCKI (B.). — *Początki nauki moralnej... podług tabelli wynalezioney przez Xcia Badeńskiego a przez P. du Pont wykonanej 1773 r.* (Principes de la science morale... d'après la Table imaginée par le Prince de Bade et adressée par M. du Pont en 1773), dans *Rocznik Towarzystwa Naukowego w Krakowie*, t. VII, 1822, str. 173-221.
- GRIMM (Melchior). — *Correspondance littéraire, philosophique et critique*, publiée par M. TOURNEUX. — Paris, 1877-1882. 16 vol. in-8°.
- HARDY (S.-P.). — *Mes loisirs*, publié par M. TOURNEUX et M. VITRAC. — T. I, 1764-1773 (seul paru), Paris, 1912. In-8°, XXI-445 p.
- INSTITUT DE FRANCE. — *Discussions de la classe d'histoire et de littérature ancienne sur le rapport du jury des prix décennaux*. — Paris, 1810. In-4°, 249 p. (imprimé à part).
- KNIAŻEWICZ (Grzegorz). — *Kalendarz rolniczy i gospodarski przez Bradley napisany, przez X. G. Książewicza, Matematyka X. Bisk. Wil. na polski język przełożony* (Le calendrier des laboureurs et des fermiers, par Bradley, traduit en polonais par l'abbé G. K., Mathématicien du Prince Evêque de Wilno). — Wilno, 1770.
- KNIES. — Voir margrave de BADE, *Brieflicher Verkehr*.
- LINGUET. — *Lettres sur la théorie des lois civiles*. — Amsterdam, 1770. In-12, 272 p.
- MERCIER DE LA RIVIÈRE. — *De l'instruction publique*. — Stockholm-Paris, 1775. In-8°, 130 p. [Rés. p. Z. 150 (20)].
- MIRABEAU (Victor, m^{ls} DE). — *Instruction Populaire. La Science, ou les Droits et les devoirs de l'homme*. — Lausanne, 1774. In-12, xxxiv-296 p. [E 2081].
- MONCHANIN. — *Notice sur la vie de Dupont (de Nemours)*, par M. de M. — Paris, 1818, in-8°, 46 p.
- Nowelles Éphémérides économiques*. — Rédacteur en chef : l'abbé Baudeau. — Paris, 1774-1776. — 16 parties en 5 vol. in-12 [Z 21948-21952].
- PONIATOWSKI. — *Correspondance inédite du roi Stanislas-Auguste Poniatowski et de M^{me} Geoffrin*, 1764-1777, publiée par Ch. DE MOUÏ. — Paris, 1875. In-8°, iv-529 p.
- Mémoires du roi Stanislas-Auguste Poniatowski*. — Pétersbourg, Académie des Sciences. — 2 vol. in-8°.
- POPLAWSKI (A.). — *Zbiór niektórych materyi politycznych* (Recueil de quelques matières politiques). — Warszawa, 1774. In-8°, str. 314.
- O rozporządzeniu i wydoskonaleniu edukacyi obywatelskiej* (De l'organisation et du perfectionnement de l'éducation civile). — Warszawa, 1775. In-8°, str. 184.
- Protokóły posiedzeń Towarzystwa do Ksiąg Elementarnych 1775-1792* (Procès-verbaux des séances de la Société pour les livres élémentaires), wydał T. WIERZBOWSKI, *Komisya Edukacyi Narodowej*, zeszyt 36. — Warszawa, 1908. In-8°, str. 118.
- Protokóły posiedzeń Komisyi Edukacyi Narodowej 1773-1777* (Procès-verbaux des séances de la Commission d'Éducation Nationale), wydał T. WIERZBOWSKI, *Komisya Edukacyi Narodowej*, zeszyt 37. — Warszawa, 1910. In-8°, str. 190.

- ROUSSEAU. — *Correspondance générale de J.-J. Rousseau*, publiée par Théophile DUFOUR. — T. XVIII, Paris, 1932.
- RULHIÈRE (Cl. de). — *Histoire de l'anarchie de Pologne et du démembrement de cette république*. — Paris, 1807. 4 vol. in-8°.
- SAINT-LEU (Colonel de SAINT-MAURICE de). — *État actuel de l'art et de la science militaire à la Chine*. — Londres-Paris, 1773. In-12, 288 p. (Aux pp. 1-35, Analyse de l'instruction donnée par l'Empereur Yang Tcheng à ses troupes, par Saint-Leu).
- SÉGUR (L.-Ph., comte de). — *Mémoires, Souvenirs et anecdotes*. — Paris, 1859. 2 vol. in-8° (coll. Barrière, t. XIX et XX).
- TURGOT. — *Œuvres de Turgot et documents le concernant*, publiés par G. SCHELLE. — Paris, 1913-1923. 5 vol. in-8°.
- WEULERSSE (G.). — *Les manuscrits économiques de F. Quesnay et du marquis de Mirabeau aux Archives Nationales*. — Paris, 1910. In-8°, VII-150 p.

TRAVAUX

- BALIŃSKI (Michał). — *Dawna Akademia Wileńska 1759-1803* (L'ancienne Académie de Wilno). — Pétersbourg, 1862. In-8°, str. xi-606.
- BIELIŃSKI (Józef). — *Uniwersytet wileński 1579-1831* (L'Université de Wilno). — Kraków-Warszawa, 1899-1900. 3 vol. in-8°.
- GOURDON (H.). — *Les physiocrates et l'éducation nationale au XVIII^e siècle* (*Revue Pédagogique*, 1901, nouv. série, t. XXXVIII, pp. 577-589).
- Historja polityczna Polski* (Histoire politique de la Pologne). — Kraków, 1920-1923. 2 vol. in-8° (t. V de l'*Encyklopedia Polska* publiée par l'Académie Polonaise des Sciences).
- KONOPCZYŃSKI (Władysław). — *J.-J. Rousseau doradcą Polaków* (J.-J. Rousseau conseiller des Polonais). — Warszawa, 1913. In-8°, str. 28 (Extrait de *Themis Polska*).
- Geneza i ustanowienie Rady Nieustającej* (La genèse et l'établissement du Conseil Permanent). — Kraków, 1917, in-8°, str. 432.
- Mercier de la Rivière Ratschläge für Polen* (*Bulletin international de l'Académie des Sciences de Cracovie, classe de philologie, d'histoire et de philosophie*, 1917, pp. 60-66).
- Stanisław Konarski*. — Warszawa, 1926. In-8°, str. xix-471.
- Kazimierz Pułaski*. — Kraków, 1931. In-8°, str. xii-420.
- Dzieje Polski nowożytnej* (Histoire de la Pologne moderne). — T. II, 1648-1795. Warszawa, 1936. In-8°, str. viii-459.
- Konfederacja barska* (La Confédération de Bar). — Warszawa, 1936-1938. 2 vol. in-8°.
- KORZON (T.). — *Wewnętrzne dzieje Polski za Stanisława-Augusta* (Histoire intérieure de la Pologne sous Stanislas-Auguste). — Drugie wyd., Kraków, 1897-1898. 6 vol. in-8°.
- KOT (Stanisław). — *Rzeczpospolita Polska w literaturze politycznej Zachodu* (La République Polonaise dans la littérature politique de l'Occident). — Kraków, 1919. In-8°, str. 253.
- Historja wychowania* (Histoire de l'éducation). — Wyd. drugie, Lwów, 1934. 2 vol. in-8°.
- KRAUSHAR (Aleksander). — *Książę Repnin a Polska 1764-1768* (Le prince Repnin et la Pologne). — Kraków, 1897. 2 vol. in-8°.

- LARIVIÈRE (Ch. DE). — *Mercier de la Rivière à Saint-Petersbourg en 1767*, dans *La France et la Russie au XVIII^e siècle*. — 1^{re} série, Paris, 1909. — pp. 71-134 (publié antérieurement dans *Revue d'histoire littéraire de la France*, 15 oct. 1897).
- LEWICKI (Józef). — *Geneza Komisji Edukacji Narodowej* (La genèse de la Commission d'Éducation Nationale). — Warszawa, 1923. In-8°, str. 88 (Biblioteka Filomacka, t. 7), publié antérieurement dans *Przegląd Pedagogiczny*, 1922, IV, 1923, I.
- LOMÉNIE (Louis DE). — *Les Mirabeau, nouvelles études sur la société française au XVIII^e siècle*. — Paris, 1879-1891. 5 vol. in-8°.
- LORET (Maciej). — *Życie polskie w Rzymie w XVIII wieku* (La vie polonaise à Rome au XVIII^e siècle). — Roma, s.d. (1930). In-8°, str. iv-384.
- L. (prince J. T. LUBOMIRSKI). — *Piotr Samuel Dupont de Nemours*, dans *Encyklopedia Wychowawcza*, Warszawa, 1885, t. III, pp. 342-351.
- ŁUBIEŃSKA (M. Cecylia). — *Sprawa dysydencka 1764-1766* (L'affaire des dissidents). — Kraków-Warszawa, 1911. In-8°, str. xx-193 (Monographie w zakresie dziejów nowożytnych, t. XIII).
- MARCHLEWSKI (J. B.). — *Der Physiokratismus in Polen*. — Zürich, 1897. In-8°, 173 S. (Zürcher volkswirtschaftliche Abhandlungen, II) [8° R 14 000].
Fizjokratyzm w dawnej Polsce (Le physiocratisme dans l'ancienne Pologne). — Warszawa, 1897. In-8°, str. 70.
- MILIOUKOV (P.), SEIGNOBOS (Ch.) et EISENMANN (L.). — *Histoire de Russie*. — Paris, 1932. 3 vol. in-8°.
- PÉREY (Lucien). — *Histoire d'une grande dame au XVIII^e siècle*, t. I. *La Princesse Hélène de Ligne*. — Paris, 1887. In-8°, xii-487 p.
- POHOŠKA (Hanna). — *Sprawa oświaty ludu w dobie Komisji Edukacji Narodowej* (La question de l'instruction du peuple au temps de la Commission de l'Éducation Nationale). — Kraków, 1925. In-8°, str. 182 (*Prace monograficzne z dziejów wychowania i szkolnictwa w Polsce*, Nr. 6).
- PRZYAŁGOWSKI (Win. ks.). — *Żywoty biskupów wileńskich* (Vie des évêques de Wilno). — Petersburg, 1860. T. III, in-8°, str. 249.
- SCHELLE (Gustave). — *Du Pont de Nemours et l'école physiocratique*. — Paris, 1888. In-8°, 456 p.
- SMOLEŃSKI (Władysław). — *Pisma historyczne* (Écrits historiques). — Kraków, 1901. 3 vol. in-8°.
- TOURNEUX (Maurice). — *Diderot et Catherine II*. — Paris, 1899. In-8°, iii-601 p.
- WEULERSSE (G.). — *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*. — Paris, 1910. 2 vol. in-8°.
- WIERZBOWSKI (T.). — *Szkoły parafialne w Polsce i na Litwie za czasów Komisji Edukacji Narodowej* (Les écoles paroissiales en Pologne et en Lithuanie au temps de la Commission de l'Éducation Nationale). — Kraków, 1921. In-8°, str. 244 (*Prace monograficzne z dziejów wychowania i szkolnictwa w Polsce*, Nr. 1).

Nous avons mené parallèlement nos recherches pour le présent ouvrage et pour notre travail sur la *Commission d'Education Nationale*. C'est d'une manière générale aux mêmes personnes que s'adresse notre reconnaissance. Nous remercions en outre M. Camille BLOCH, professeur à la Sorbonne, et M. Edmond ESMONIN, professeur à l'Université de Grenoble, qui nous a fort obligeamment facilité la recherche des documents imprimés.

A. JOBERT.

INTRODUCTION

La doctrine physiocratique, fondée par le D^r Quesnay, prônée par le marquis de Mirabeau, illustrée par Turgot, se répandit largement en dehors des frontières de la France. Les *économistes* se sont enorgueillis de leur influence sur le margrave de Bade, sur Léopold de Toscane et sur l'empereur Joseph II, sur Gustave III de Suède. Ils ont pendant plusieurs années fondé de grandes espérances sur Catherine de Russie. Ils n'ont pas laissé ignorer à la postérité leurs relations avec Stanislas Poniatowski et divers grands personnages de sa nation.

En effet, les théories physiocratiques ont rencontré en Pologne une brillante et durable fortune. La Commission d'Éducation Nationale, instituée à Varsovie en 1773, fait sien le système des *économistes*. Les deux universités et toutes les écoles polonaises l'enseignent comme doctrine officielle.

Le chanoine Kołłontaj, réformateur de l'Université de Cracovie, invite la Grande Diète de 1788 à régénérer la Pologne d'après les principes physiocratiques (1). La Constitution polonaise du 3 mai consacre solennellement *la Liberté, la Propriété, la Sécurité*, comme la Déclaration française des Droits de l'Homme (2).

Par quelles voies la doctrine physiocratique s'est-elle répandue en Pologne, avant que la Commission d'Éducation la fasse enseigner dans les écoles ? Nous ne prétendons pas traiter l'ensemble de cette question, à peine abordée jusqu'ici (3). Les Polonais ont connu la physiocratie par la lecture et par des contacts personnels

(1) KOŁŁONTAJ, *Do St. Małachowskiego Anonima listów kilka*.

(2) Art. 11, *La noblesse propriétaire* : « Nous conservons intangibles la *liberté* personnelle et la *propriété* foncière et mobilière... C'est pourquoi nous confirmons la *sécurité* personnelle, et toute *propriété* comme le véritable lien de la société, comme la pupille de la *liberté* des citoyens ».

(3) SCHELLE, *Du Pont de Nemours*, pp. 184-188. — WEULERSSE, *Mouvement physiocratique*, t. I, pp. 159, 241 mentionne les voyages de Baudeau et de Dupont ; MARCHLEWSKI, *Fizjokratyzm w dawnej Polsce* n'apporte guère davantage.

avec les disciples du Dr Quesnay. Il conviendrait donc de procéder à une double enquête : bibliographique et biographique.

Il faudrait d'une part dépouiller les catalogues de libraires, les inventaires de bibliothèques, les quelques revues qui paraissaient alors en Pologne : nous avons dû renoncer à des recherches systématiques en cette matière.

En revanche, nous avons eu la facilité de recueillir des documents assez variés sur les rapports personnels entre quelques magnats polonais et les physiocrates français, et nous nous bornerons dans le présent ouvrage à esquisser un tableau de ces relations. Du salon parisien du marquis de Mirabeau, où apparaît dans l'hiver 1767-68 le prince-évêque Massalski, nous nous transporterons avec l'abbé Baudeau dans les pays du Nord (1768-1769), pour revenir à Paris avec Massalski (1771-1772) et suivre enfin Dupont de Nemours dans un rapide voyage à Varsovie (1774).

Au long du règne d'Auguste III, le gouvernement polonais, paralysé par le *liberum veto*, s'était abstenu de toute activité en général et de toute activité économique en particulier. Quelques magnats cependant créaient sur leurs domaines des manufactures et quelques écrivains clairvoyants prônaient un vaste programme de réformes politiques, sociales et économiques. Citons au moins le roi détrôné Stanislas Leszczyński, auteur d'*Observations sur le gouvernement de Pologne* (1749), et le P. Konarski, des Écoles Pies. Ce moine-citoyen vulgarisa par l'enseignement et par la plume les idées mêmes de Stanislas le Bienfaisant : augmenter l'exportation et réduire l'importation ; *Ubi populus, ibi obolus*. Vieilles maximes alors prônées par tous les auteurs européens — ou presque tous — à l'exception de la jeune école du Dr Quesnay. Principes traditionnels sur lesquels tous les souverains cherchaient à édifier la prospérité de leur État et de leurs finances.

Les princes Czartoryski, tirant la Pologne d'une longue anarchie, suivirent la pratique commune. La Diète de Convocation (1764) établit aux frontières une douane générale, à laquelle il fallut d'ailleurs renoncer en raison des représailles prussiennes. En remplacement, la Diète de 1766 recourut à des taxes non moins classiques sur les boissons.

Les deux Commissions du Trésor, instituées en 1764, l'une pour la Couronne (1), l'autre pour la Lithuanie, ne devaient point seulement diriger les finances publiques, mais veiller aux voies de com-

(1) On appelait ainsi les provinces proprement polonaises, par opposition au Grand-Duché de Lithuanie.

munication, au commerce, à la prospérité des villes, bref présider à toute la vie économique. La Pologne manquait de spécialistes en ces matières, plus encore que dans les autres branches du gouvernement. Les Commissaires du Trésor trouvèrent dans les *Institutions politiques* de Bielfeld un manuel fort précieux (1), et ne se risquèrent point à appliquer les doctrines nouvelles des Économistes.

Cependant les Polonais instruits, fort engoués des modes, de la langue et de la pensée françaises, ne pouvaient ignorer le Dr Quesnay ni le marquis de Mirabeau. Deux grands succès de librairie avaient à coup sûr fait connaître leurs noms jusqu'aux pays de la Vistule. L'*Encyclopédie* de Diderot avait publié les articles *Fermier* (1756) et *Grains* (1757), par Quesnay. Et le marquis de Mirabeau avait sans doute trouvé des admirateurs en Pologne avant même de se convertir à la *science économique* et d'expliquer dans la 6^e partie de l'*Ami des hommes* (1759) le fameux *Tableau Économique* du Docteur (2).

En 1767, les économistes travaillent méthodiquement à répandre leurs doctrines par la presse, à gagner des adhérents par la propagande personnelle. L'abbé Baudeau fait de ses *Éphémérides du Citoyen* l'organe officiel de l'École, Mercier de la Rivière publie *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, Dupont recueille et commente dans *La Physiocratie* les écrits de Quesnay. D'autre part Mirabeau ouvre ses *Assemblées économiques* et entre aussitôt en relations avec un premier grand seigneur polonais.

(1) Nous nous basons sur le témoignage d'un bon juriste : Joseph Wybicki. Après avoir inspecté l'Université de Wilno (1777), Wybicki demande à la Commission de l'Éducation Nationale d'y créer deux chaires de droit. La République, expose-t-il, a grand besoin de juristes : « Je tiens d'un membre de la Commission du Trésor, que lorsque cette magistrature a été instituée... il n'y avait personne qui sût comment dresser un tarif douanier, et à plus forte raison comment enrichir le pays par une sage économie, comment mettre un terme à la pauvreté publique, comment établir des impositions pratiques et faciles, seules les *Institutions politiques* de Bielfeld indiquèrent la manière d'agir » (Arch. Gł., Kom. Ed., A 40, str. 17). — Le baron Jacques-Frédéric de Bielfeld, Hambourgeois au service de Frédéric II, ancien curateur de toutes les universités prussiennes (1747-1755), avait publié en français des *Institutions Politiques*, La Haye, 1760, 2 vol. in-4^o et in-8^o. Nous avons eu entre les mains l'édition de Paris, 1762, 4 vol. in-12^o.

(2) Pierre-Michel Hennin, secrétaire de l'ambassade de France à Varsovie depuis 1759, plus tard premier commis des Affaires étrangères, s'intéressait aux écrits des économistes. La *Théorie de l'impôt* du marquis de Mirabeau lui inspire les réflexions suivantes, dont il fait part à Jean-Pierre Tercier, lui-même ancien secrétaire d'ambassade à Varsovie (1729-1734) et ancien premier commis (1749-1758) : « J'ai lu l'ouvrage de M. de Mirabeau et je ne lui pardonne pas d'avoir boursoufflé son style dans des matières qui n'exigent que la clarté et la précision... Un bon livre qui n'est pas fait, ce serait une suite d'*Axiomes d'économie politique*... Notre ami Q. [Quesnay] est trop vieux et trop proluxe pour le faire » (*Corr. pol., Pologne*, 269, fol. 48-49, 27 janvier 1761).

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVÊQUE MASSALSKI CHEZ LE MARQUIS DE MIRABEAU

Ignace Massalski. — « Ce n'est que de cette année, écrivait le marquis de Mirabeau en décembre 1767, que les partisans de la science économique ont pris forme de société... Je fondai chez moi un dîner et une assemblée tous les mardis. J'y reçus tous les étrangers qui viennent voir le bâton flottant sur l'onde, les magnats qui me viennent voir, et surtout la jeunesse (1). »

On remarqua bientôt, dans le salon de la rue de Vaugirard, la silhouette menue et élégante du prince Ignace Massalski, évêque de Wilno (2). D'un type très polonais, — blond aux yeux bleus, le nez un peu relevé, la bouche parlante —, ce jeune prélat plaisait par sa bonne grâce, par son enthousiasme pour la Doctrine.

Les Massalski prétendaient descendre de Rurik et se paraient du titre de prince. A vrai dire, ils s'étaient élevés récemment aux honneurs, en louvoyant habilement entre les deux plus puissantes familles de la Lithuanie : les Radziwiłł et les Czartoryski. Ignace Massalski, le plus jeune de quatre frères et sœurs, avait fait une brillante carrière dans l'Église. Chanoine à quinze ans, il étudia quatre années à Rome (3) et monte à trente-trois ans sur le siège épiscopal de Wilno (1762). La Lithuanie presque entière fait partie de son vaste diocèse et le prince-évêque entre dans les conseils du gouver-

(1) Extrait d'une lettre de Mirabeau à Quesnay, joint à une lettre de Mirabeau à Rousseau du 20 décembre 1767 (*Œuv. gén. de Rousseau*, t. XVIII, p. 29).

(2) Notice biographique par E. Chw., dans *Wielka Encyklopedia Polska Ilustrowana*. — PRZYA GOWSKI, *Żywoty biskupów wileńskich*, III, pp. 169-205 (par trop indulgent). — KONOPCZYŃSKI, *Dzieje Polski Nowożytnej*, II, *passim*.

(3) Il obtient le doctorat en droit à la Sapienza le 29 mars 1752 (LORET, *Życie polskie w Rzymie*, p. 161).

nement comme premier sénateur du Grand-Duché. La même année son père, le prince Michel obtient, par la protection des Radziwiłł, la *masse d'armes* de Grand Hetman (1).

Après la mort d'Auguste III, les Massalski embrassent le parti des Czartoryski. Charles Radziwiłł se jette sur les terres du prince Ignace et tente un coup de main sur Wilno. L'évêque fait sonner le tocsin, Radziwiłł échoue. Les Czartoryski, soutenus par les troupes russes, font instituer par la Diète de Convocation les Commissions du Trésor, qui contrôlent les Grands Trésoriers, et dans la Couronne une Commission Militaire pour restreindre les pouvoirs de l'hetman Branicki.

Les Massalski coopèrent à l'œuvre réformatrice des Czartoryski et à l'élection de Stanislas-Auguste. Mais lorsque la Diète du Couronnement prétend créer une Commission Militaire pour la Lithuanie, l'évêque de Wilno défend les droits de l'hetman son père. Son éloquence demeure sans effet. Les Massalski rompent alors avec le parti réformateur et s'abouchent avec l'hetman Branicki. Ils jettent les yeux sur Saint-Maurice de Saint-Leu, un Français qui depuis sept années cherchait fortune en Pologne et venait d'offrir à la Commission du Trésor ses services, comme publiciste ou ingénieur (2). Saint-Leu, pourvu d'un brevet de colonel au service du Roi et de la République de Pologne, se rend à Pétersbourg vers la fin de l'année. Il dénonce à Grégoire Orlov, favori de Catherine, l'aveuglement du ministre Panin qui permet et favorise les réformes des Czartoryski (3). Dès lors Panin revient à la politique traditionnelle de la Russie et s'applique à maintenir la Pologne dans l'anarchie.

Les Massalski ne gagnent rien à cette trahison. Panin n'intervient pas en faveur des privilèges des hetmans, il réclame le rétablissement du *liberum veto* et, pour les protestants et orthodoxes, une parfaite égalité de droits avec les catholiques. Le Roi refuse aux

(1) PONIATOWSKI, *Mém.*, I, p. 435.

(2) *Pro memoria* de Saint-Leu à la Commission du Trésor, non daté B. Krasin'skich, *Rkps* 748, fol. 98-101.

« On m'objectera peut-être que je ne possède pas la langue polonaise... je l'entendrai bientôt suffisamment pour pouvoir lire toutes sortes d'ouvrages... depuis près de sept ans que j'ai le bonheur d'être en Pologne. » Il parle et écrit « passablement » l'allemand, possède des « notions très imparfaites » sur les finances, « des connaissances ordinaires » de mécanique, de mathématique et de physique, saurait faire tout seul des nivellements, « dessine avec propreté l'architecture civile et militaire, surtout les plans topographiques... Si je parais embrasser plus d'objets qu'un seul homme ne peut moralement en remplir..., je crois cependant que le titre d'ingénieur serait le seul qui me conviendrait ».

(3) KONOPCZYŃSKI dans *Historia polityczna*, II, str. 539.

dissidents tout droit politique, mais désire leur accorder la tolérance religieuse la plus libérale. L'évêque de Wilno et Sołtyk, évêque de Cracovie, exhortent les diétines à rejeter toute concession. Ils poursuivent la même campagne à la Diète (1), qui confirme à jamais la législation dont se plaignent protestants et orthodoxes (1766).

Le prince Repnin, ambassadeur de Russie, fait entrer en Pologne un corps expéditionnaire. L'évêque Sołtyk prêche l'intransigeance avec tant de fougue que Repnin le fait enlever par ses cosaques (13 octobre 1767) et déporter à Kaluga. Ignace Massalski avait jugé plus habile de quitter la Pologne (2) et, tandis que la Diète de 1767-68 délibérait sous la terreur, il se complaisait à élaborer dans les salons parisiens de grands plans de réformes humanitaires pour les pays du Nord.

L'impératrice de Russie a si bien flatté les Encyclopédistes qu'elle passe dans les salons parisiens pour une souveraine éclairée, et les disciples de Quesnay partagent l'engouement général.

La Société Économique de Pétersbourg n'a-t-elle pas mis au concours, avec l'agrément de la tsarine, la question brûlante : « Est-il plus avantageux et plus utile au bien public que le paysan possède des terres en propre, ou seulement des biens mobiliers ? et jusqu'où doit s'étendre le droit du Paysan sur cette propriété, afin qu'il en résulte le plus grand avantage pour le bien public ? » (3).

Les économistes se lient avec deux représentants de la tsarine : le prince Dmitri Golicyn, ambassadeur en France, et le baron de Stackelberg. « M. de Stakelberg (*sic*), envoyé de la cour de Russie en Espagne, s'arrête à Paris. Il témoigne à l'abbé Raynal le désir de conférer avec quelque homme instruit des choses de politique, de gouvernement et d'administration. M. de La Rivière lui est présenté. Comme la nouveauté et le long enchaînement des principes du philosophe les rendaient difficiles à saisir pour l'ambassadeur, celui-ci demanda et obtint que son instituteur rédigerait ses leçons par écrit. Il en résulta un mémoire qui fut envoyé à Pétersbourg, et sur lequel on y désira la présence de M. de la Rivière (4). » *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* fut publié à Paris

(1) ŁUBIEŃSKA, *Sprawa dysydencka*, str. 95, 145.

(2) Entre le 6 et le 12 octobre 1767, les représentants du clergé de Lithuanie délibérèrent sous la présidence d'Étienne Giedroyc, évêque auxiliaire de Russie Blanche (KRAUSHAR, *Ksiażę Repnin*, t. II, str. 33-34). Il est donc vraisemblable que Massalski avait quitté Varsovie antérieurement.

(3) 5. déc. 1766. — Publié dans les *Éphémérides*, 1767, II, p. 208.

(4) Diderot à Falconet, 6 septembre 1768, *Œuvres*, XVIII, pp. 272-273.

au mois d'août, et huit jours après, l'économiste partit pour la Russie. Le prince Golitsyn l'y avait engagé « de la part de l'Impératrice, qui avait le dessein d'employer les talents de M. de la Rivière et de tirer de lui des lumières sur la confection du code des lois auxquelles elle travaille » (1).

L'évêque Massalski paraît aux *Assemblées du mardi* à l'époque même où le marquis de Mirabeau les vante à Jean-Jacques Rousseau : « C'est là qu'un ambassadeur de Russie est venu prendre La Rivière, auteur du livre *De l'Ordre essentiel*, qui est maintenant à Pétersbourg avec des adjoints que nous lui avons donnés, pour y planter la législation économique (2). »

Vues de Mirabeau sur la Russie et la Pologne. — Catherine II semblait s'apprêter à régénérer la Russie par la Commission des Codes, solennellement inaugurée à Moscou (juillet). En même temps la Confédération de Radom la rendait maîtresse des destinées de la Pologne. « Les deux nations les plus opposées de génie et de mœurs, une république tombée dans une horrible anarchie, et un empire soumis au despotisme le plus cruel » étaient assemblés « chacun dans sa capitale pour se donner de nouvelles lois ; tous deux dirigés par le génie de l'impératrice Catherine II : l'un sous son autorité, l'autre sous sa protection » (3).

Déjà les violences commises par Repnin à Varsovie font craindre que l'impératrice ne s'applique à subjuguier la République plus qu'à la réformer. Cependant le marquis de Mirabeau espère encore en la grande souveraine qu'assiste La Rivière ; elle doit faire régner chez les Polonais et chez les Russes à la fois les principes de la Science économique. Mirabeau rédige en ce sens une *Note pour Massalski* sur la politique de Catherine II.

Le marquis tente un parallèle entre Élisabeth d'Angleterre et Catherine de Russie. En butte à l'hostilité des puissances catholiques, « Élisabeth était menacée par compression, tout semblait l'inviter à se pousser au dehors pour se faire place, elle n'y remédia qu'en se repliant sur elle-même, qu'en cherchant la force centrale. Catherine l'est par la dilatation, non seulement par la trop vaste étendue de son vaste empire, mais encore par l'affaissement des puissances

(1) Rossignol, chargé d'affaires à Pétersbourg, à Choiseul, dans LARIVIÈRE, *La France et la Russie au XVIII^e siècle*, p. 122.

(2) Lettre de Mirabeau à Quesnay, déjà citée (*Corr. gén. de Rousseau*, t. XVIII, p. 29).

(3) RULHIÈRE, *Histoire de l'anarchie de Pologne*, 1^{re} éd., 1807, t. II, p. 409.

environnantes, dont aucune n'a ni force ni constitution. Par la même trempe de génie qui réduisit Élisabeth à une politique toute contraire à ce que sa situation semblait exiger d'un esprit vulgaire, Catherine, chargée de trop de besogne chez elle, se jette au dehors, cherche à influencer sur ses voisins pour les guérir de la léthargie qui gouvernait sa propre nation. »

Mirabeau évoque ensuite le mouvement actuel de l'opinion européenne : « Un frissonnement universel et un appétit de lumières économiques et politiques, dont le terme sera de convertir tous les gouvernements ou de les ébranler. Ce ferment sera d'autant plus durable qu'il porte au vrai, et au règne prospère de l'ordre naturel. Voilà où la Souveraine du Nord peut se prendre et le timon qu'elle doit saisir pour se mettre à la tête de son siècle et de la postérité.

« Il en est temps encore, mais il ne faut pas un pas de plus. Déjà, si l'on en croit les nouvelles publiques, les décrets qui émanent de son influence brève et passagère en Pologne semblent tournés vers la politique vile et vulgaire et triviale qui veut tenir ses voisins dans l'abaissement. Que peut-elle gagner à cela ? D'aigrir les opinions d'un pôle à l'autre, de justifier les attentats qu'on pourra méditer contre elle. Croirait-elle faire un grand coup de politique si, à force d'affaiblir la Pologne en y fomentant l'anarchie, elle parvenait à la réduire en province... ?

« Les Polonais ont plus de lumières et de verdeur que les Russes, qu'elle les remue et les plie vers le grand plan qu'elle doit vouloir établir dans ses États ; qu'elle y décrète la *propriété*, la *liberté*, la *sûreté*. C'est alors qu'elle deviendra l'étoile polaire de l'humanité (1). »

Premiers écrits de Baudeau sur la Pologne et la Russie. — L'évêque de Wilno apprécie fort un économiste plein d'ardeur, l'abbé Nicolas Baudeau, chanoine régulier de Chancelade, prieur commendataire des Augustins de Saint-Lô (2). Publiciste à la plume facile, Baudeau rédige depuis 1765 les *Éphémérides du Citoyen* et s'y montre curieux des pays du Nord. A coup sûr, il est en relations

(1) Note de Mirabeau pour l'évêque de Vilna (*Arch. Nat.* M 784, n° 45). Un extrait a été publié par WEULERSSE, *Manuscrits économiques*, pp. 104-105. — Weulersse place la rédaction de cette note vers le milieu de 1768, entre le rétablissement du *liberum veto* (février) et le début de la guerre turco-russe (octobre). Mirabeau nous semble au contraire ignorer l'issue funeste de la Diète, close le 5 mars 1768.

(2) Ainsi le qualifie *La France littéraire*, chez Duchesne, Paris, 1769, t. I, p. 177.

avec quelque Polonais. Il fait, au cours d'une suite d'articles *De l'Éducation Nationale*, l'éloge de Stanislas-Auguste et du P. Konarski, réformateur de la province polonaise des Écoles Pies. Il voudrait confier l'éducation de la haute noblesse française à un *Collège de la Cour*, sur le modèle de ce *Collège de Nobles* que le P. Konarski a fondé à Varsovie en 1740 (1).

Il a consacré trois longs articles à la Russie, sous la rubrique *Du Monde Politique* (2). Il y montre Catherine II « toute occupée... de répandre la lumière dans l'esprit de ses Peuples, et de faire marcher avec elle la liberté qui la rend l'instrument efficace de la prospérité » (3). — « La lumière avait fait assez de progrès sur les esprits de la noblesse russe depuis le czar Pierre... les plus grands de la nation étaient *Esclaves* du Czar, attachés comme serfs à la

(1) *De l'Éducation Nationale*, 5 articles dans *Éph.*, t. I-V, nov. 1765-août 1766. — Au t. I, p. 111 (25 nov. 1765) :

« Un Citoyen de la République de Pologne, dont la mémoire sera bénie dans tous les siècles à venir, nous montre par les succès les plus glorieux, quel bien on pourrait attendre d'un Collège pour la haute noblesse, dirigé par le véritable Esprit de patriotisme. Le P. Stanislas Conarski (*sic*) des Écoles Pies, fondateur du Collège des nobles en Pologne, et son Législateur (disons mieux, le vrai Législateur de toute la Nation) compte au rang de ses Disciples, STANISLAS AUGUSTE, ce Roi si digne de l'être, et tous ceux qui concourent dans le moment présent, avec tant de sagesse, tant de zèle et tant de bonheur, aux merveilles étonnantes qui se succèdent si rapidement, dans la rénovation totale d'un Gouvernement qui paraissait dissous (*sic*) jusque dans ses premiers principes. Nous le disons hardiment, sans crainte d'en être désavoué par ses augustes Élèves : la Gloire et le Salut de sa Patrie sont aujourd'hui les fruits de ses leçons, qu'il recueille enfin dans sa vieillesse après avoir semé toute sa vie avec un zèle infatigable.

« Jamais l'exemple ne fut plus digne d'être imité (p. 112) chez tous les Peuples qui se piquent d'avoir des lumières sur les vrais intérêts de la chose publique... Commencez par le premier ordre des Citoyens... Le Peuple est naturellement imitateur. »

— Au t. II, pp. 74-75 (17 janv. 1766) :

« Il faudrait que le Roi le mît [*le Collège pour la haute noblesse*] sous la conduite d'un Conseil spécial de grands Seigneurs... Nous désirerions qu'à l'exemple des Sénateurs polonais, nos plus illustres Courtisans se fissent une gloire et un plaisir de le visiter souvent. Enfin, nous osons croire même que ce serait un objet digne des regards d'un Monarque aussi bienfaisant que le nôtre. Stanislas-Auguste dans les premiers jours de son règne, a honoré de sa présence les élèves du vénérable Père Konarski : nous avons sous les yeux le Discours prononcé, à cette occasion, dans le Collège des Nobles (p. 74), précédé d'une belle Ode latine, sur les Devoirs de la Royauté, qui ne se ressent en aucune manière de la vieillesse de l'auteur. Nous (p. 75) regrettons que ses autres ouvrages ne soient pas plus connus en France : surtout, nous désirons ardemment que son exemple y soit suivi ; que la noblesse riche et titrée de la Nation ait une École spéciale et publique, sous le titre de *Collège de la Cour*, aussi bien dirigée et aussi protégée par le Gouvernement. »

(2) *Éph.*, t. II, III, VI, janvier, mars, septembre 1766.

(3) VI, p. 76. — En italique dans les *Éphémérides*.

glèbe et aux emplois qu'il leur confiait. Ils sont libres aujourd'hui par le bienfait de leur Souveraine (1)...

« Il ne reste plus que le Peuple à rendre assez instruit, pour qu'il puisse être *libre* et l'être avec avantage (2)...

« Le clergé russe, depuis longtemps préparé à cette révolution, vient d'être totalement incorporé au gouvernement (3)... Tous les biens du clergé russe séculier ou régulier ont été versés dans le trésor commun de l'administration..., le Souverain a la dispensation suprême » des places. L'enseignement religieux concourra « nécessairement avec les vues bienfaisantes du gouvernement politique » (4).

« La lumière se répand de proche en proche du centre aux extrémités... elle commence à briller dans les principales villes ; les artistes et les négociants étrangers, attirés et fixés par les générosités du gouvernement, la communiquent de plus en plus (5). »

Quant à la politique extérieure, Baudeau part de la singulière affirmation que Pierre le Grand, « ayant rempli son plan d'arrondissement, avait renoncé à toute idée de conquête et que ses successeurs l'ont imité ». De là, ce pronostic hasardeux : les Russes se borneront à « prendre légèrement part à toutes les guerres qui naîtront en Europe », à seule fin de tenir leur armée en haleine (6).

« Éloignés de toute autre idée de conquête, on ne les a vus dans ces derniers temps employer leurs armes qu'à soutenir dans un État voisin les suffrages éclairés des vrais Citoyens, qui portaient sur le trône un roi philosophe... Qu'a besoin, en effet, l'impératrice Catherine, des guerres et de la désolation qui les suit, pour acquérir une gloire supérieure à celle des Conquérants... ? Quelle gloire est supérieure à celle de procurer le bonheur du genre humain (7) ? »

Si Baudeau avait voulu faire là œuvre d'historien, il faudrait lui reprocher bien des erreurs et un optimisme aveugle. Sans doute embellit-il volontairement le passé pour indiquer à Catherine la route à suivre dans l'avenir : civiliser le peuple russe, octroyer à la Pologne une protection bienfaisante.

(1) VI, p. 70. — Catherine s'était bornée à apporter par des Oukases de 1762 et 1765, quelques compléments au *Manifeste* de Pierre III sur les franchises de la noblesse russe (18 février/1^{er} mars 1762). — Kizevetter dans MILIOUKOV, *Hist. de Russie*, t. II, pp. 495, 543.

(2) VI, p. 71.

(3) VI, p. 72. — Oukase du 26 février/8 mars 1764. — Kizevetter dans MILIOUKOV, *Hist. de Russie*, t. II, p. 549.

(4) VI, p. 74.

(5) VI, p. 79.

(6) II, p. 31.

(7) VI, pp. 83, 84, 85.

Dans le temps même où il écrivait sur la Russie, Baudeau, qui se tenait « dans un juste milieu » entre les nouvelles maximes des Économistes « et les anciennes du vulgaire » (1), s'était laissé convertir à la Grande Science. Il ne perdait pas de vue les affaires de Pologne et de Russie, en écrivant sa *Première introduction à la philosophie économique*. Baudeau s'y élève contre le servage pratiqué « dans le Nord de l'Europe » et contre « les petits Despotes arbitraires de ces contrées ». Il fait la leçon à Catherine II, et sans ménagements cette fois : « Quelle chimère plus absurde que l'idée de civiliser un Empire en y laissant dans l'esclavage de la glèbe tous les ouvriers de la culture. »

Il formule sur la Russie et la Pologne un jugement profond : « Comment peut-on ignorer que l'esclavage de la glèbe ne saurait jamais subsister dans un territoire, sans que les propriétaires fonciers, tyrans des ouvriers de culture, ne soient eux-mêmes les victimes nécessaires ou du despotisme arbitraire le plus absolu, ou de l'anarchie la plus complète ?... Il est impossible que le maître d'un serf ait l'idée d'une autorité bienfaisante (2)... »

Massalski attire Baudeau en Pologne. — Le prince Massalski s'entichait d'un pareil philosophe et Bachaumont note dans son journal : « 25 février 1768. — M. l'abbé Baudeau, Secrétaire de la Société des Économistes et Rédacteur de leur journal, appelé les *Éphémérides du Citoyen*, va en Pologne, où on lui fait avoir une prévôté royale, bon et excellent bénéfice. On prétend que le Monarque d'ailleurs est bien aise d'avoir ses conseils pour la législation, dont il doit devenir maître incessamment. Auquel cas il veut mettre en pratique les principes essentiels de la société politique, etc. En un mot, cet abbé va être le pendant de M. de la Rivière en Russie. Les gens de Paris, qui ont vu de près ces modernes Solons, rient bien de voir associés au gouvernement des États ces Philosophes Cyniques, qui ne savent pas gouverner leur ménage. On reproche entre autres choses à M. de la Rivière d'avoir une femme qu'il tient éloignée de lui, et pour laquelle il a les plus mauvaises manières (3). » Quant à Baudeau, nous verrons qu'il n'avait pas meilleure réputation.

(1) Il s'en flatte encore dans les *Éphémérides* du 28 avril 1766, t. IV, p. 258. — Dès le t. VI, paru en septembre, Baudeau se montre converti.

(2) BAUDEAU, *Première Introduction à la Philosophie Économique*, Paris, 1767, réédition de A. Dubois, pp. 57-60.

(3) BACHAUMONT, t. III, p. 308.

L'évêque de Wilno avait en effet nommé Baudeau prévôt mitré de Widziszki, et, comme disaient en souriant ses amis, le « prélat polonais » devait quitter Paris au mois de mai pour prendre possession de son bénéfice : un chapitre de Chanoines de Latran (Augustins Blancs), à une quinzaine de lieues au nord de Wilno.

Sur ce, les Économistes parisiens reçurent de Pologne et de Russie de fâcheuses nouvelles. Catherine II s'était prestement débarrassée de Mercier. « L'Impératrice a été effarouchée de la réputation et de la célébrité qui a précédé ici M. de la Rivière... elle a craint qu'il ne lui enlevât l'honneur d'être la véritable législatrice. » Les collaborateurs de Catherine « ont redouté un pareil argus... et qu'il ne les apprécîât à leur juste valeur » (1).

Loin de soutenir en Pologne la cause des réformes, l'ambassadeur moscovite avait fait proclamer lois cardinales, intangibles même à l'unanimité, les institutions les plus funestes : le *liberum veto* et le servage des paysans. Les Confédérés de Bar ont donné le signal d'une insurrection *Pour la Foi et pour la Liberté* (2). L'évêque de Wilno quitte ses amis parisiens et, dès le mois de mai, le voici de retour en Lithuanie, cherchant le parti le plus favorable à ses ambitions, nouant diverses intrigues (3).

Baudeau a déjà cédé ses *Éphémérides* à Dupont, et cherche des ressources pour rester à Paris. — *Journal de Ba haumont* : « 30 juin 1768. — M. l'abbé Baudeau, qui était appelé en Pologne et devait partir au mois de mai pour y mettre en pratique le système des Économistes, a changé de projet ; il se rend aux instances de M. le Duc de Choiseul, qui lui fait assurer par M. l'évêque d'Orléans un bénéfice de 20.000 livres de rentes, tel que celui qu'on lui offrait dans les pays étrangers. En attendant ce Ministre veut lui procurer une pension, soit sur les Postes, soit sur les Économats : ce qui n'est pas encore décidé. Cet auteur ne reprend pas la plume du *Journal des Éphémérides*, et M. Dupont en reste en possession (4). »

Trois mois s'écoulent. L'abbé Baudeau, « las d'attendre les grâces de la cour de France, prend enfin le parti d'aller en Pologne jouir du gros bénéfice dont on a parlé. Il espère revenir dans un an pour

(1) Rossignol à Choiseul, 19 mars 1768 (LARIVIÈRE, *France et Russie*, p. 122).

(2) L'acte de la Confédération fut signé le 29 février, avant même la clôture de la Diète (5 mars).

(3) KONOPCZYŃSKI, *Konfederacja barska*, t. I, str. 93.

(4) BACHAUMONT, t. IV, p. 56.

l'hiver, et recommencer ses instructions sur la *Science* » (1). Les abonnés aux *Éphémérides* apprirent par un *Avertissement des libraires* que dès le mois de mai, la rédaction de la revue avait été remise à Dupont par l'abbé Baudeau. « Monsieur l'évêque de Wilna l'a décoré en Lithuanie d'une prélature considérable à tous égards... Monsieur l'Abbé Baudeau a envisagé en Pologne une carrière digne de son amour pour l'humanité (2). » L'avocat Linguet, adversaire des *économistes*, ricane au sujet d'« un sieur abbé Baudeau, qui, à force de parler d'humanité dans les bonnes tables, et d'économie dans les cercles, est parvenu à se procurer un Prieuré de 25.000 livres de rente » (3).

(1) BACHAUMONT, t. IV, p. 123 (23 oct. 1768).

(2) *Éphémérides*, 1768, t. XII, p. 212.

(3) LINGUET, *Lettres sur la théorie des lois civiles*, Amsterdam, 1770, p. 17. Il revient p. 182 sur cette « Prévôté mitrée de 25.000 livres de rente ».

CHAPITRE II

L'ABBÉ BAUDEAU DANS LES PAYS DU NORD (1)

Premier séjour en Pologne (novembre 1768-février 1769). — La nouvelle se répand en Pologne de la prochaine arrivée de Baudeau. Le P. Śliwicki, Supérieur des Lazaristes, esprit très éclairé, plaisante avec l'évêque de Wilno :

« Je souhaite que M. l'abbé Baudot arrive avant la sortie des troupes russes. Elles pourront l'aider pour réduire à l'ordre les chanoines ir-Réguliers (*sic*) dont il va peut-être devenir le Général.

« Badinerie à part, s'il vient à Varsovie, je lui ferai le meilleur accueil qu'il dépendra de moi, mais je crains fort qu'accoutumé aux plaisirs et aux commodités de Paris, il ne trouve le séjour de Pologne, et encore plus de Lithuanie, un peu étrange (2). »

L'abbé Baudeau débarque à Dantzig, et se rend en Lithuanie sans passer par Varsovie. Il s'occupe de la question des grains et des problèmes politiques. Si souvent il avait en France prôné la liberté du commerce des grains ! Il n'est pas étonnant qu'il cherche à organiser l'exportation des céréales polonaises vers la France, — par amour de l'humanité, assurément. Les *Éphémérides* pourront annoncer aux Français le succès de ses démarches :

« J'ai écrit et récrit pour les grains. Quiconque veut du beau froment à 20 livres le septier de Paris poids net, quitte de tout même du droit du Sund, et n'ayant plus rien à payer que le port par mer de Dantzig ou Königsberg en France, n'a qu'à écrire de ma part à M. de Rottembourg, négociant à Dantzig, et à

(1) Sur l'activité diplomatique de Baudeau et de Massalski, longue relation de Gérard de Rayneval à Choiseul, 2 août 1769. *Corr. Dantzig*, 30, fol. 44 sqq. et le grand ouvrage de KONOPCZYŃSKI, *Konfederacja barska*, I, 263-265-274, 326. M. Konopczyński a recueilli des documents jusque dans les dépôts d'archives d'Allemagne et de Russie. Nous ne donnerons sur l'activité diplomatique de Baudeau que les renseignements indispensables à notre récit.

(2) Śliwicki à Massalski, Varsovie, 14 nov. 1768, original en français (*T.P.N. Wilno* 48, V, Nr. 18).

MM. Espanhiac et fils, négociants à Königsberg en Prusse... J'ai arrangé tout cela tant avec ces deux négociants-là qu'avec les principaux Seigneurs, grands propriétaires de Pologne et Lithuanie... Il y a ici du grain qui se perdra ou qui se boira en mauvaise bière ou mauvaise eau-de-vie, plus qu'il n'en faudrait pour nourrir trois ans le royaume de France (1). »

Massalski fait de Baudeau son agent, ou du moins son informateur politique. Le P. Śliwicki presse l'évêque de se rapprocher de Stanislas-Auguste : « Puisque vous devez vous rendre pour les fêtes de Noël à Białystok, une trentaine de lieues de plus pourraient vous rendre à Varsovie, où vous seriez reçu à bras ouverts par le Roi, qui se trouve à présent dans des perplexités extrêmes (2) »...

La situation politique est fort trouble. Poniatowski cherche à affranchir du joug de la Russie une nation profondément divisée contre elle-même. Pris entre les Confédérés de Radom, qui voulaient le détrôner, et d'autre part le prince Repnin qui le tient prisonnier dans sa capitale, Stanislas a dû ratifier les lois funestes de 1768. Les Bariens ont formé leur Confédération loin des troupes moscovites, à proximité de la frontière ottomane. Ils ont placé Poniatowski dans une situation plus embarrassante que jamais. La Confédération n'a pas encore osé proclamer l'inter règne, mais ses principaux chefs rendent bien à tort Stanislas responsable des malheurs publics, et cherchent en Saxe et en France un autre Roi. Poniatowski a d'abord cédé aux exigences de Repnin, et lancé contre les Confédérés les troupes de la République.

Il s'est repris bientôt, dès que la guerre turque a détourné une partie des armées russes, et se refuse à toute collaboration avec Pétersbourg. Il se range aux avis du comte André Zamoycki, ancien Chancelier, et poursuit la seule politique capable de sauver l'indépendance nationale : réconciliation entre le Roi et les Confédérés, médiation de la France et de l'Autriche entre les Polonais enfin réconciliés d'une part et la Russie d'autre part. Mais Choiseul incline du côté des Bariens et ne paraît d'ailleurs disposé à intervenir qu'au moment où ils auront fondé une Confédération Générale et détrôné Poniatowski.

Dans une situation aussi confuse, Massalski et beaucoup d'autres

(1) Lettre de Baudeau au marquis de Mirabeau, de Grodno, 16 février 1769, publiée dans les *Éphémérides*, 1769, t. III, pp. 201-204. — Extrait dans BACHAUMONT, t. XIX, p. 71, 17 mai 1769.

(2) Śliwicki à Massalski, Varsovie 12 déc. 1768, original en français (T.P.N. *Wilno* 48, V, Nr. 23).

magnats polonais demeurent indécis, sans prendre parti pour la Cour ni pour les Confédérés. L'évêque de Wilno fait route avec Baudeau jusqu'à Białystok et tous deux passent les fêtes de Noël auprès de l'hetman Branicki. Mais Ignace Massalski ne pousse pas plus loin, il envoie son protégé tout seul à Varsovie.

Baudeau est accueilli dans la capitale par le Père jésuite Wiażewicz, homme de confiance de l'évêque et précepteur de son neveu, Xavier Massalski. Le Français examine avec les médecins la santé du bambin de quatre ans, pour savoir s'il y a lieu de lui faire subir l'inoculation (1).

L'émissaire de Massalski se répand dans les milieux politiques. Il loge dans la même maison que le général russe Kamiński et le trouve « bon enfant ». Il n'a pas encore vu l'ambassadeur Repnin. Dès le premier jour, Baudeau fait connaissance avec le tout Varsovie chez la comtesse Ogińska, femme de l'hetman de Lithuanie. Le lendemain, le Roi lui accorde une audience de plus d'une heure. « Partout on l'a reçu avec admiration. Cependant, comme le silence et la tristesse règnent ici dans toutes les assemblées où se trouvent réunis les personnages et les dames les plus distingués, il fréquente surtout le Prince-Abbé », Michel Poniatowski, frère du Roi (2). « A coup sûr, il a extrêmement plu à tout Varsovie, aux uns par son amabilité, aux autres par son intelligence. »

Certains ont remarqué la croix pectorale dont se pare le prévôt de Widziszki : ils en ont fait des gorges chaudes ! Baudeau porte d'ailleurs avec désinvolture sa dignité de prélat. Il lorgne un peu trop fixement certaine dame chère au comte Ogiński. Le P. Wiażewicz le fait savoir à Massalski : « Veuillez encore ne pas vous étonner si je me plains de M. l'abbé Baudeau. Se trouvant hier à la comédie avec moi, dans une loge, il a regardé, plus que les acteurs, M^{me} Ossowska, assise à côté de nous dans la loge voisine. Et moi, par souci des intérêts de l'hetman de Lithuanie, j'ai éprouvé un grand mécontentement et une grande peine. Je vous prie très humblement de persuader l'abbé Baudeau, en vertu de Votre autorité épiscopale — si toutefois cela appartient à Votre autorité —, qu'il doit faire violence à son tendre cœur et devenir l'ennemi de la nature —, ce qui n'est pas de Votre cœur (3). »

(1) Wiażewicz à Massalski, de Varsovie, 30 janvier 1769 (*T.P.N. Wilno* 49, VII, Nr. 5).

(2) Alors abbé de Czerwińsk, plus tard évêque de Płock, puis Primat.

(3) Wiażewicz à Massalski, Varsovie, 23 janv. 1769 (*T.P.N. Wilno* 49, VII, Nr. 43).

Le baron Jakubowski, agent de la Cour de France, écrit à Choiseul sur un ton plus sérieux : « M. l'abbé Baudot (*sic*) est venu ici pour quelques jours d'auprès l'évêque de Vilna. Il a été goûté et il a eu des conversations avec plusieurs grands de ce pays sur l'exportation des grains de l'intérieur de la Pologne pour le compte de la France à Dantzig, sur l'économie domestique que l'on pourrait établir dans ce Royaume, sur la personne du roi de Pologne, sur son trône et gouvernement, sur ses vieux oncles » — les princes Czartoryski — « et sur le plan que cette République pourrait former pour son salut, pour se rendre utile aux autres puissances et pour se mettre en considération aux yeux de l'Europe. Il est parti d'ici il y a quelques jours pour Pétersbourg, promettant de reparaître à Varsovie dans le mois d'avril prochain (1). » Ce correspondant de Choiseul paraît ignorer les intentions et les desseins de Baudeau.

Baudeau à Pétersbourg (mars-juillet 1769). — Pour justifier aux yeux de Repnin le voyage de Baudeau à Pétersbourg, Massalski avait invoqué deux prétextes : le savant français désire consulter à la Bibliothèque Impériale des livres sacrés de la Chine, et procéder à une enquête sur les paysans russes (2). L'ambassadeur remit à Baudeau des lettres d'introduction pour le ministre Panin, pour le comte Orlov et quelques seigneurs (3).

Arrivé à Pétersbourg au début de mars, l'abbé se présenta aussi à Rossignol, chargé des affaires de France, et au sculpteur Falconet, attaché depuis 1766 à l'Impératrice. L'atmosphère est pénible pour les Français, sur les rives de la Néva, depuis que Choiseul soutient la Porte contre la Russie. Et Rossignol mande bientôt à Versailles : « Il paraît que l'abbé Baudeau n'aura aucun succès dans ses vues, qu'on ne démêle pas encore bien. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'est pas vu d'un bon œil et que M. Panin en parle mal. La prévention qu'on a contre tout Français, fait qu'on l'observe avec soin, et qu'on épie de très près toutes ses démarches, de sorte que je ne serais point surpris s'il recevait l'ordre de quitter cet Empire (4). »

Cependant Baudeau a cru discerner qu'à l'encontre de son ministre

(1) Jakubowski à Choiseul, Varsovie, 11 févr. 1769 (chiffré), *Corr. Pologne*, 292, fol. 49-50.

(2) KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, t. I, p. 265, d'après une lettre de Massalski à Repnin, 15 janv. 1769 (*Aff. Étr. Moscou*).

(3) Rossignol à Choiseul, 17 mars 1769 (chiffré) (*Corr. Russie* 83, fol. 151-154). Baudeau est arrivé à Pétersbourg vraisemblablement entre le 11 et le 17.

(4) Rossignol à Choiseul, 4 avril 1769 (chiffré), *Corr. Russie* 83, fol. 186.

Panin, l'impératrice serait fort aise de se rapprocher de Versailles pour pacifier la Pologne (1). Et par l'intermédiaire de Falconet, il lui fait parvenir une première pièce de vers. Le 12 mai (nouveau style), Catherine II fait célébrer par de solennelles actions de grâces la prise de Chotzim (2) sur les Turcs. Et Baudeau lui adresse, par la même voie, un second poème. Catherine II tourne l'économiste en dérision, comme l'année précédente elle s'est efforcée de ridiculiser Mercier.

« Le jour du *Te Deum*, écrit-elle à Falconet, lorsque j'étais en ville, l'on m'apporta une lettre dont l'adresse était de votre main ; je l'ouvris et j'y trouvai des vers. Je m'écriai : de quoi diable se mêle-t-il ? d'habile sculpteur qu'il est, ne voilà-t-il pas qu'il devient mauvais rimailleur ! Mais après un peu de réflexion, j'ai vu que je n'y voyais pas plus loin que mon nez.

« Ce pauvre petit abbé bat le pavé de Pétersbourg, fait des vers et de la politique avec légèreté à frais perdus. Je crois qu'il ferait mieux d'aller jouir de son canoncat s'il est important ; sinon, il revient à peu près au même pour lui où il se trouve et ce n'est qu'un individu de plus dans une grande ville ; passons là-dessus (3). »

Falconet répond en bon courtisan :

« A Saint-Pétersbourg, le 14 mai 1769.

« Madame,

« Je m'étais tiré de mon mieux de la première commission de M. l'abbé, car je ne lui avais pas tout dit. Si je m'étais chargé de ses petits vers, c'est que je n'y croyais rien que d'honnête. Le jour du *Te Deum*, il m'envoya les seconds, avec prière de les faire parvenir anonymes à Votre Majesté Impériale. Je ne sus rien de mieux que d'y mettre une enveloppe et de les envoyer sur-le-champ à la poste. Je crus devoir aussi m'acquitter de la nouvelle commission, sans répondre de l'événement, et je l'ai osé d'autant plus hardiment que c'était dans un instant de joie publique ; on se ferait porteur à moins.

« Je sais qu'il fait imprimer un catéchisme économique et qu'il

(1) Gérard de Rayneval à Choiseul, 2 août 1769, *ut supra*. *Corr. Dantzig* 30, fol. 44 sqq.

(2) Rossignol écrit Chotzim, les Russes, Khotin ; les Polonais Chocim, et aujourd'hui les Roumains, Hotin.

(3) Catherine II à Falconet, 10 mai 1769 (21 mai nouveau style), publié par RÉAU, *Catherine II, correspondance avec Falconet*, p. 76.

voulait [vous] le dédier. Comme il me l'a communiqué, j'ai au moins empêché la dédicace en lui disant : *Monsieur, il y a des enfants qui sont d'une telle venue qu'on ne les emmaillote pas aisément*. Du reste, il va son train et nous verrons son almanach du bon laboureur (1). »

L'année précédente, Falconet a mollement défendu La Rivière, puis il a fait chorus avec l'Impératrice pour l'accabler de sarcasmes. Pour la seconde fois, « l'ami de l'âme » de Diderot renie les lumières et sacrifie un compatriote gênant. Pourtant si Baudeau prêche à Pétersbourg les grandes vérités qu'il publiait naguère, la Sémiramis du Nord devrait prêter l'oreille à ce message. Mais elle ne voit pas si grand, ni si loin.

L'abbé entremêle d'ailleurs à ses vues profondes de réformes intérieures, des conseils diplomatiques peu fondés. Il préconise obstinément une alliance franco-russe, comme le seul moyen d'aboutir à la pacification de la Pologne. Dès son arrivée, il avait dénoncé à Rossignol les intrigues du roi de Prusse : « Il m'a assuré, rapporte le Chargé d'affaires (2), que c'était ce Prince qui, par le moyen des Jésuites établis en Pologne, y fomentait les dissensions, y excitait les Confédérations, y animait les Polonais contre la Russie et avait soulevé la Porte contre elle, et qu'il imputait toutes ces manœuvres à la France. »

Les Jésuites, comme tous les Polonais, refusaient aux dissidents l'égalité politique, mais de concert avec Stanislas-Auguste préconisaient une large tolérance religieuse. Baudeau aurait frappé plus juste en accusant Franciscains et Dominicains d'exciter les esprits en faveur de la Confédération. Quant à Frédéric II, il avait intérêt aux troubles de la Pologne qui compromettaient la politique russe de protectorat et devaient faire triompher la politique prussienne de démembrement. Mais que pouvait gagner Pétersbourg à rompre avec Potsdam pour se rapprocher de Versailles ?

Baudeau aboutit en juillet à l'échec prévu par Rossignol. « M. l'abbé Baudeau ayant tenté des propositions très inconsidérées au sujet du roi de Prusse en présence du Secrétaire de légation de Prusse, celui-ci en a rendu compte au Ministre de S. M. le roi de Prusse, qui en a porté ses plaintes au ministère de Russie. En conséquence l'abbé Baudeau a reçu l'ordre de partir en six heures

(1) *Ibid.*, p. 78.

(2) 17 mars, *Corr. Russie* 83, fol. 151-154.

de temps, ce qui a été effectué, et on lui a donné un bas officier pour le conduire jusqu'à la frontière (1). »

Second séjour en Pologne (juillet-août 1769). — Brutalement expulsé de Russie, Baudeau trouve la Lithuanie en pleine effervescence. Les Confédérés ont échoué sous Léopol (1^{er} juin), mais à la tête de quelques centaines de cavaliers, le jeune Casimir Pułaski porte hardiment la guerre dans le Grand-Duché. Il bat coup sur coup un corps russe parti de Wilno (6 juillet) et un autre accouru de Varsovie (à Słonim, 12 juillet).

L'abbé Baudeau se trouve à Białystok le 16 juillet. Aux abords mêmes du château, le brigadier Golicyn avec 800 Moscovites tente d'arrêter une seconde armée barienne, qui s'avance elle aussi vers le Nord. Bierzyński, son chef, a l'avantage du nombre, mais ses 4.000 Confédérés ne viennent pas à bout d'un ennemi mieux exercé. En vain les Polonais supplient-ils Branicki de leur livrer ses canons, de faire donner sa milice. Golicyn se retire en bon ordre vers Varsovie. L'impétueux abbé Baudeau ne songe plus à négocier avec les Russes, car pendant la bataille il a soutenu de son mieux le courage des Polonais (2).

Bierzyński poursuit sa marche vers le Nord et fait à Grodno sa jonction avec Pułaski. Quelques seigneurs et gentilshommes lithuaniens, moins pleutres que Branicki, délibèrent à Białystok et rédigent, suivant les conseils de Baudeau, l'acte de la Confédération Générale de Lithuanie et les autres écrits que son Envoyé devra porter en France (3). Les insurgés publient leur manifeste daté de Dowspuda, mais les dignitaires de la Confédération Générale se réfugient presque aussitôt en Prusse pour échapper aux Moscovites du général Drewicz. La plupart des magnats du Grand-Duché restent insensibles aux appels des Confédérés et le mouvement avorte piteusement.

Baudeau a gagné Dantzig, et il va voir Massalski retiré en Prusse. L'évêque de Wilno et son émissaire ont beaucoup à se dire, car ils se trouvent en désaccord sur deux points principaux. D'une part, le Français ne partage point la haine de Massalski contre Stanislas-

(1) Rossignol à Choiseul, 11 juillet 1769, *Corr. Russie* 83, fol. 320. — Baudeau a été expulsé entre le 4 et le 11.

(2) Sur la bataille de Białystok, KONOPCZYŃSKI, *K. Pułaski*, str. 105. — Baudeau « a inspiré du courage aux Confédérés pendant l'affaire de Białystok » (Gérard à Choiseul, 9 sept. 1769, *Corr. Dantzig* 30, fol. 145-146).

(3) Le chanoine Betański à Gérard, Białystok, 21 août 1769, *Corr. Dantzig* 30, fol. 92 (copie). — Betański, secrétaire de l'hetman Branicki et correspondant du ministère français.

Auguste. L'évêque prétend, avec l'appui de la Russie, se mettre à la tête d'une nouvelle Confédération et, par son génie, pacifier la Pologne. Baudeau juge que les Polonais doivent se rallier à leur Roi : aussi bien l'acte de Confédération du Grand-Duché n'exprime-t-il aucune hostilité contre Poniatowski.

D'autre part, Baudeau n'attend plus rien de négociations avec la Russie : le salut de la Pologne dépend d'une intervention diplomatique et, éventuellement, d'une intervention armée de la France et de l'Autriche. Le protégé de Massalski s'est sans doute laissé ébranler par le Roi et le Prince-Abbé, dès son passage à Varsovie. Son échec à Pétersbourg lui a fait perdre ses dernières illusions sur la Russie.

Le Prévôt fait la leçon à son évêque et lui fait promettre de ne plus se mêler de politique (1). Puis il regagne Dantzig et prend le bateau pour la France (fin août).

Lettres sur la Pologne, Avis aux Polonais. — Baudeau se croit appelé à jouer un grand rôle diplomatique. Les Confédérés lithuaniens remettent à Gérard de Rayneval, consul de France à Dantzig, un mémoire élaboré par l'abbé. Les Polonais noueront une Confédération Générale, en se bornant à proclamer nulles par défaut de liberté les lois de 1767-68, sans contester la couronne à Poniatowski. Le roi de France, assuré des subsides de l'Espagne par le pacte de famille et de 24.000 soldats de l'Autriche en vertu du traité de Versailles, contraindra les Russes à évacuer la Pologne. « La première démarche de l'Envoyé en France doit être en arrivant à Paris de s'adresser directement à M. l'abbé Baudeau (2). »

Au reçu de cette élucubration, Choiseul envoie Baudeau dans son

(1) Gérard fait à Choiseul (2 août 1769, *Corr. Dantzig* 30, fol. 44 sqq.) un rapport détaillé sur les agissements de Baudeau, qui vient d'avoir une entrevue avec Massalski. — Dans sa dépêche du 9 septembre (*ibid.*, fol. 145), Gérard assure Choiseul que l'évêque a donné à Baudeau sa parole « de se tenir éloigné des affaires » ; quant à l'abbé « il doit être actuellement de retour en France, et il aura déjà rendu compte ». — Jakubowski à Choiseul, Varsovie, 9 sept. 1769 (chiffré), *Corr. Pologne* 293, fol. 229, précise que l'entrevue a eu lieu entre Massalski et Baudeau en Prusse. — Des témoignages postérieurs nous montrent l'évêque de Wilno très influençable (M^{me} Geoffrin à Stanislas-Auguste, 2 mai et 19 sept. 1773. — DE MOUÏ, pp. 442, 454), et Baudeau le maniant à sa guise (Le marquis de Mirabeau à la comtesse de Brionne en 1778 : Baudeau « disposant de l'évêque, non pour l'arrêter, mais pour le revirer comme son gant ». — PÉREY, *Une grande dame au XVIII^e siècle, la princesse Ch. de Ligne*, t. I, p. 203).

(2) *Éclaircissement important* joint à la lettre de Gérard à Choiseul, 23 septembre 1769, *Corr. Pologne* 293, fol. 303-305.

abbaye, par lettre de cachet, et mande à Rayneval : « Vous en informerez les Confédérés afin qu'ils jugent de l'éloignement de S. M. pour un système aussi pernicieux et aussi faux que celui que cet abbé cherchait à accréditer (1). »

Baudeau reprend son enseignement sur la Science — salué par les sarcasmes de Grimm (2) —, et, sans perdre courage, publie dans les *Éphémérides* des *Lettres sur la Pologne*, puis des *Avis économiques* aux Polonais.

L'abbé a composé ses *Lettres sur l'état actuel de la Pologne et sur l'origine de ses malheurs* (3) d'après ses observations personnelles et les entretiens qu'il a eus. Il a, en outre, étudié « quelques bons ouvrages, qui ne sont point connus en France : tels par exemple que ceux du chevalier de Pyrrhys de Varille, gentilhomme normand naturalisé en Pologne et attaché à l'illustre maison de Sangousko (*sic*) ». — « Quel est l'état actuel de la République ? me demandez-vous d'abord... Hélas, Monsieur, il n'y a plus de République de Pologne... Il n'y a plus rien que la volonté des Moscovites, les décrets de leur Ministre, les ordres journaliers de leur Ambassadeur... Quelle est l'origine de cet anéantissement total de la République ?... depuis deux siècles entiers la politique destructive de ses voisins, et ses propres erreurs (4). »

Baudeau expose le plan du gouvernement russe contre la Pologne avant Pierre le Grand (lettre II) et jusqu'au règne de Catherine II

(1) Choiseul à Gérard, 9 nov. 1769, *Corr. Dantzig* 30, fol. 300.

(2) GRIMM, *Correspondance*, t. VIII, 421, *Sermon philosophique prononcé le jour de l'an 1770* : « Le prémontré Baudeau... va prêcher le pain bis et la mouture économique par tout le Nord, et revient à Paris nous ennuyer sur nouveaux frais ». — Première lettre de Baudeau à M. l'abbé Galiani sur ses dialogues anti-économiques dans les *Éphémérides* de 1769, t. XII.

(3) *Éphémérides*, 1770, II, III, IV ; 1771, III, IV, V. — Et à part 1772. — Ces *Lettres* ont été analysées par KOT, *Rzeczpospolita polska w literaturze politycznej Zachodu*, pp. 209-213.

(4) *Lettres*, pp. 4-5. — César Pyrrhys de Varille, né en 1708, venu en Pologne en 1755, précepteur des princes Joseph, Janus et Jérôme Sangusko, y mourut vers 1800. — Écrits politiques antérieurs à 1771 : *Compendium politicum seu Dissertatio de variis Poloni Imperii vicibus*, Varsaviae, 1760, Schol. Piar., in-8°, 168 p. [Bibliothèque Nationale M 17229]. — *Lettres sur les Intervèrgnes de Pologne*, Varsovie, 1764, rééditées avec une importante préface sous le titre de *Lettres sur la Constitution actuelle de la Pologne et la tenue de ses Diètes*, Varsovie, 1769, et se trouve à Paris chez Gauguery, libraire, in-12°, XL-413-24 p. ; puis à Varsovie et se trouve à Paris chez Delalain, 1771, in-12°, XL-413 p. [Bibl. Nat. M. 17292]. L'ensemble des ouvrages de Pyrrhys, dont plusieurs furent traduits en polonais, son activité diplomatique qu'attestent de nombreux mémoires conservés au quai d'Orsay, seraient dignes d'une étude moins succincte que la notice publiée par Smoleński en 1880 (réimprimée dans SMOLEŃSKI, *Pisma historyczne*, t. I, pp. 349-368).

(lettre IV). Il soutient la thèse exactement contraire à celle qu'il avait esquissée dans le *Monde Politique*.

Quant à l'histoire intérieure de la Pologne, il suit de fort près le *Compendium politicum* rédigé par Pyrrhus de Varille, sous l'inspiration du P. Konarski. Une première révolution établit l'aristocratie en 1370, sous Casimir III et Louis de Hongrie ; la seconde, la démocratie, en 1454, sous Casimir IV ; la troisième en 1536 attribua à chaque nonce le droit de suspendre la Diète (*sisto activitatem*). Les *Pacta Conventa* établirent un « roi conditionnel » (quatrième révolution, 1573). La cinquième instaura le *liberum veto* (1652). « C'est la nullité des suffrages qui caractérisa la sixième révolution tendant à l'anarchie complète, révolution arrivée depuis 1699, par la prépondérance absolue des troupes étrangères et par l'autorité qu'elles ont prise de dicter des lois aux Polonais sur les terres mêmes de la République (1). »

L'économiste note, chemin faisant, quelques réflexions : « Comment voulez-vous qu'un État sans autorité tutélaire quelconque, n'ayant à proprement parler ni trésor, ni armée, qu'un État sans agriculture digne de ce nom, ne possédant à vrai dire que des terres en friche à peu de chose près, dans une étendue immense du meilleur sol qui soit en Europe, dont la 10^e partie grattée par quelques millions d'esclaves qui sont peut-être la plus malheureuse portion de l'humanité, entretient deux ou trois cent mille petits despotes arbitraires dans une misère oisive et orgueilleuse, quelques milliers dans la médiocrité, quelques centaines dans un faste mal entendu ; qu'un État enfin sans arts, sans commerce... Comment voulez-vous, dis-je, qu'un tel État ne devint pas la proie de son ennemi (2)... »

Baudeau a sans doute rencontré en Pologne des partisans tenaces du servage. Il estime que le roi Casimir le Grand, en reconnaissant les privilèges des nobles, consacra sans le vouloir leur « affreuse prétention » à l'usurpation des personnes. « Je dis à l'*usurpation* des personnes, non à la propriété du sol, deux objets que les Polonais confondent sans cesse, quoique tout le reste de l'Europe leur montre depuis tant de siècles que ce sont deux choses toutes différentes, et que les terres moins bonnes par elles-mêmes, rapportent cent fois plus dans les pays où le propriétaire du sol n'est point propriétaire

(1) BAUDEAU, *Lettres*, p. 270 (Lettre V).

(2) Pp. 77-79.

des hommes qui le cultivent, leur donne des fonds à ferme, ou à façon, par une convention libre (1). »

Enfin, abordant l'époque contemporaine, Baudeau fait l'apologie des réformes des princes Czartoryski. Il glisse rapidement sur la Confédération de Bar, expose la situation actuelle. « En 1768 et 1770, la diète générale devait s'assembler suivant toutes les lois et tous les usages de Pologne, mais tous les citoyens ont refusé de concourir à cette assemblée, tant que la république ne serait pas absolument libre... nul patriote ne veut se constituer prisonnier de l'armée moscovite qui occupe Varsovie (2). » — « Remettez-vous, ai-je dit aux Polonais, au même état où vous étiez après la diète de 1766, abolissant tout ce qui s'est fait depuis... », et vous réservant de statuer définitivement sur les réformes lorsque l'apaisement sera venu (3). Une fois encore, Baudeau invite Catherine à préférer au titre « de victorieuse et de conquérante... la gloire d'être législatrice d'un grand État » (4).

Baudeau publie en outre des *Avis économiques aux citoyens éclairés de la République de Pologne sur la manière de percevoir le revenu public* (5). « Une longue suite de malheurs, écrit-il, vous a fait connaître enfin la nécessité de fonder, quand il vous sera possible, un revenu public » suffisant pour donner à la Pologne la sécurité et la prospérité (6).

Première vérité : « La perception indirecte serait chez vous plus difficile, plus dangereuse, plus dispendieuse que chez tout autre peuple (7). » Ni le pays, ni son état social ne la permettraient. Les frontières sont vastes ; l'intérieur, mal peuplé ; les villages, éloignés les uns des autres. « La Noblesse est vive, haute, impatiente, hardie, j'ose même ajouter peu scrupuleuse, quand il s'agit de ses intérêts et de ses fantaisies... Vos paysans serfs sont en grande partie... si réduits au strict nécessaire, qu'il est difficile de leur faire un sort pire que le leur... Les Juifs qui tiennent vos cabarets, et qui font chez vous presque tout le négoce, sont cupides, fourbes, accoutumés

(1) P. 97.

(2) P. 319.

(3) P. 323.

(4) P. 327.

(5) *Éphémérides*, 1770, t. XI, pp. 52-120, 1771, t. I, pp. 56-67. Visas du censeur, 23 février et 13 mars 1771. — Réimprimé en 1772 à la suite des *Lettres sur la Pologne*, nous renvoyons à cette réédition.

(6) P. 1.

(7) P. 18.

à tout souffrir, à tout risquer pour gagner même la plus petite pièce de monnaie (1). »

« *Seconde vérité* : La levée directe du produit net des terres vous convient plus qu'à tout autre Peuple... Tout votre territoire étant coupé par villages, chaque village particulier produit annuellement un revenu quitte et net tout à fait clair, ou du moins très facile à évaluer. Presque tous sont entre les mains de Fermiers ou d'Économes, qui ont abonné les revenus ou qui en rendent compte (2). »

Les institutions locales déjà existantes se chargeraient de la perception. « Vous avez une organisation politique très ancienne et très bien entendue. Chacune de vos grandes Provinces est divisée en districts, et chaque district a son espèce de Magistrature et de Tribunal, c'est-à-dire ses Officiers et ses assemblées régulières ; elle (*sic*) a même ses Receveurs établis pour les droits actuels (3). » Deux arbitres choisis l'un par le propriétaire, l'autre par le Trésor évalueraient le produit net, il suffirait d'en prélever les trois dixièmes pour assurer la prospérité de l'État.

Baudeau adresse ses *Avis économiques* à tous les *citoyens éclairés de la République de Pologne* sans distinction de parti, car les économistes ont maintenant des amis et parmi les royalistes et parmi les Bariens.

Chreptowicz et Wielhorski à Paris. — Un peu avant le retour de Baudeau est arrivé à Paris le comte Joachim Chreptowicz, Secrétaire du Grand-Duché de Lithuanie (4). Ce grand seigneur des provinces orientales n'a jamais vu la France. Il a fait toutes ses études chez les jésuites polonais, et pourtant il manie couramment la langue française : sans doute en a-t-il appris les rudiments avec un gouverneur étranger. Le français régnait d'ailleurs dans la haute société polonaise et à la Cour de Varsovie, où les deux rois saxons ne parlaient point le polonais. Chreptowicz ne se trouve donc nullement dépaysé à Paris. Il fait visite à M^{me} Geoffrin : « Ce comte Chreptowicz vous est bien attaché, écrit-elle à Stanislas, c'est un bien honnête homme, et qui a bien du mérite, et qui aime Votre Majesté tendrement (5). »

(1) Pp. 19-20.

(2) Pp. 41-42.

(3) P. 44.

(4) Né en 1729, Vice-Chancelier de Lithuanie, 1773, Grand Chancelier, 1793, mort en 1812. — Il arrive à Paris en août ou septembre 1769.

(5) 1^{er} oct. 1770. Mouÿ, p. 383.

Il fréquente aussi les économistes, conquiert pour jamais l'estime et le respect de Dupont. Et lorsque le Polonais quitte Paris pour Vienne, Mirabeau le recommande chaudement au margrave de Bade, le plus physiocrate des princes régnants. « J'ai promis au comte de Creptowicz (*sic*), Secrétaire de la République de Pologne, qui a passé l'hiver ici, de le présenter à Votre Altesse et de la prévenir sur le rare mérite de ce digne seigneur. Vous en jugerez mieux que personne, Monseigneur, mais je puis vous assurer d'avance que je ne connais pas de meilleur économiste pratique, par la solidité de l'esprit et par la bonté du cœur (1). »

A son tour paraît à Versailles (31 janvier 1770) le comte Wielhorski. Les chefs de la Confédération lithuanienne se sont unis aux représentants de la Couronne pour fonder une Confédération Générale (31 octobre 1769) dont le Conseil s'est installé bientôt à Eperies sur le territoire hongrois. Et ce Conseil — *la Généralité* — a désigné Wielhorski comme Envoyé auprès de la Cour de France. M^{me} Geoffrin note très finement chez cet esprit médiocre « une manie de vanité *savante* » (2). On sait comment il sollicita les conseils de Mably et de Rousseau. Il rechercha lui aussi la société des économistes, sans jamais tirer grand profit des lumières des uns ni des autres (3).

A coup sûr, il ne goûte point les *Lettres de Baudeau sur la Pologne*. Car la *Généralité* n'a pas suivi le sage conseil que l'abbé avait donné aux Confédérés de Lithuanie, de ménager le roi Poniatowski. Elle a même proclamé l'interrègne : « Citoyens ! lavez la honte et l'opprobre de la nation dans le sang du tyran Stanislas Poniatowski, l'ami déclaré de Moscou et l'ennemi de son pays » (13 octobre 1770). Wielhorski a toujours fortement poussé à cette décision. Ni avant

(1) Mirabeau à Charles-Frédéric, 9 juin 1770. KNIES, *Carl Fr. v. Baden brieflicher Verkehr*, t. I, S. 40. Le margrave se réjouit de la visite annoncée (*ibid.*, p. 41), aucune lettre postérieure n'indique qu'elle ait eu lieu. — Le 17 juin, Chreptowicz se trouve à Amsterdam ; il doit partir le lendemain pour Vienne par Bruxelles, Spa et Francfort (Lettre à Ogradzki, *Bibliothèque Polonoise de Paris*, *rkps* 35). — Le 5 août, il écrit de Vienne à M^{me} Geoffrin (Mouÿ, p. 383) et rentre en Pologne à l'automne (KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, I, 515 n. 2).

(2) Lettre à St.-A., 15 sept. 1771 (Mouÿ, p. 405).

(3) Dupont, brouillant un peu les dates, déclare avoir été « dès 1771, intimement lié avec le chancelier de Lithuanie, comte Chreptowicz, et peu après avec le prince Massalski, évêque de Vilna ; avoir, dans l'autre parti, eu les plus grands rapports avec le comte Vielhorski (*sic*), ministre des Confédérés en France » (dans *Institut de France, Discussions*, 1810, p. 39). — Stanislas-Auguste, si indulgent d'ordinaire envers ses ennemis, note au sujet de Wielhorski les « bornes étroites de son intelligence incapable de bien comprendre et de savoir appliquer... tout ce qu'il avait entendu dire en France à J.-J. Rousseau, aux économistes, aux encyclopédistes et nommément à l'abbé de Mably » (PONIATOWSKI, *Mém.*, t. II, p. 233).

octobre 1770, ni après, l'Envoyé de la Confédération ne veut entendre parler de la trêve proposée par Baudeau.

Chreptowicz, au contraire, avait fait le voyage de Paris dans un esprit de conciliation. Stanislas-Auguste l'avait initié au plan de Zamoyski : loin d'exciter les Confédérés à proclamer le trône vacant, Choiseul doit les engager à s'unir à leur Roi pour faire front contre la Russie. Les cours de Versailles et de Vienne pourront alors efficacement se poser en médiatrices entre la République de Pologne et Pétersbourg. Même après la proclamation de l'inter-règne, Chreptowicz et Stanislas lui-même demeuraient prêts à un rapprochement avec les Confédérés. Car une trêve aurait bien vraisemblablement permis à Poniatowski de conserver à jamais la couronne.

L'abbé Baudeau professe sur l'état actuel de la Pologne des opinions royalistes. Il défend la même cause que Joachim Chreptowicz, demande aux Bariens et à Wielhorski de faire taire leurs passions partisans. Baudeau ne partage point les sentiments du prince-évêque de Wilno sous la protection duquel il a parcouru les pays du Nord.

CHAPITRE III

SECOND SÉJOUR DE MASSALSKI A PARIS

Son zèle humanitaire et ses intrigues en Pologne (1769-1771). — Lorsque les troubles s'apaisèrent en Lithuanie, après le départ de Baudeau, Massalski déploya un grand zèle humanitaire. Il fit prêcher dans son vaste diocèse, en 1769-1770, un jubilé solennel. Et sur son ordre, Dominicains et Lazaristes exhortèrent les fidèles non pas tant à se repentir de leurs fautes et à faire pénitence, qu'à améliorer les routes, à planter des arbres fruitiers et à perfectionner l'agriculture (1).

Il ouvrit un concours sur les trois questions suivantes :

1° « Quelles sont les connaissances et les vertus nécessaires à un bon Curé, pour s'acquitter avec honneur de ses devoirs de citoyen et de pasteur ? et quels moyens convient-il d'employer pour exécuter un si grand projet ? »

2° « Quelle éducation faut-il donner aux jeunes nobles, moins favorisés par la fortune que par la naissance, pour les rendre véritablement utiles à la Patrie ? »

3° « Que devrait-on enseigner aux paysans, cette classe si honorable de la société humaine, et chez nous si avilie ? »

Les concurrents pourront rédiger leurs mémoires en latin, en français, en allemand ou en polonais. Massalski décernera, en septembre, aux lauréats trois médailles de 30, de 20 et de 10 ducats. Le piariste Popławski, professeur au Collège de Nobles de Varsovie, emporta le prix sur le troisième sujet (2). Il devait en 1774 publier simultanément ce mémoire sur les écoles paroissiales et le premier exposé, en langue polonaise, du système des physiocrates.

(1) PRZYAŁGOWSKI, *Żywoty biskupów wileńskich*, t. III, str. 187, d'après les archives diocésaines.

(2) SMOLEŃSKI, *Pisma*, t. II, str. 39-40 (*Les Sociétés savantes en Pologne au XVIII^e siècle*). — L'avis de concours parut dans les *Wiadomości warszawskie* (*Nouvelles de Varsovie*) du 17 janvier 1770.

L'évêque de Wilno s'était attaché en mai 1769 l'abbé Kniażewicz, jeune clerc qui venait d'obtenir de la Compagnie de Jésus son congé. Kniażewicz travaille pendant l'été à des travaux d'arpentage sur les domaines de Massalski (1). Au printemps suivant, le « mathématicien de l'évêque de Wilno » dédie à son protecteur un *Calendrier des laboureurs et des fermiers* traduit de Bradley. Il fait savoir au lecteur que Massalski fait en ce moment venir d'Angleterre une collection de tous les instruments utiles aux agriculteurs. Ils serviront de modèle pour en fabriquer de semblables. L'évêque de Wilno voudrait fonder des sociétés d'agriculture, mais si le Grand-Duché jouit de la tranquillité, les troubles qui désolent le reste de la République s'opposent à la réalisation de ce grand dessein. L'évêque de Wilno « n'a point d'autre désir que de devenir en Pologne ce qu'est devenu en France l'*Ami des Hommes* (le marquis de Mirabeau) » (2).

Quoi qu'en dise Kniażewicz, ce beau zèle humanitaire n'étouffe point au cœur de Massalski la passion de l'argent ni l'ambition la plus immodérée. L'évêque ne voulant point payer à sa sœur la dot qu'il lui devait, empêchait par tous les moyens son mariage depuis longtemps convenu avec Joseph Niesiołowski, castellan de Nowogródek. Massalski intenta au castellan un procès scandaleux, sollicita l'intervention de l'ambassadeur russe et, malgré toutes les intrigues, se vit finalement débouté par le Tribunal de Lithuanie (mai 1770) (3).

Massalski passe les fêtes de Noël à Bielsk, en Podlachie, chez l'hetman Branicki, si longtemps fidèle à la politique de Versailles. L'évêque de Wilno, doutant de la Russie, songe à se tourner vers la France.

D'ailleurs le cabinet de Pétersbourg rappelle l'ambassadeur Volkonskij, incapable de pacifier la Pologne sans le concours du Roi et des Czartoryski. Il s'appuyait sur quelques personnages peu respectés, comme le Primat Podoski, de mœurs scandaleuses. L'évêque de Wilno s'était rallié, dans une certaine mesure, à la politique de Volkonskij. Le nouvel ambassadeur, comte Saldern, arriva à Varsovie au début de 1771. Il avait mission de négocier une entente avec le Roi et les Czartoryski ou, si cette dernière

(1) Kniażewicz à Massalski, 17 août 1769, *T.P.N. Wil.* 48, IV, 13.

(2) *Kalendarz rolniczy i gospodarki*, p. 18 n. et préface. — L'*Imprimatur* porte la date du 8 mai 1770. — L'ouvrage de Richard BRADLEY, *Gentleman's and Farmer's Calendar*, London, 1718, in-8°, avait connu plusieurs éditions en français : 1723, 1743, 1755, 1783. L'édition de 1755 est intitulée *Le calendrier des laboureurs et des fermiers*.

(3) PONIATOWSKI, *Mém.*, t. I, p. 656.

KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, t. I, str. 496, n. 2, t. II, str. 110, 116.

tentative de pacification échouait, de procéder au partage de la Pologne. Saldern écarte rudement les protégés de son prédécesseur. Le Primat s'enfuit de la capitale, les troupes russes l'arrêtent à un mille des murs. L'évêque de Wilno prétend parler au nom de 52.000 Confédérés lithuaniens : Dommage que ce ne soit pas vous qui les conduisiez, répond l'ambassadeur, notre corps de 60.000 hommes vous taillerait en pièces (1).

Précipitamment, Massalski rentre à Wilno, puis gagne Kretynga (31 juillet 1771), sur la frontière nord de la Prusse Orientale et s'embarque au petit port de Połaga (2), après avoir mis à la disposition de l'hetman Ogiński l'arsenal qu'il avait constitué au temps de l'interrègne avec les subsides de la Russie. Le comte Ogiński a rassemblé deux mille hommes de troupe, il capture un premier corps moscovite (bataille de Bezdzież, 6 août 1771), adhère solennellement à la Confédération de Bar (7 août). Suworov accourt, écrase les insurgés (bataille de Stołowicze, 22-23 septembre) ; l'hetman s'enfuit à Königsberg. Les Moscovites s'emparent de l'arsenal de Massalski (3). L'évêque vient à Paris grossir le nombre des émigrés politiques.

Massalski à Paris. Projet pacifique de Baudeau. — Le libraire parisien Hardy note, en date du 6 novembre 1771, l'arrivée du prince Massalski, évêque de Wilno en Pologne, « lequel avait été obligé de quitter ce royaume à cause des troubles qui l'agitaient, ayant pensé y être enlevé par le parti opposé au Roi (*sic*), arrive à Paris incognito et, sous le nom emprunté d'un comte polonais, ayant jugé à propos de s'y réfugier, et d'y demeurer jusqu'à l'entière cessation des troubles de son pays, avec son neveu âgé d'environ douze ans, seul et unique rejeton de sa famille. Il occupe chez les religieux Prémontrés de la rue Hautefeuille l'appartement du général de l'ordre, en attendant que celui de la princesse de Ligne, au palais du Luxembourg, qu'il devait prendre à loyer moyennant la somme de 3.000 livres, eût été préparé. Ce prélat, haut et puissant seigneur en Pologne, puisqu'il y jouissait, disait-on, de plus de 800.000 livres de rente, se proposait de restreindre à Paris sa dépense à une simple somme de 30.000 livres, parce que ses revenus se trouvaient en partie exposés au gaspillage » (4).

(1) KONOPCZYŃSKI, *ibid.*, t. II, str. 83.

(2) Aujourd'hui Palanga en Lithuanie, en all. Polangen.

(3) KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, t. II, str. 122, 126, 138, 139.

(4) HARDY, *Mes loisirs*, t. I, p. 294.

Massalski retrouve ses amis les économistes, et M^{me} Geoffrin nous montre le prince-évêque toujours accompagné de « ses deux acolytes » : Baudeau et Saint-Leu (1). Le colonel de Saint-Leu avait en effet quitté la Pologne plusieurs mois avant son protecteur et figurait désormais dans la société des physiocrates parisiens (2). L'évêque de Wilno renoua dès le premier jour avec Baudeau, qui lui avait si justement conseillé naguère de ne plus se mêler de la politique. « Il trouva chez les Prémontrés, rapporte Hardy, le sieur abbé *Baudeau*, ci-devant chanoine régulier de Chancelade, en Périgord, sécularisé par le pape, son protégé, son conseil, on pouvait même dire son ami, auquel il avait fait avoir une prévôté mitrée en Pologne que cet abbé avait échangée depuis contre des terres qui devaient lui produire, à Paris, 8.000 livres de rente, conservant néanmoins les marques distinctives de cette dignité, savoir : l'anneau abbatial, le cordon au chapeau et la croix d'or attachée à un ruban rouge.

« Cet abbé Baudeau, âgé d'environ quarante-deux ans, homme de beaucoup d'esprit et des plus intrigants, était auteur d'un grand nombre d'ouvrages de politique, les uns contre la société des ci-devant soi-disant Jésuites, les autres en faveur du trop fatal système de l'exportation des grains qui avait produit cette cherté du pain, dont on gémissait depuis longtemps, ce qui avait donné lieu à un magistrat respectable de l'ancien Parlement de s'expliquer sur le compte de cet ecclésiastique qu'on pouvait regarder comme une espèce de chevalier d'industrie (3). »

L'abbé Baudeau poursuit sa politique personnelle, avec ou sans l'assentiment de Massalski. Il lance une nouvelle édition de ses *Lettres sur la Pologne* et soumet au duc d'Aiguillon, ministre des Affaires Étrangères, un *Projet pacifique sur les affaires de Pologne*. Baudeau développe dans ce mémoire l'idée qui lui est chère. Les troupes russes évacueraient la République, « l'Impératrice est trop

(1) MOUÏ, p. 454.

(2) Dupont ne manque jamais, du 22 février 1771 au 1^{er} janvier 1773, de présenter au margrave de Bade les souvenirs de Saint-Leu (KNIES, t. I, *pass.*). Le colonel composa un éloge de la « science économique », dans l'ouvrage anonyme *État actuel de l'art et de la science militaire à la Chine*, 1773 (pp. 1-35). Lorsque les éditeurs des *Éphémérides* cessèrent de publier leur revue en 1772, ils firent présent de ce volume à leurs abonnés.

(3) HARDY, *Mes loisirs*, t. I, p. 294. — Comment Baudeau avait-il pu échanger sa prévôté contre des terres, Dupont l'expliqua à Turgot qui se déclara rassuré : « Je suis fort aise que cet abbé se soit si bien arrangé sans simonie et qu'il l'ait fait sans péché » (Lettre de Turgot à Dupont, 24 oct. 1769. SCHELLE, *Œuvres de Turgot*, t. III, p. 68).

éclairée... », trop « amie de l'humanité » pour s'y refuser. Les Confédérés poseraient les armes. Les décisions postérieures à la Diète de 1766 seront provisoirement suspendues, tout ce qui a été décidé jusqu'à la fin de cette Diète sera exécuté *par provision*. « Pendant les années de la trêve, les diètes ordinaires ne statueront rien de définitif sur aucune matière d'État, mais seulement sur les affaires contentieuses ou purement économiques. » Toutes les puissances « contractantes, médiatrices et garantes » du traité d'Oliva garantiraient l'observation de la trêve. Enfin, lorsque les esprits seraient apaisés, une Diète de Pacification donnerait à la Pologne un régime définitif « sans l'intervention de nul soldat étranger et sous la loi de la pluralité des suffrages ».

Certain abbé Nicoli se charge de communiquer ce plan, en grand secret, à son prince, le Grand-Duc de Toscane et à la Cour de Vienne. Baudeau se propose de faire porter son mémoire à Pétersbourg. Il ajoute : « Quant aux Confédérés et au roi de Pologne, je suis assuré des moyens. » Mais le comte Wielhorski, Envoyé de la Confédération, rejette formellement le *Projet Pacifique sur les affaires de Pologne* (1).

Mémoire de Mercier sur « L'intérêt commun des Polonais ». — C'est pour Massalski, vraisemblablement, que Mercier de la Rivière rédige un travail intitulé *L'Intérêt commun des Polonais ou Mémoire sur les moyens de pacifier pour toujours les troubles actuels de la Pologne, en perfectionnant son gouvernement et conciliant ses véritables intérêts avec les véritables intérêts des autres peuples* (2).

Mercier s'en tient, plus sagement que Baudeau, à des considérations générales sur les affaires diplomatiques (3). Il s'applique à tracer un large plan de réorganisation intérieure. Les Polonais doivent, d'après lui, établir leur gouvernement sur des bases républicaines et physiocratiques, régénérer leur nation par l'instruction publique et par l'établissement d'une milice.

« Tout ce mémoire porte sur deux principes, l'un fondamental

(1) Baudeau à d'Aiguillon, 24 janvier 1772, *Corr. pol. Pologne* 302. *Projet pacifique sur les affaires de Pologne*, avec *Réponse aux articles de la trêve proposée*. Remis par le Comte Wielhorski, mars 1772 (en réalité janvier), *ibid.*, fol. 230-242. — KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, t. II, str. 256-259.

(2) *Arch. Nat. K* 1317. — Ce mémoire a été découvert par M. le professeur Konopczyński et par lui étudié : *Mercier de la Rivière Ratschläge für Polen* (1917), et *Konfederacja barska*, t. II, str. 606-609.

(3) Ces considérations permettent cependant de dater le mémoire antérieur à mai 1772, époque où les troupes autrichiennes pénétrèrent en Galicie.

et commun à toutes les sociétés policées, l'autre hypothétique et particulier à la Pologne. » Tous les hommes doivent être liés par « un intérêt commun, intérêt qui ne peut être placé que dans le droit de propriété » : telle est la maxime fondamentale et universelle. « Le principe hypothétique et particulier à la Pologne est la forme de gouvernement dont elle a fait choix. Elle a voulu que le corps politique, le corps de la nation, se gouvernât, qu'il exerçât lui-même sa souveraineté (1). »

Le théoricien du despotisme éclairé, déçu par la tsarine autocrate de Russie, vante aux Polonais les mérites de leur régime républicain ! « Nobles Polonais, la base de votre gouvernement est admirable, est de toute solidité, pour le perfectionner vous avez peu de choses à faire (2). » Il s'agit surtout d'abolir le *liberum veto*. Les nonces voteront par district, en se conformant strictement aux instructions dont les auront munis les diétinés. Pour l'élection du roi, Mercier préconise les mêmes règles : mandat impératif, pluralité des suffrages.

Si la Diète doit trancher une question imprévue, on s'en rapportera à la sagesse des nonces. On s'en rapportera au Roi « dans toutes les parties d'administration qui ne sont pas susceptibles d'être réglées par des lois ». La nation ne doit pas redouter les empiétements des nonces ni du Roi : « Dès que vous aurez rendu hommage à la loi de propriété..., votre République ne sera plus gouvernée par des hommes, mais par des lois immuables (3). »

« Tant que la Pologne n'aura pas pour base de sa législation et de son ordre public, la loi de propriété, il est impossible qu'elle ait

(1) *Résumé final* aux pp. 105-106.

(2) Mercier, porté aux affirmations catégoriques, et considéré comme le théoricien intransigeant du despotisme légal, se montre très opportuniste dans ses relations avec les étrangers. Champion de la monarchie absolue dans son *Ordre naturel*, ouvrage écrit pour un diplomate russe, — républicain avec les Polonais, — il devait aussi louer auprès de Gustave III la monarchie tempérée. Il rédige en 1774, à la demande du comte de Scheffer, un mémoire *De l'instruction publique*, qui fut publié l'année suivante. Les Suédois, écrit-il, « n'avaient aucune idée de la vraie liberté... qui se trouve toujours également éloignée et de l'oppression et de l'anarchie ». Gustave III a donné « au Corps politique, une Constitution régulière, faite pour assurer à chacun de ses Membres, toute la liberté dont il peut jouir raisonnablement ; toute la liberté qu'exigent les véritables intérêts de chaque individu ; toute celle par conséquent qui convient à l'intérêt général, à l'intérêt commun du Corps entier » (*De l'instruction publique*, pp. 5, 6.)

(3) Pp. 55-56. — Les pages 44-49 et 62-67 ayant été arrachées du manuscrit, nous ne voyons pas si Mercier règle dans le détail l'organisation des pouvoirs. Notons qu'il réduit presque à néant le rôle du Sénat ; les nonces élus par les quelque 70 districts voteront par district à la Diète ; le Sénat votera comme un district et n'aura donc qu'une voix contre 70.

un système de gouvernement uniforme et constant, une notion claire et invariable de son intérêt commun. » Aussi Mercier flétrit-il l'organisation présente de la société polonaise. « Un seigneur polonais, pour peu qu'il soit riche, doit être, dans son district, un despote arbitraire et pleinement indépendant des lois. Ce despotisme arbitraire doit être d'autant plus réel et d'autant plus orageux, qu'il se lie parfaitement à deux grandes polices de la Pologne : la première est l'esclavage civil des paysans ; la seconde est le mur de séparation qu'on a élevé entre le corps du souverain et la bourgeoisie.

« Au milieu de ses esclaves, un seigneur polonais ne connaît de lois que sa volonté ; il n'a nulle idée du juste et de l'injuste. Sa qualité de maître absolu établit en lui, dès le plus bas âge, un esprit d'indépendance dont il ne peut plus se dépouiller (1). »

« La bourgeoisie en Pologne peut être assimilée, du moins à plusieurs égards, aux plébéiens des premiers siècles de l'Empire romain. Cette bourgeoisie a tout à craindre des nobles polonais : eux seuls composent l'état gouvernant, et dans toutes les prétentions qu'ils peuvent former contre elle, ils sont toujours juges et parties, comme les patriciens l'étaient à Rome par rapport aux plébéiens. Cette bourgeoisie n'a nul intérêt à maintenir l'autorité des lois. D'un autre côté, les paysans ne doivent former des vœux que pour l'anéantissement de cette autorité (2). »

« Je ne vous proposerai point cependant de donner tout d'un coup la liberté à vos esclaves ; ils n'en connaîtraient pas le prix, ils ne sauraient pas en faire usage ; ils n'en auraient même pas les moyens... Vous commencerez de vous-même par améliorer la condition de vos esclaves, par leur donner des droits qui ne soient pas précisément tous ceux de l'homme libre, mais qui en leur inspirant le désir de le devenir, leur permettent aussi de s'en procurer les moyens. Je n'entrerai dans aucun détail à ce sujet ; il grossirait trop mon mémoire... »

« Je ne vous proposerai point non plus de faire entrer votre bourgeoisie dans l'état gouvernant, mais seulement de lui donner une pleine et entière liberté d'acquérir des biens-fonds de toute espèce, et de régler qu'à l'avenir tous propriétaires, soit nobles, soit roturiers, d'une certaine quantité de terres cultivées auront entrée dans les diétines. »

« Si vous voulez conserver une distinction en faveur de la noblesse,

(1) Pp. 28-29.

(2) P. 31.

vous pouvez exiger une plus grande quantité de terres pour les roturiers que pour les nobles ; vous pouvez même encore conserver cette entrée aux nobles de naissance quoiqu'ils ne possèdent point de biens-fonds. »

« Cette prérogative accordée aux bourgeois fera passer dans leur âme tous les sentiments de la noblesse... — comme elle, ils montreront une noble fierté, parce que devenus membres d'un État libre, ils auront le sentiment intime de leur liberté..., — l'honneur d'être admis dans vos diétines... sera pour eux un objet d'ambition, un sujet d'émulation qui sans cesse aiguillonnera l'industrie... »

« Remarquez bien que dans vos diétines, les bourgeois n'entre-ront point comme bourgeois, mais comme propriétaires fonciers, c'est-à-dire comme hommes véritablement nationaux, car dans chaque nation, il n'y a que les possesseurs des biens-fonds qui puissent être réputés membres de la nation. »

« Je conviens cependant que le gouvernement polonais, se trouvant parfaitement organisé, parfaitement conforme et conséquent à la loi de propriété, il pourrait ne pas admettre dans ses diétines les bourgeois, quoique propriétaires fonciers, et faire ainsi de la République une aristocratie, mais alors il faut qu'il établisse pour la bourgeoisie des moyens d'acquérir la noblesse, sans cela il se priverait d'avantages immenses dont il a essentiellement besoin (1). »

Sur la réforme fiscale, Mercier renvoie simplement aux *Avis économiques* de Baudeau (2). Il recommande aux Polonais de faire régner chez eux « la plus grande liberté de commerce tant intérieur qu'extérieur » (3), autant du moins que les puissances le permettront. « En même temps que vos esclaves se métamorphoseront en hommes libres, il faut que par leur moyen, vos friches se changent en fertiles campagnes, et que vos villes se peuplent d'artisans. Moins les débouchés du commerce extérieur seront libres pour la Pologne, et plus elle aura besoin d'encourager chez elle l'industrie, d'y établir les arts, les manufactures, tout ce qui peut occuper utilement une population nombreuse d'hommes libres, afin d'assurer à ses productions une consommation locale et un bon prix (4). »

Le gouvernement organisera l'éducation nationale dans un esprit républicain et physiocratique.

(1) Pp. 79-80, 82.

(2) P. 86.

(3) *Résumé*, 1^o.

(4) P. 80.

« *De l'ordre public.* »

« Pour fonder solidement dans une République le gouvernement des lois, deux conditions sont essentielles : il faut premièrement que les lois soient parfaitement justes, parfaitement conformes à l'intérêt commun ; il faut, en second lieu, que la connaissance publique de cette justice, de cet intérêt commun, soit établie et ne puisse plus se perdre dans cette société... Il est donc nécessaire d'instituer une instruction publique, des écoles publiques et gratuites où chacun soit libre d'apprendre ce qu'il lui importe tant de savoir, et ce que tout citoyen doit avoir appris. Là, des maîtres entretenus et choisis par la République seront chargés d'enseigner à tous ceux qui se présenteront, les éléments de la Science du citoyen.

« Ces éléments, puisés dans les lois fondamentales, graveront dans l'esprit de la jeunesse, que l'essence de la Société consiste dans un intérêt commun ; que le véritable intérêt commun d'une Société est renfermé dans le droit de propriété... Ce qui rendra ces vérités plus frappantes encore et plus familières, c'est que parmi des républicains pénétrés de l'intérêt qu'ils ont tous à les mettre en pratique, certainement les premiers mots que les enfants apprendront à bégayer seront *propriété, sûreté, liberté...* (1). »

« Outre ces premières écoles publiques, qu'on ne peut trop multiplier, et qui sont destinées à former tous les citoyens en général, il en faut d'autres encore pour ceux que des dispositions naturelles, la naissance et la fortune appellent aux fonctions publiques du gouvernement... »

« Ces écoles auront grand soin surtout de justifier la théorie de l'ordre par l'expérience », c'est-à-dire par les leçons de l'histoire.

« On ne peut attacher trop de considération aux places de ceux qui seront établis pour y professer cette profonde et salutaire philosophie. C'est dans ces places principalement qu'il faut aller chercher des sujets pour exercer la magistrature supérieure : ils seront trop publiquement en évidence pour qu'il puisse s'élever aucun doute sur leur aptitude à remplir cette importante fonction. »

Mercier indique — peut-être à l'exemple de Rousseau — « un moyen pour engager la jeunesse à profiter de cette instruction...

(1) P. 94. — Mercier reprend ces considérations sur l'éducation dans son mémoire *De l'instruction publique*, pp. 83-111, et conseille à Gustave III de publier « un Catéchisme civil et politique, qui expose clairement et simplement les principes naturels, les principes fondamentaux de l'ordre social et de la morale universelle ».

Nobles Polonais, n'admettez au nombre de vos citoyens, que ceux qui, par des examens publics, seront reconnus pour être suffisamment instruits des droits et des devoirs des citoyens » (1). Ces jeunes gens porteront désormais un insigne distinctif. « Que le jour de réception dans la classe des citoyens soit, pour la famille du candidat, un jour de fête comme chez les Romains. Nobles Polonais, on ne peut trop ennoblir l'idée que les hommes doivent avoir de leur condition civile... : sous la garde de l'amour-propre, les vertus sociales seront toujours en sûreté (2). »

Enfin, Mercier traite encore *De la force militaire* dans le même esprit que Rousseau. Le gouvernement polonais doit « n'entretenir qu'un petit nombre de troupes réglées, mais faire en sorte que ces troupes aient toujours derrière elles la nation... Ce système n'est point nouveau pour cette République », il suffit de rajeunir l'antique institution du *pospolite* et de donner à l'éducation un caractère militaire.

« Il faut que chaque citoyen soit soldat, que chaque citoyen soit formé au maniement des armes et à tous les exercices de cette profession. Nobles Polonais, vous remplirez parfaitement ce point de vue si, à l'exemple des Grecs et des Romains, vous voulez établir chez vous des exercices gymnastiques, non seulement pour les hommes faits, mais encore pour la jeunesse... les hommes sont des êtres absolument factices : vous serez tout ce que vous voudrez être si vous prenez les mesures nécessaires pour le devenir. » Il faut « distribuer vos citoyens en troupes particulières, en régiments, et les assujettir de temps en temps à des revues ainsi qu'à des exercices militaires ».

« Ici vous voyez de combien vous augmenterez vos forces et votre consistance politique, lorsque vous aurez permis aux bourgeois d'acquérir des biens nobles ; que vos terres incultes seront défrichées ; que vos esclaves seront convertis en hommes libres. Votre population quintuplera ; vous compterez autant de citoyens que d'hommes, et autant de soldats que de citoyens (3). »

Au mois de mai parvient à Paris la nouvelle du démembrement de la Pologne. Le mémoire sur l'intérêt commun des Polonais ne fut jamais imprimé. Et tandis que les traités de Rousseau et de

(1) *Intérêt commun*, pp. 96-98.

(2) *Ibid.*, p. 100. — Mêmes conseils dans *De l'instruction publique*, pp. 116-118.

(3) *Intérêt commun*, pp. 89-92.

Mably circulaient en manuscrit, le travail de Mercier demeura presque inconnu en France et en Pologne. Pourtant nous verrons Massalski annoncer en 1773 de grands projets qui en paraissent inspirés. Et, d'autre part, Dupont devait mentionner incidemment ce mémoire en 1810, devant ses collègues de l'Institut : « Quelques Confédérés, et notamment ceux qui demandèrent à Rousseau, à Mably, à Le Mercier de la Rivière, de leur faire des projets de constitution étaient des hommes fort estimables. Une singularité de ces projets de constitution demandés par le comte Vielhorski et d'autres Polonais à nos philosophes de France, est que celui de Jean-Jacques fut très-monarchique, et celui de Le Mercier de la Rivière très-républicain. Tous deux craignaient qu'on ne les accusât d'abonder dans le sens de leurs autres ouvrages (1). »

Divers historiens assurent que Massalski s'entretint également avec Rousseau, nous n'en avons trouvé nulle confirmation (2).

Les salons, l'Académie des Inscriptions. — M^{me} Geoffrin interdisait sa porte aux Bariens, révoltés contre *son fils* Stanislas. Mais l'évêque de Wilno n'hésite pas à se présenter rue Saint-Honoré. « Il m'a amené, écrit M^{me} Geoffrin, une nièce et un neveu, dont il m'a demandé en grâce de vouloir bien me charger. J'ai mis la fille au couvent, et le garçon au collège. L'évêque m'a demandé un rendez-vous pour me parler d'affaires (3). »

Massalski déplorait en effet la perte de ses biens épiscopaux, séquestrés par les Russes. Et sans vergogne, il sollicitait en sa faveur l'intervention du roi de Pologne. L'attentat du 3 novembre lui permit de faire un geste. Une poignée de Bariens, s'étant introduits dans Varsovie, ont enlevé Stanislas dans une rue obscure, et l'ont

(1) *Institut de France, Discussions*, p. 49.

(2) RULHIÈRE, *Histoire de l'anarchie de Pologne*, t. IV, pp. 258-259, écrit simplement qu'à son retour de Paris, l'évêque de Wilno « rapportait les ouvrages de Rousseau et de Mably ». Nous avons vainement cherché aux tomes XVI-XX de la *Correspondance générale* de Rousseau quelque mention de Massalski. M. Jean Fabre, qui prépare une édition critique des *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, n'a jusqu'à présent pas trouvé de document sur ce point.

(3) A St.-A., 17 nov. 1771. Mouÿ, p. 413. — M^{me} Geoffrin plaça la jeune Hélène Massalska à L'Abbaye-au-Bois, d'où elle ne sortit que pour épouser le prince Charles de Ligne en 1778. Quant au prince Xavier, l'évêque le confia bientôt à un sieur Boesnier-Delorme, oncle du marquis de Pezay. Boesnier-Delorme s'acquitta fort mal de sa tâche. Voir les mémoires d'Hélène en pension, dans L. PÉREY, *Histoire d'une Grande Dame au XVIII^e siècle, la Princesse Hélène de Ligne*, t. I ; sur l'éducation de Xavier Massalski, L. PÉREY, *ibid.*, t. I, pp. 185-189, et DUFORT DE CHEVERNY, *Mém.*, t. I, p. 407.

entraîné hors des murs. Le Roi, légèrement blessé au cuir chevelu, a pu leur échapper dans la nuit, et rentrer dans sa capitale. Massalski fait rédiger par l'abbé Baudeau une relation détaillée de l'attentat, M^{me} Geoffrin en fait répandre dans Paris « au moins deux cents copies » et demande à Stanislas « de bien vouloir écrire un petit mot de douceur au pauvre évêque de Wilna. C'est un enfant » — à quarante-deux ans —, « mais un bon enfant qui vous aime. Je vous assure qu'il ne fait pas un pas de condamnable depuis qu'il est à Paris. Il est le seul Polonais que je voie. Il me craint comme le feu ; réellement je lui ai défendu de parler des affaires de Pologne avec aucun de ses compatriotes et je suis sûre de son obéissance. Il a deux domestiques que je lui ai donnés » (1).

Le bon Stanislas promet à Massalski de l'aider aussitôt que les circonstances le permettront, mais il rappelle à M^{me} Geoffrin la fable du cheval qui, pour dompter le cerf, appela l'homme et se laissa brider. « Les Polonais sentent très souvent l'éperon du cavalier russe qu'ils ont appelé contre le Roi ou contre quelqu'un de leurs égaux. L'évêque de Wilna sait très bien contre qui il a voulu intriguer les Russes. Il a été puni par où il a péché, mais encore une fois, ce n'est pas moi qui lui ai attiré le châtiment (2). » Poniatowski promet même de surveiller les intérêts de l'évêque, engagé dans un nouveau procès contre son beau-frère, le castellan Niesiołowski (3).

Chez M^{me} Geoffrin et chez le marquis de Mirabeau, Massalski se fait de nouvelles relations : Turgot (4), le duc de Nivernais, la comtesse de Rochefort (5), et Masson, soi-disant marquis de Pezay (6). Bref il se pousse si bien dans les salons aristocratiques et littéraires et à la Cour, que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres le désigne comme associé libre étranger (14 août) (7). Le fidèle Saint-

(1) A St.-A., 13 janvier 1772, Mouÿ, p. 429.

(2) 19 février 1772, Mouÿ, p. 430.

(3) 8 août 1772, Mouÿ, p. 431.

(4) Turgot à Dupont (s. d.), 1771 : « J'ai diné hier avec l'évêque de Wilna, et le Colonel de Saint-Maurice, chez M^{me} Geoffrin. Je me suis tout d'un coup trouvé en pays de connaissance » (SCHELLE, *Œuvres de Turgot*, t. III, p. 479).

(5) Fort liée avec le comte de Nivernais, elle l'épousa dès qu'il fut devenu veuf et mourut trois mois plus tard (1782). LOUIS DE LOMÉNIE, *La comtesse de Rochefort*, Paris, 1870.

(6) L. PÉREY, *Un petit neveu de Mazarin, le duc de Nivernais*, suit son héros jusqu'à la date de 1763 seulement. — « Pezay, lié avec tous les économistes et les étrangers, fit connaissance chez M^{me} Geoffrin de l'évêque de Vilna, Massalski » (*Mém. de Dufort de Cheverny*, I, p. 407).

(7) *Institut de France. Procès-verbaux de l'Académie des Inscriptions*. — Le 4 août 1772, l'Académie a procédé « à l'élection d'un associé libre étranger, à la place vacante par le décès de M. l'abbé Mazochi (*sic*)... M. le prince Massalski, évêque de Vilna, premier sénateur du Grand-Duché de Lithuanie,

Leu annonce la nouvelle au Prince-Évêque, parti pour Londres : « Le Roi, M. le Duc d'Aiguillon et M. le Duc de la Vrillière ont parlé à cette occasion de Votre Grandeur comme s'ils vivaient habituellement avec elle... (1). »

Le marquis de Mirabeau invite le nouvel académicien à se consacrer tout entier à la vie de société et aux choses de l'esprit : « La Providence ne vous a point fait pour figurer dans l'anarchie, moins encore dans l'invasion... La plupart des mécomptes d'ici-bas ne viennent que pour vouloir dire où il n'y a rien à dire et faire où il n'y a rien à faire ; ce point est proprement, à ce qu'il m'a paru, le *mal polonais* et partout celui des *fuorusciti*... »

« Si j'avais auprès de vous, Monseigneur, les avantages de l'assiduité, je tirerais parole tous les matins de ne parler ni ne penser affaires politiques de la journée... aujourd'hui il n'est plus de bonne conduite pour vous, que celle qui vous donnera repos... une retraite sombre est l'asile d'un conspirateur ou d'un patriote farouche qui veut reparaître un jour et attend le mouvement d'une révolution forcée..., votre douceur, votre bonté, ce dénuement de tout orgueil et de tout amour-propre, vos autres vertus destinées à vous rendre vénérable ailleurs, vous attachent les cœurs en un pays où l'on ne donne pas de *par delà* à la qualité d'aimable.

« Les gens de lettres, peuple dangereux pour toute rivalité, mais à qui vous ne disputez rien dans leur carrière, se rallient en quelque sorte à votre personne et s'honorent de vos familières bontés. Cet essaim, qui est, à si peu de chose près, semblable aux masses de harengs dont les évolutions font au loin comme une aurore boréale, est en quelque sorte un objet d'attention pour les vampires du Nord, on y craint leur improbation, puisqu'on y recherche leurs suffrages. Ils vous seront d'autant plus acquis que vous paraî-

à eu la pluralité des suffrages ». Assistaient à la séance 7 académiciens pensionnaires et 17 membres associés : parmi ces derniers, l'historien et philosophe Levesque de Burigny, ami de M^{me} Geoffrin (Mouÿ, p. 393). — Notons en outre sur la liste des académiciens honoraires, le duc de Nivernais, le marquis de Paulmy, ancien ambassadeur de France en Pologne (1760-1764), le duc de la Vrillière, Secrétaire d'État à la Maison du Roi, et deux personnalités plus ou moins liées avec les physiocrates : Malesherbes et l'ancien Contrôleur Général des Finances (1763-1768) de l'Averdy. — L'abbé Mazzochi, fameux archéologue, membre de l'Académie des Inscriptions depuis 1756, était décédé à Naples le 12 septembre 1771. — Parmi les associés étrangers figurait déjà un Polonais : le prince Joseph-Alexandre Jablonowski. Mécène des savants de Dantzig, le prince s'était ensuite établi en Saxe et avait fondé à Leipzig en 1770 une *Jablonowskische Societät der Wissenschaften*.

(1) Saint-Leu à Massalski, Paris, 5 août 1772. *T.P.N. Wil.* 49, VIII, Nr. 26.

trez en avoir moins de besoin. Le repos est tout, c'est le baume que doit respirer une âme comme la vôtre... (1). »

Londres, Paris, Carlsruhe, retour en Pologne. — Les trois cours de Pétersbourg, de Berlin et de Vienne procèdent ouvertement au partage de la Pologne, depuis la fin du mois de mai. L'heure approche de la pacification intérieure, où l'évêque de Wilno pourra soutenir ses beaux projets de réforme, sans oublier ses ambitions et ses intérêts. Il cherche à rentrer en grâce auprès de la cour de Russie sans rompre brutalement avec les Confédérés. Trop de Bariens pouvaient à Paris surveiller ses démarches. C'est vraisemblablement pour cette raison qu'il s'est rendu à Londres. Le marquis de Pezay s'y trouve aussi : « J'ai été chez M. de Pouskin (*sic*), vos intérêts m'y avaient conduits (2). »

Soudain l'évêque disparaît de Londres. L'ambassadeur de Russie craint qu'il ne soit reparti pour Paris afin de négocier avec les Confédérés. Bien au contraire, assure Pezay, l'évêque veut éviter son ancien allié l'hetman Ogiński : « Il ne quitte si brusquement l'Angleterre, où il se faisait une fête de passer quelques mois encore, et peut-être l'hiver en entier, il ne renonce à un voyage charmant que nous devons faire chez Milord Littleton où il est actuellement attendu, que sur le bruit de l'arrivée prochaine du comte Ogiński. » Si Massalski est « résolu à quitter l'Angleterre », qu'il ne se fasse à Paris aucune « intelligence possible à découvrir avec les argus de la Confédération » (3).

En vain Saint-Leu conseille-t-il à l'évêque, de la part de M^{me} Geoffrin, de ne point venir à Paris (4). Il y reparaît pourtant, bavarder avec Diderot (5) et, décidé à rentrer en Pologne, prie le Dr Quesnay de lui confier pour ce long voyage son petit-fils, âgé de vingt et un ans.

L'évêque de Wilno et le jeune Quesnay de Saint-Germain gagnent d'abord le pays de Bade. Ils entretiennent le margrave des ennuis

(1) Mirabeau à Massalski, Paris, 21 août 1772. — *T.P.N. Wil.* 49, VIII, Nr. 27.

(2) Pezay à Massalski, Londres, 1^{er} sept. 1772. *T.P.N. Wil.* 49, VIII, Nr. 23.

(3) 4 sept. 1772. *T.P.N. Wil.* 49, VIII, Nr. 22.

(4) Saint-Leu à Massalski, Paris, 16 septembre 1772. *T.P.N. Wil.* 49, VIII, Nr. 17.

(5) Diderot à Grimm, Paris, 7 oct. 1772. « Je dînai hier chez M^{sr} de Vilna qui me retint jusqu'à neuf heures du soir » (DIDEROT, *Correspondance inédite*, publiée par André BABELON, I, p. 151).

de Dupont, qui a dû interrompre la publication des *Éphémérides* et voudrait en quelque sorte les continuer par une gazette à la main. Massalski se flatte bientôt auprès de son « cher ami » Dupont d'avoir obtenu du margrave une souscription de cent ducats pour cette *Correspondance littéraire et politique* et pour le publiciste, le titre de conseiller aulique (1). « Ils s'arrêtèrent longtemps à la Cour de Carlsruhe », puis poursuivirent leur route vers la Pologne où Saint-Germain devait se faire à la Cour de brillantes relations et trouver en Chreptowicz et en Zamoyski des amis « solides et graves » (2).

(1) Massalski à Dupont, Carlsruhe, 21 nov. 1772 (KNIES, t. I, S. 143).

(2) DUPONT, *Notice sur Quesnay de Saint-Germain*.

CHAPITRE IV

DUPONT, SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION D'ÉDUCATION NATIONALE EN POLOGNE

I. — L'APPEL A DUPONT

Nouveaux espoirs de réformes physiocratiques. — L'année 1773 apporte de nouveaux espoirs à ceux qui s'intéressent aux progrès des lumières dans les pays du Nord. La guerre contre les Ottomans avait amené Catherine à suspendre les travaux de sa grande Commission Législative. Or l'Impératrice pourra bientôt conclure une paix victorieuse. Elle invite à Pétersbourg Diderot qui lui avait naguère si chaudement recommandé Mercier de la Rivière.

D'autre part, les trois souverains co-partageants ont invité la nation polonaise à se réunir en Diète, non point seulement pour ratifier les remaniements territoriaux, mais pour « travailler de concert avec leurs dites Majestés aux moyens de rétablir solidement chez elle l'ordre et la tranquillité ». Cette affirmation prometteuse voisine avec les formules comminatoires dans la note remise au gouvernement par le baron de Stackelberg (septembre 1772). Le disciple de Mercier de la Rivière a bien réussi comme ministre en Espagne. En revenant de Madrid, il s'est à nouveau arrêté à Paris pour revoir ses amis les philosophes (1). Catherine II l'a envoyé comme ambassadeur à Varsovie, pour préparer la Diète de Pacification et pour la mener. Comme en 1767, l'Empire autocratique de Russie et la République de Pologne attendent les nouvelles lois que voudra leur dicter Catherine.

L'ambassadeur soumet au ministre Panin un plan à la fois politique et social, inspiré des théories *économiques* (3 février 1773) : « Le gouvernement de la Pologne... doit absolument recevoir une

(1) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 12.

forme régulière... » Les puissances voisines de la République ont pour « intérêt essentiel » de donner au gouvernement polonais « une existence solide dans lui-même par des lois stables et sages et de ne se réserver que les moyens d'influer sur les affaires qui auront du rapport à celles de l'Europe. *Régler l'impôt, rendre le peuple heureux en lui assurant une propriété*,... établir un conseil national sans lequel le Roi ne pourra rien entreprendre... : voilà, à ce qui me paraît, les principes sur lesquels il faudra travailler... Je m'honorerai en général d'être, sous la direction éclairée de Votre Excellence, l'instrument dont notre Auguste Souveraine se servira, pour donner des lois à la Pologne, comme elle en a donné à la Russie. Il sera digne de son cœur et de sa gloire, de faire le bonheur de cette nation, qui n'est pas incompatible avec les intérêts de son Empire ».

L'ambassadeur énumère ensuite les neuf points que désire obtenir le roi Poniatowski. Notons le second : « Un commerce libre par un affranchissement réciproque de droits sur l'entrée des productions de part et d'autre. » Le troisième point explique une attitude si hardiment libre-échangiste : « Des stipulations, qui puissent garantir les villes de Dantzic et de Thorn et, par conséquent, empêcher Sa Majesté Prussienne de devenir le monopoliste de tout le commerce. »

Quant au neuvième point, l'abbé Baudeau ne manquerait pas d'y voir une réponse à ses *Avis économiques aux citoyens éclairés de la République de Pologne* : « L'établissement d'un impôt unique sur la terre, *suivant le système des économistes*. »

« Votre Excellence reconnaîtra dans ce projet, ajoute Stackelberg, l'esprit et le caractère du Roi. Nous trouverons moyen de modérer son enthousiasme qui le porte à vouloir figurer dans la politique... Pourvu qu'il ait assez de troupes pour sa garde et pour s'opposer aux incursions des haïdamaques (1), il n'en faut pas davantage à la Pologne. Heureuse chez elle, nulle dans le reste de l'Europe, voilà, à ce qu'il me paraît, le lot qu'il faudra lui assigner (2). »

Stackelberg se déclare d'accord avec Stanislas-Auguste pour opérer certaines réformes sociales « suivant le système des économistes ». Quant à empêcher le Roi de « figurer dans la politique » en lui imposant un Conseil Permanent, l'ambassadeur anime par

(1) C'est-à-dire des Cosaques Zaporogues.

(2) Fragments publiés par KONOPCZYŃSKI, *Geneza Rady Nieustającej*, pp. 385-388, d'après l'original en français aux Archives des Affaires Étrangères à Moscou.

ses promesses et par son or le zèle des ennemis de Stanislas ; au premier rang se distingue Ignace Massalski.

Le roi de Pologne réunit le Sénat le 8 février et sollicite ses avis sur la convocation d'une Diète. Le Prince-Évêque de Wilno, premier sénateur du Grand-Duché de Lithuanie, fait une rentrée éloquente dans la vie politique. Il parle avec « attendrissement » de « l'état déplorable où la Pologne est réduite ». Il flétrit le *régicide* du 3 novembre 1771. Il conseille au Roi de convoquer la Diète, pour éviter que les troupes étrangères ravagent le reste du royaume. Et puisqu'il est impossible de sauver l'intégrité de la République, il faut du moins conjurer des malheurs plus redoutables encore dans l'avenir.

« Je rends grâce à l'Être Suprême qui nous a conservé Votre Majesté, Sire, et nous laisse encore quelques rayons d'espérance. Ne cherchons point ailleurs la source de nos maux, ni les causes d'une oppression qui remplit notre patrie de misère et la couvre d'opprobre. N'en accusons que deux ennemis domestiques, le désordre de notre anarchie, les vices de notre éducation. L'une a produit tous nos troubles ; l'autre nous rendait incapables de les sentir et de les apaiser. A mon avis, Sire, le premier soin de Votre Majesté doit être d'extirper ces deux causes de tous nos malheurs qui coûtent depuis si longtemps tant de pertes, tant de larmes et tant de sang...

« Daignez, Sire, choisir des personnes capables de préparer les lois que l'on doit proposer à la Diète prochaine (1). Que l'on ne cherche point désormais les moyens de rétablir l'ordre dans la République par les désordres même et dans la confusion qui résulte nécessairement du choc des intérêts exclusifs ; mais que nous puissions enfin par *une constitution fondée sur l'ordre de la nature*, immuable comme elle, et dont elle seule peut nous développer les principes, assurer à tous les sujets de l'État la possession certaine et le libre usage de toutes leurs propriétés...

« Osez encore, Sire, tout ce que votre sagesse Vous dictera pour empêcher le démembrement de Votre royaume : mais pour une frêle espérance, n'en exposez pas les restes à un anéantissement infaillible. Rendez, rendez plutôt heureux ce qui reste encore de votre peuple, de quelques état et condition qu'ils soient. Fondez sur les lois éternelles et immuables un royaume nouveau à jamais

(1) Massalski brigua la charge de vice-chancelier de Lithuanie ; le Roi la donna au comte Chreptowicz. PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 85.

mémorable et l'objet des vœux du genre humain ; qui ne soit pas terrible, mais tranquille ; qui ne soit point en butte à l'envie, mais qui serve d'exemple aux siècles à venir, et qui confonde l'orgueil même des plus puissants conquérants (1). »

Éloquence qui justifie les suffrages de l'Académie des Belles-Lettres ! Pure doctrine des économistes ! Mirabeau, et Baudeau, et Mercier pourraient applaudir leur disciple. Dupont s'empresse de communiquer au prince héréditaire de Bade la « harangue très belle, très noble et très sage que Monseigneur le prince de Vilna a faite au Sénat de Pologne ».

Appel à Baudeau. — Les diétines procèdent aux élections sous la surveillance des troupes moscovites. La Diète forme une Confédération sous le maréchalat d'Adam Poniński, agent dévoué de Pétersbourg. Par la corruption et par la terreur, Stackelberg fait instituer une Délégation à laquelle la Diète remet le pouvoir de décider sur tout. L'ambassadeur s'est assuré, dans cette assemblée restreinte, une majorité docile.

Soudain parvient à Varsovie la nouvelle que le pape Clément XIV abolit dans toute la chrétienté la Compagnie de Jésus (Bref *Dominus ac Redemptor*, 21 juillet 1774). Les esprits éclairés voient là une occasion favorable pour établir l'autorité de l'État sur les écoles. A Paris, Jean-Jacques Rousseau a recommandé par-dessus tout aux Polonais de se régénérer par l'éducation nationale. Mercier a abondé dans le même sens. Facteur plus important pour l'opinion polonaise, la Congrégation des Écoles Pies réclame depuis vingt ans l'organisation de l'instruction publique. Dès les premières semaines du nouveau règne, le P. Konarski a solennellement prié Stanislas-Auguste de donner des lois aux écoles. Et dans l'entourage du Roi, a été élaboré en 1772 un projet d'instruction publique fondé sur la confiscation des biens de la plupart des ordres religieux, à l'exception des ordres éclairés : Piarons, Jésuites et Lazaristes.

Rome en dispose autrement et supprime la Compagnie de Jésus. Stanislas-Auguste et Chreptowicz d'une part, Massalski dans le camp adverse, décident la Délégation à créer une Commission de l'Éducation Nationale « dans le but de pourvoir à l'éducation de la jeunesse » (14 octobre 1773). Cette Commission reçoit autorité

(1) Cette belle version en langue française, envoyée par Dupont à Bade, a été publiée par KNIES, t. II, pp. 72-74.

non seulement sur les collèges de la Compagnie de Jésus, mais sur toutes les académies et écoles polonaises « sans exception aucune ».

La Commission se compose de huit membres, élus pour six ans. L'évêque Ignace Massalski enlève la présidence. Stanislas-Auguste doit tolérer parmi les commissaires un autre de ses ennemis : Sułkowski, palatin de Gniezno — ; il cherche à intéresser le maréchal Poniński à l'éducation nationale en faisant inscrire son cousin Antoine Poniński. Aux cinq autres sièges, le Roi fait élire son frère Michel, évêque de Płock ; son cousin, le prince Adam Czartoryski ; le jeune Ignace Potocki, devenu par son mariage l'allié des Czartoryski ; enfin ses fidèles conseillers : l'ex-chancelier Zamoyski et le comte Chreptowicz, récemment nommé vice-chancelier de Lithuanie.

Dans les débuts, le président Massalski déploie un grand zèle. N'avait-il pas dénoncé les *vices de l'éducation* comme l'une des causes primordiales des malheurs des Polonais ? Aussitôt il se tourne vers la France, adresse à l'Académie des Inscriptions les remerciements qu'il lui devait depuis plus d'un an (1) et fait appel à son ami Baudeau.

L'abbé Baudeau se flattait d'avoir été, parmi les écrivains français, l'un « des premiers à faire sentir, dans un ouvrage imprimé dès le commencement de 1762, les vices de notre Éducation vulgaire » (2). Dans ses articles *De l'éducation nationale*, il avait réclamé une « loi des Écoles Françaises », tracé tout un plan d'organisation des écoles : pour la haute aristocratie, un *Collège de la Cour* à l'instar du Collège fondé à Varsovie par le P. Konarski ; dans chaque Parlement, un *Collège des Nobles* qui préparerait aux Académies Militaires et aux Universités ; pour la bourgeoisie, des *Collèges Diocésains*, et des *Écoles de ville* subordonnées à ces Collèges ; enfin des *Petites Écoles* dans chaque paroisse de campagne. Si d'autres économistes se piquaient aussi de compétence pédagogique (3), nul ne connaissait mieux la Pologne que le prélat de Widziszki.

Baudeau ne se laisse point griser par le message flatteur du président de la Commission d'Éducation, et demande à M^{me} Geoffrin un supplément d'informations. « L'abbé Baudeau est venu, il y a quelques jours, — écrit-elle à Stanislas — pour me dire que

(1) Voir procès-verbaux de l'Académie des Inscriptions, séance du 24 décembre : copie d'une lettre de Massalski datée de Varsovie, le 2 octobre 1773.

(2) *Éphémérides*, t. I, p. 97, au début du premier article *De l'Éducation Nationale*. Voir cette suite d'articles dans les 5 premiers tomes des *Éphémérides* (nov. 1765-août 1766).

(3) Voir l'article de H. GOURDON, *Les physiocrates et l'éducation nationale*.

l'évêque de Wilna l'invitait pour aller le trouver pour le mettre à la tête des études. Premièrement il désirait que je prisse la liberté de demander à Votre Majesté si ce projet avait quelque consistance, et si, en le supposant, il ne serait point désagréable à Votre Majesté pour qui il a le plus profond respect et la plus grande crainte de déplaire... L'abbé Baudeau n'est pas payé pour avoir une grande confiance en l'évêque, il lui a fait quitter une très bonne place ici, il l'a mené en Pologne, et puis il l'a ramené ici et l'abbé n'a pas retrouvé sa place (1)... »

Le Roi répond par une lettre du 27 novembre, — lettre aujourd'hui perdue —, que M^{me} Geoffrin communique à l'abbé Baudeau. « Il a bien senti la sagesse du conseil de Votre Majesté. Nous avons fait beaucoup de réflexions en conséquence. Je vois qu'il passera, comme dit le peuple, bien de l'eau sous les ponts avant l'exécution (2). »

Stanislas répète : « L'usage de la dépouille des Jésuites n'est pas encore décidé ici, et, par conséquent, toute notre Commission d'Éducation est encore sans fonds (3). » En effet, par la loi du 14 octobre, la Délégation s'était réservé de statuer après inventaire sur la dévolution des biens de la Compagnie. Le maréchal Poniński et les préposés à l'inventaire, qu'il avait désignés, employaient ce délai à faire leur fortune et celles de leurs amis.

Dupont accepte un engagement en Pologne. — Tandis que Baudeau hésitait à quitter la France pour une situation peu sûre en Pologne, Dupont recevait de son côté, vers la fin de 1773, les offres du prince Czartoryski, staroste général de Podolie. Grand seigneur très au courant des choses de l'Angleterre et de la France, le prince Adam avait appris à Paris l'établissement d'une Commission d'Éducation en Pologne, et son élection à ce conseil. « Il lisait les ouvrages de M. Dupont et il en estimait l'auteur qu'il allait voir. Un jour, à la suite d'une conversation, le prince proposa à M. Dupont de venir en Pologne auprès de son fils qui avait cinq ou six ans, et de veiller à son éducation pendant dix ans (4). »

Dupont hésitait. Depuis la disparition des *Éphémérides*, il menait une existence précaire. Il rédigeait une gazette à la main, la *Cor-*

(1) 7 novembre 1773. — Mouÿ, pp. 455-456.

(2) A St.-A., 24 déc. 1773. — Mouÿ, p. 457.

(3) 15 janvier 1774. — Mouÿ, p. 459.

(4) MONCHANIN, *Notice sur la vie de Dupont (de Nemours)*, p. 10.

respondance littéraire et politique (1). Le margrave de Bade l'avait prié de donner quelques leçons au prince héréditaire, lors d'un séjour à Paris en 1772, et Dupont continuait son enseignement par lettres. Le margrave voulait instaurer l'impôt unique suivant la théorie des économistes, entreprise délicate dans un pays de petits propriétaires. Dupont établit des *Relevés de culture* qui doivent servir de base aux calculs du margrave. Il se rend au pays de Bade (automne 1773) pour étudier l'expérience d'impôt unique tentée dans quelques villages.

Cependant Dupont aurait besoin de ressources plus importantes, d'une situation stable. Un beau jour, le margrave de Bade reçoit une lettre de Dupont, datée de Strasbourg le 18 mars 1774 :

« Je vais avoir l'honneur de rendre les devoirs à Votre Altesse Sérénissime. Elle ne m'attend point ; mais j'espère qu'elle ne blâmera pas le sentiment qui m'amène. Il faut lui expliquer à quelle occasion.

« A mon retour en France — [*fin 1773*] —, Son Altesse le prince Czartoryski, m'a fait proposer de me charger de l'éducation du Prince son fils avec un sort très brillant et j'ai répondu qu'ayant le bonheur d'être attaché à Votre Altesse Sérénissime par la reconnaissance la plus vive, la plus tendre et la plus juste, je n'avais aucune autre ambition. L'abbé Baudeau, ayant depuis pris des arrangements qui lui font désirer de rester en France plutôt que d'aller en Pologne, est revenu à la charge, et m'a proposé de me céder sa place de secrétaire du Roi et de la République au Conseil Suprême de l'instruction nationale et de Directeur de l'Académie. Il y a joint de la part du Prince l'offre pour assurer d'autant plus mon sort de me donner une terre de quatre à cinq mille livres de rente en France, au paiement de laquelle le prince hypothéquerait mille ducats par an à prendre pendant douze ans sur les terres qu'il a en Hollande : une terre dans le château de laquelle je pourrais présenter une retraite à mon père que son âge et ses infirmités mettent dans le cas d'en avoir besoin, et qui deviendrait le patrimoine de mes enfants.

« Mon père a été instruit et touché de cette proposition. Ma famille m'a investi. Mais Vous savez ce que j'ai dit, Monseigneur, si je peux quitter mon pays, ce ne doit être pour aller ailleurs que chez Vous...

(1) Le recueil des *Éphémérides* se termina avec le 4^e volume de 1772. Les Économistes invoquaient les tracasseries de la censure, plutôt que d'avouer la lassitude du public. Voir le témoignage du marquis dans LOMÉNIE, *Les Mirabeau*, II, 253. — D'après SCHELLE, *Œuvres de Turgot*, t. III, p. 568, note a, la *Correspondance littéraire* fut adressée non seulement au margrave de Bade et au roi de Suède, mais au roi de Pologne.

Qu'ai-je fait aux plus douces persécutions ? Je n'ai rien répondu, j'ai pris la poste, je suis parti, j'accours me jeter à Vos pieds, les baiser en pleurant, Vous demander si Vous voulez m'abandonner, si j'aurai le malheur de Vous perdre, ou du moins de m'éloigner de Votre Altesse pendant longtemps ? S'il n'y a pas quelque moyen de me mettre à la portée de répondre à mes parents, de justifier mon refus vis-à-vis d'eux et des Polonais, d'arranger mon père pour le moment, mes fils pour le futur, et de me permettre de ne servir jamais que Vous ?

« J'ai dit au Prince Czartoryski que je ne ferais rien que par Vos ordres, qu'il m'était impossible de m'arracher à Votre Altesse à moins qu'Elle ne me le commandât Elle-même. Il ne m'a désapprouvé. Il a voulu Vous écrire, et je n'ai pas voulu qu'il le fît ; j'ai eu peur que la politesse pour lui ne Vous entraîât plus loin que je ne désire. Je viens, ah ! Monseigneur, me renverrez-Vous (1) ? »

Dupont n'a pas voulu faire écrire le prince Adam, mais arrive à Carlsruhe muni d'une lettre de Mirabeau : « Notre Dupont va recevoir les ordres de son bienfaiteur et de son maître... L'instruction et les travaux publics, Monseigneur, voilà les deux portions de Votre tâche imminente, l'instruction surtout sans laquelle Vous ne serez jamais assuré d'avoir essentiellement rien fait. Mais je dis l'instruction fondée, générale, et inspectée par un conseil, fait exprès pour juger de son exactitude et de sa pureté... Pardonnez mon indiscretion en faveur de mon zèle (2). »

Le margrave avait sollicité en 1769 les conseils de Mirabeau sur l'établissement de l'impôt unique. Le marquis lui avait aussitôt déclaré que cette réforme était liée à l'instruction populaire : « l'instruction générale et universelle est le premier et le principal devoir d'un bon prince » (3). Et depuis quatre ans, Mirabeau n'avait cessé d'insister sur cette vérité fondamentale, sans convaincre le margrave qui ne s'occupa guère que de l'impôt. Dans la lettre qu'apporte Dupont, le marquis renouvelle ses instances : Charles-Frédéric doit créer un « bureau d'instruction » à l'exemple de la Commission polonaise d'Éducation, Dupont doit jouer à Carlsruhe le même rôle qu'on lui propose à Varsovie.

Charles-Frédéric invoqua la médiocrité des ressources dont il disposait, engagea Dupont à se rendre en Pologne en raison des

(1) Dupont au Margrave, Strasbourg, 18 mars 1774. — KNIES, I, pp. 168-169.

(2) Mirabeau au Margrave, Paris, 12 mars 1774. — KNIES, I, pp. 75-76.

(3) 2^e Lettre au Margrave, non datée (1769). — KNIES, I, p. 16.

avantages pécuniaires qu'il y trouverait, de « la possibilité qui se présente à lui de faire un bien infini à toute une grande nation » (1).

Mirabeau apprit que les Badois opposaient quelque résistance aux réformes fiscales du margrave. Il saisit cette occasion pour exprimer au prince son mécontentement : « Il faut que ce changement soit demandé comme l'établissement de l'ordre et non ordonné par le prince, qui selon l'ordre ne doit rien ordonner. J'en reviens donc à l'instruction... j'ose vous dire, et devant Dieu, qu'autant que j'en puisse juger de loin, Votre Altesse n'a pas fait sur cela tout ce qu'Elle a pu... Votre cour est pleine de conseils de toute espèce et vous n'avez pas encore de bureau d'instruction (2). »

Dupont, moindre personnage, prit congé de Charles-Frédéric en termes respectueux et attristés : « Votre Altesse a pour moi des bontés cruelles... Comment est-il possible que Vous ayez compté et pesé pour moi de petits avantages pécuniaires dont vous savez que je ne fais nul cas et que vous n'avez pas compté la satisfaction de mon cœur... je sens que cela aurait coûté cher au pays, mais je l'aurais servi, ce pays... Votre Altesse n'a pas surabondance de bons serviteurs » (3)... Dupont obtint seulement, pour éviter toute apparence de disgrâce, le titre de Conseiller secret de Légation (4).

Il traita donc avec le prince Adam qui partit pour Varsovie au mois de mai. La Commission d'Éducation nomma Dupont Secrétaire aux appointements de 300 ducats (6 mai) (5). A la séance de clôture des Assemblées Économiques (13 mai), il signala les progrès de la Doctrine en France et à l'étranger : « ce sont surtout les grands établissements qui se font en Pologne, dont la République attend sa restauration, pour lesquels on choisit vos élèves, qu'on se propose de guider par vos conseils, qu'on désire associer en quelque sorte à cette académie ». Dupont termina par ces paroles d'adieux :

« Voici la dernière fois que j'ouvre la bouche au milieu de vous. Vous m'avez formé, mes maîtres, et je vous ai quittés. Vous avez perfectionné mon cœur pour le déchirer... mes amis, mes chers amis, donnez quelques larmes à mon départ. »

« Jamais, jamais je ne m'y serais déterminé pour ma fortune. S'il est quelqu'un au monde qui méprise l'or, c'est moi. Mais on

(1) Le Margrave à Mirabeau, non datée (avril 1774). — KNIES, I, p. 76.

(2) Mirabeau au Margrave, 7 mai 1774. — KNIES, I, p. 83.

(3) Dupont au Margrave, Rastadt, 24 mars 1774. — KNIES, I, p. 169.

(4) KNIES, I, p. 170, n. 1.

(5) Le ducat valait alors 16,7 florins de Pologne. Le florin valait à peu près une livre française.

m'a parlé de former un grand homme (*sic*) placé par son rang pour sauver son pays. Mais on m'a fait envisager l'honneur de créer une nation par l'instruction publique. On m'a flatté du bonheur d'y contribuer sous un conseil dont je serais l'organe. On a piqué mon zèle et ma curiosité par le désir de voir si les lumières ne sont pas plus puissantes pour relever un État que les sabres, les canons et les troupes mercenaires pour le mettre en lambeaux. Vous m'avez excité, vous m'avez ordonné de partir. J'obéis, j'obéis, et ma volonté du moins ne trahira pas votre attente.

« Sans renoncer à la patrie qui me vit naître, ni même à celle que m'ont donnée les bienfaits de leurs souverains, les États de Bade et la Suède, j'adopte la quatrième patrie que m'offrent les événements, et qui prévient par des bontés extrêmes mes faibles services. La République de Pologne me verra laborieux, parce qu'elle l'attend de moi. Je tâcherai d'y être sage, parce que j'ai à y porter l'honneur d'avoir été votre élève. Et si dans les orages dont elle peut être menacée, elle a besoin de mon sang, il ne sera point dit qu'un Français, sorti de l'école des bons citoyens et formé dès sa jeunesse à la défense de la liberté, ne soit pas prêt à périr pour elle. Autant vaut qu'on rapporte mes cendres que mon corps usé, comme il le sera dans douze ans de la carrière qui s'ouvre à moi (1). »

Dupont cependant « fit l'acquisition d'une maison de campagne, appelée le Bois-des-Fossés, entre Nemours et Montargis..., dans un village qu'on nomme Chevannes, à environ deux lieues de Bignon, terre qui appartenait à M. le Marquis de Mirabeau. La propriété était composée d'une maison bourgeoise, de terres, prés, vignes et bois, le tout lui coûtait environ 30.000 francs, il en paya une partie comptant, au moyen d'une avance que lui fit le prince, et il prit des arrangements pour le reste » (2).

En juillet, Dupont vint passer huit jours dans son domaine : « J'ai loué mes vignes, écrit-il à un de ses parents..., j'ai affranchi ma ferme des corvées qu'elle faisait pour mon prédécesseur... et en conséquence elle a augmenté son bail de soixante francs par an... Je suis très content de mon acquisition : la maison, sans être belle, est propre et logeable, très bonne pour un homme sage et modeste. Le pays est beau, les vues charmantes... Le revenu sera très claire-

(1) Discours publié par KNIES, II, pp. 201-203. A la même séance, Baudeau avait lu un mémoire, *Exposition des usages et des prétentions que les bourgeois de Dantzick appellent leur droit d'étape* (publié par KNIES, II, pp. 204-214).

(2) MONCHANIN, *Notice sur Dupont*, p. 11.

ment de quinze cents francs, et si j'y reviens vivre, en dépensant dessus douze ou quinze mille francs en améliorations, j'en tirerai aisément mille écus... (1). »

Mais Dupont ne pouvait s'attarder à ces rêves de bonheur champêtre. Autorisé par Versailles à entrer au service de Pologne, il se mit en route pour Varsovie dans les derniers jours de juillet avec sa femme, ses deux enfants et son secrétaire (2).

Il fit étape dans la capitale de son cher margrave et lui renouvela doucement ses plaintes : « C'est un grand malheur pour moi, Monseigneur, que Vous n'ayez pas voulu laisser la carrière entièrement libre à mon zèle, et que Votre Altesse m'ait envoyé faire d'autres affaires que les siennes. C'est chez Vous que je suis heureux et que j'aurais pu être utile. La tâche était assez grande pour me faire déployer toutes mes forces ; elle n'était pas assez visiblement au-dessus d'elles pour m'ôter le courage. Au lieu de cela, je vais en Pologne nager dans le vide à peu près comme Milton peint Satan se débattant dans l'espace avec des efforts aussi prodigieux qu'inutiles. Je vais dans le pays des intrigues, des jalousies, des cabales, des despotes, des esclaves, des orgueilleux, des inconstants, des faibles et des fous. Il y a à parier que je n'y ferai rien que ma fortune. En vérité, je ne me sentais pas fait pour si peu, et je pleure ma jeunesse (3). »

Dupont se dirige sur Vienne par le Danube. Le 17 août, il n'est encore qu'à Ratisbonne. Il sort découragé d'une visite au baron de Schwarzenau, qui « menait » à la Diète d'Empire la voix de Bade et celle de la Prusse. « L'Excellence, écrit-il à Charles-Frédéric, m'a confirmé ce dont je me doutais, qu'on ne laisserait rien faire à la République de Pologne qui pût être véritablement utile. Voyez où votre pauvre Dupont est sacrifié (4). »

II. — DUPONT A VARSOVIE

Dupont à Varsovie. Intérêt documentaire de ses écrits. — L'ex-jésuite Poczobut, astronome de l'Université de Wilno, reçoit de l'abbé Chevalier, précepteur des fils de Chreptowicz, la lettre suivante :

(1) Lettre de Dupont à son oncle de Monchanin, Chevannes, le 18 juillet 1774, *ibid.*, pp. 12-13.

(2) Un certain M. de Noyer, mentionné par le prince Adam CZARTORYSKI, *Mémoires*, t. I, p. 26.

(3) Dupont au Margrave, Carlsruhe, 30 juillet 1774. — KNIES, I, p. 172.

(4) Dupont au Margrave, Ratisbonne, 17 août 1774. — KNIES, I, p. 173.

« Ce fameux et si attendu M. Dupont *tandem aliquando* est arrivé avec sa femme et ses enfants. Il est nommé secrétaire de la Commission d'Éducation pour la correspondance étrangère, avec un traitement mais on ne sait pas encore lequel. Il a déjà assisté à deux séances. — *Soli*. Dès la première, il a critiqué le plan proposé par le Prince-Évêque [*de Wilno*] pour les écoles paroissiales, et ce plan sans doute a déjà été abandonné ; il doit lui même en présenter un autre. S'il continue ainsi, je m'attends à ce qu'on se sépare de lui (1). »

La Commission d'Education n'avait pas attendu Dupont pour faire du bon travail. Elle avait déjà arrêté les grandes lignes de sa doctrine et de son action, suivant les indications d'éducateurs polonais : piarons (2) ou ex-jésuites. Elle avait fait appel surtout à la Congrégation des Écoles Pies, qui venait de perdre son illustre réformateur, le P. Konarski, décédé le 30 septembre 1773.

Le P. Antoine Popławski, professeur de droit naturel au Collège de Nobles, présenta, au nom de son ordre, un mémoire *De l'Éducation civile* (2 mars). La Commission approuva ce travail, elle y puisa l'inspiration des premiers règlements qu'elle publia en juin, et suivit toujours fidèlement les directives du grand disciple de Konarski.

Les livres, les manuscrits du P. Popławski révèlent une belle intelligence, une pensée forte et judicieuse. Quant à l'homme lui-même, peu brillant en société, causeur médiocre, les contemporains en parlent peu. Konarski l'avait envoyé se perfectionner à l'étranger. Le P. Popławski était revenu très bien informé sur la littérature pédagogique et sociale, sur la vie scolaire en France. Avait-il noué des relations personnelles avec les économistes français ? Serait-ce à lui que l'abbé Baudeau devait ses premières informations sur le P. Konarski ? Rien ne confirme cette hypothèse (3).

(1) L'abbé Chevalier à Poczobut, Varsovie, 14 sept. 1774 (en polonais). *B. U. Wilno*, Nr. 9. — Jean Chevalier (1732-1780), ex-jésuite né à Varsovie d'une famille d'origine française, recteur de l'Université de Wilno depuis 1779, décédé en 1780. — Les procès-verbaux de la Commission ne permettent pas de préciser à quelles séances Dupont assista : il est arrivé à Varsovie les tout derniers jours du mois d'août ou les premiers du mois de septembre.

(2) *Piarons* ou *piaristes*, Pères des Écoles Pies.

(3) Antoine Popławski (1732-1799), professeur de droit naturel et d'économie politique à l'Université de Cracovie (1780-1796). — Konarski cherchait dès 1762 à l'envoyer se perfectionner à l'étranger. — Popławski venait de traduire en polonais l'*Histoire de Sobieski* de l'abbé Coyer (KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 389). D'autre part, le P. Antoine Popławski commença à écrire ses *Matières politiques* en 1768, sans doute à son retour en Pologne. On peut donc placer vraisemblablement son voyage de trois ans à l'étranger vers 1765-1768.

Quoi qu'il en soit, Popławski publia en 1774 dans son *Recueil de diverses matières politiques*, le premier traité en langue polonaise de la doctrine des économistes. Et dans son mémoire *De l'éducation civile*, il se fit le champion de la méthode analytique de Condillac (1), et de la science des physiocrates. Devant un auditoire parisien, en 1783, Dupont lui rendit justice : « Popławski publia d'excellents ouvrages de morale et de politique (2). » Hommage bien mérité, car en arrivant à Varsovie en 1774, Dupont n'eut guère qu'à approuver les projets et les règlements scolaires de la Commission d'Éducation.

Les mémoires qu'il rédigea à son tour pour les Polonais ne présentent pas un intérêt capital en eux-mêmes, puisque le Français ne propose aucune grande nouveauté (3). Mais, comme les autres projets manuscrits et la correspondance de la Commission pour les

(1) Sur ce point, voir A. JOBERT, *Une correspondance polonaise de Condillac*, dans *Revue d'Histoire Moderne*, t. XI, n° 25, 1936, pp. 414-436.

(2) Dans une conférence prononcée au Musée de Paris. — KNIES, II, p. 394.

(3) Quatre mémoires de Dupont, écrits sans doute par son secrétaire M. de Noyer, ont été conservés dans les archives du roi Stanislas-Auguste (*Zbiór Popielów*). — Dans le volume *Éducation Nationale*, t. I, en dépôt à l'Académie Polonaise des Sciences à Cracovie :

N° 1. *Vues générales. Moyens d'établir les ÉCOLES PAROISSIALES. Le 23 7bre 1774.*

N° 2. *HIÉRARCHIE à établir dans l'instruction depuis les écoles paroissiales jusques à l'académie des Sciences et des Belles-Lettres, Résumé Général du plan des Établissements à faire. Le 28 7bre 1774.*

N° 4. *DES UNIVERSITÉS ET DE L'ACADÉMIE des Sciences, des Belles-Lettres et des Arts Utiles. Le 24 Nbre 1774.*

Dans le volume *Éducation Nationale*, t. II (*Bibliothèque Czartoryski rkps. 818*) : N° 70, fol. 118. Mémoire sans titre, non daté, en forme de TABLEAU SYNOPTIQUE. Pour les écoles paroissiales, une 1^{re} colonne indique la *distribution du temps et du travail* ; une 2^e, les *sciences* que le maître enseignera, une 3^e, les *ouvrages classiques* faits ou à faire ; et au bas de la feuille, *récréations et jeux publics*. Disposition analogue pour les Collèges de District et de Palatinat. Simple mention des Universités.

La table du même volume porte au N° 71 *Table raisonnée des principes de l'Éducation Politique* par M. Dupont, mais cette *Table raisonnée* a été arrachée ; il ne reste qu'un feuillet blanc portant les simples mots *Remis au Roy*.

Les quatre mémoires de Dupont ont été analysés par le prince J. T. LUBOMIRSKI dans *Encyklopedia Wychowawcza*, III, pp. 342-351 (art. *Dupont de Nemours*), et plus tard utilisés par divers historiens. Citons au moins Hanna POKOSKA, *Sprawa oświaty ludu, passim* ; St. KOR, *Historja Wychowania*, t. II, str. 74-75. — Les procès-verbaux sommaires de la Commission, publiés par Wierzbowski, contiennent des mentions trop brèves et trop incomplètes pour que l'on puisse établir ni la chronologie ni la liste complète des travaux lus par Dupont. — Dupont le déclare dans ses divers mémoires et le répète à la veille de quitter la Pologne : ses rapports ne contiennent guère que « l'expression des idées des Commissaires de l'Éducation et d'idées en général très sages » (N° 4. *Universités, Académie*).

années 1773-1774 ont disparu des archives, les quelques mémoires, les quelques lettres de Dupont qui sont parvenus jusqu'à nous constituent de précieux documents. Ils nous permettent de mettre en lumière les grands desseins que les commissaires de l'Éducation formèrent dès la première année, le vaste plan qu'ils ne perdirent jamais de vue, sans pourtant l'exposer dans toute sa hardiesse.

Projets pédagogiques. — La Commission d'Éducation entend subordonner les écoles de district aux écoles de palatinat, celles-ci aux universités, et imposer à toutes un même code. En France, nombre de publicistes — et Baudeau entre autres — ont prôné pareilles mesures, que l'on trouve également recommandées en Pologne par le comte Chreptowicz (1) et le P. Popławski.

La Commission d'Éducation place au sommet de la hiérarchie scolaire cette Académie dont elle a offert la direction à Baudeau puis à Dupont. Elle en a déjà nommé quatre membres : le P. Popławski et trois jésuites polonais, elle a en outre offert des sièges à Saint-Leu et à Pyrrhys de Varille sous condition qu'ils viennent à Varsovie (6 mai, 20 juin) (2). Saint-Leu resta à Paris, Pyrrhys rentra en Pologne mais en province, auprès des Sanguszko.

L'Académie devra, entre autres besognes, organiser un concours international pour les manuels scolaires à l'usage des écoles polonaises. Dupont apporte une suggestion personnelle : « ne soumettre au jugement de votre Académie naissante que les *traductions* des livres classiques en langue polonaise et vous adresser aux plus célèbres Académies de l'Europe pour décider de la *perfection* des ouvrages qui vous seront présentés et de la préférence qu'ils peuvent mériter. Par exemple vous pourriez soumettre au jugement de l'Académie des Sciences de Paris, les ouvrages proposés pour être classiques sur les diverses branches de Mathématiques ; à la Société Royale de Londres ceux qui traiteraient de Chimie, d'Électricité, de Physique générale ; à la Société Économique de Berne ceux qui exposeraient les principes de l'Agriculture pratique ; à l'Académie économique qui se tient chez l'*Ami des hommes* et dont il est le Président, ceux

(1) *Plan de l'Éducation Nationale* (en français) rédigé par Chreptowicz quelques jours avant le 14 octobre 1773, publié par LEWICKI, *Geneza Komisji Edukacji Narodowej*, pièce 3.

(2) Pyrrhys avait publié une intéressante *Lettre sur l'éducation*, Varsovie, 1757, dans l'esprit du P. Konarski. — Saint-Leu s'était mêlé, sans aucun succès, de l'éducation du jeune Xavier Massalski (*T.P.N. Wil.* 48, Śliwicki à Massalski, 14 juillet 1768. — 49, Wiażewicz à Massalski, 20 décembre 1769).

qui auront rapport à la Morale, à l'Économie sociale, à la Politique, au Droit public et ainsi du reste (1). » Ne serait-ce point là trop demander à des Académies étrangères ?

La Commission d'Éducation n'avait pas encore approfondi la question des universités, Dupont s'en tient sur ce point à des considérations générales, sans grande originalité.

Par contre, les Commissaires ont décrété la réforme des études secondaires et publié en juin des *Règlements pour les écoles de palatinat* et *pour les écoles de district*, inspirés du mémoire de Popławski. Ces premiers règlements bouleversent l'organisation traditionnelle des études, fondée sur la grammaire et la rhétorique. L'école de palatinat comporte six classes annuelles : la Commission réduit les enseignements littéraires aux quatre premières années, fait largement la part des sciences exactes et naturelles, dans un esprit utilitaire, et accorde la place d'honneur à la morale naturelle, à l'économie politique suivant le système physiocratique, au droit public polonais. Cette réforme, d'une hardiesse sans exemple en Europe, se heurte à la résistance de l'opinion, suscite les critiques de la plupart des éducateurs, sans pourtant satisfaire Dupont.

L'économiste français dresse un programme d'école à sept maîtres. Un seul d'entre eux assumerait tous les enseignements littéraires : polonais et latin, logique et rhétorique, tandis que trois enseigneraient les sciences morales et politiques, l'histoire, la morale et les diverses branches du droit. Les humanités classiques disparaîtraient presque totalement devant la Science économique. Les écoliers polonais prendraient à peine une teinture de Cicéron et de Virgile ; ils se nourriraient de Dupont, de Mirabeau et du D^r Quesnay (2).

L'abbé Chevalier écrit de Varsovie à son ami Poczobut : « Le nouveau plan des études, en correction du premier,... n'est pas ici

(1) N^o 4. *Universités, Académie.*

(2) *Tableau synoptique.* — Plus précisément, l'École de District comptera 4 maîtres dont un préfet, auxquels s'ajouteront dans l'École de Palatinat 3 autres professeurs. Le préfet enseignera principalement « la morale et les principes fondamentaux du Droit naturel, du Droit social, du Droit civil et du Droit politique — ouvrage classique fait : la Grande Table Raisonnée de Dupont » (*Table raisonnée des principes de l'économie politique*, Carlsruhe, impr. Maklot, 1773, gr. in-folio). — Pour la logique, enseignée par le second professeur, l'ouvrage classique est « presque fait dans les notions préliminaires de l'abbé Batteux et dans le second volume de *l'Économie animale* de Quesnay ». — Le troisième professeur enseignera les principes de l'agriculture et de l'économie champêtre : ouvrage classique à faire d'après les observations de Quesnay, *l'Instruction Populaire* de Mirabeau, 1774, ainsi que les ouvrages de Young et d'Olivier de Serres ».

un secret... Ce plan est la composition de la tête enflammée de Dupont, il ne diffère du premier que par une plus grande étrangeté. Ici aucun professeur n'a entrepris de se conformer à ce plan (1). »

Les écoles de palatinat et de district ne pouvaient apporter la lumière qu'à la noblesse et à une partie de la bourgeoisie. Il fallait encore faire connaître la Science au peuple tout entier, il fallait assurer l'instruction universelle. Tels étaient le grand œuvre que Mirabeau pressait le margrave de Bade d'accomplir dans ses États, la grande tâche pour laquelle Massalski avait fait appel à Baudeau, celle dont rêvait Dupont.

La Grande et la Petite-Pologne possédaient fort peu d'écoles paroissiales : nombre de petites villes en restaient dépourvues. A plus forte raison est-ce en vain que, dans les confins orientaux, on en aurait cherché à travers tout un district, peut-être dans tel ou tel palatinat entier. En Pologne d'ailleurs, comme à peu près partout en Europe, le clergé qui entretenait ces écoles y enseignait ou y faisait enseigner surtout le catéchisme, les rudiments du latin utiles aux enfants de chœur et aux chantres. Les élèves les mieux doués étaient destinés au sacerdoce. Les physiocrates assignaient aux écoles élémentaires une tâche bien différente.

Dès 1770 Massalski avait couronné le mémoire de Popławski : les paysans sont des êtres humains, ils accomplissent le travail le plus utile à la société ; c'est pourquoi il faut leur enseigner la morale chrétienne, leur apprendre les trois règles, des notions d'agriculture et d'économie champêtre, leur expliquer les phénomènes de la nature. Le clergé doit entretenir des écoles paroissiales qui appliquent ce programme humanitaire et utilitaire à la fois (2). La Commission d'Éducation publie en juin 1774 un *Règlement pour les écoles paroissiales*, préparé par Massalski. Ce texte, plus remarquable par l'éloquence que par la précision, pose cependant deux principes fort nets. Premièrement, les écoles paroissiales ne doivent point empiéter sur le domaine des collèges secondaires : que les maîtres apprennent seulement aux enfants à lire, à écrire et à compter. Deuxièmement, qu'ils enseignent la langue polonaise et non le latin. Bref, ce Règlement définit un type d'école élémentaire et laïque, en ce sens qu'il ne préparera pas les élèves à servir la messe ou à chanter aux offices, mais à mieux gagner leur vie.

(1) 17 octobre 1774. *B. U. Wilno*, Nr. 17.

(2) WIERZBOWSKI, *Szkoły parafjalne*, pp. 11-12.

La Commission d'Éducation accomplirait plus facilement cette réforme si elle pouvait elle-même créer des écoles élémentaires, ou contribuer au moins partiellement aux dépenses. Pendant les premiers mois, le président Massalski a espéré que, l'entretien des collèges assuré, la Commission disposerait encore d'un considérable excédent de recettes. Stanislas-Auguste, moins aveuglément optimiste, fait savoir à l'abbé Baudeau que la Délégation ne s'était pas encore prononcée sur la dévolution de ces biens. Enfin, le 14 mars 1774, la Délégation en affecte intégralement les revenus à la Commission d'Éducation, mais remet la gestion financière à des Commissions Administratives : l'une, pour la Couronne, comptait parmi ses membres le maréchal Poniński ; l'évêque Massalski présidait la Commission de Lithuanie. Et l'héritage de la Compagnie de Jésus resta livré au pillage.

Dupont n'apprit qu'en Pologne les difficultés financières dans lesquelles se débattait la Commission d'Éducation. Les puissances co-partageantes surveillaient la poste. Dupont saisit l'occasion d'un courrier particulier pour écrire à son cher margrave (24 octobre) : « Il faut en profiter pour rendre compte à Votre Altesse de la situation où j'ai trouvé les affaires et les projets du Conseil d'instruction à Varsovie, auquel tenait l'utilité ou l'inutilité de mon voyage. On nous avait trompés, Vous et moi, Monseigneur, sur l'importance que pouvait et que devait, disait-on, avoir en ce pays mon travail pour l'établissement d'une bonne instruction publique. Il est presque impossible de faire autre chose ici que des projets : encore y sont-ils restreints et gênés par l'excessive difficulté de l'exécution et par la mesquinerie à laquelle se réduisent les faibles moyens qu'on y peut employer. L'intérêt que mettait mon camarade Baudeau à m'envoyer à une place dont il ne voulait point et où il craignait de se compromettre, l'a engagé à exagérer, ou du moins lui a donné trop de croyance pour les exagérations polonaises.

« Jamais il n'y a eu neuf millions de revenus destinés à l'instruction publique. Il aurait été possible qu'il y en eût trois et ils n'auraient pas suffi pour mettre un maître d'école dans chaque paroisse. Mais nous sommes bien loin de cela. Ces trois millions de rente qui ont appartenu aux Jésuites, ont été tellement pillés et gaspillés par une commission établie *ad hoc*, pour épargner, disait-on, au Conseil de l'instruction des travaux d'administration et de comptabilité étrangers à ses fonctions, qu'il restera à peine soixante mille ducats de rente, dont une partie encore se trouve hypothéquée

sur des membres insolubles de la Commission d'administration qui se sont fait confier ou prêter les capitaux.

« C'est avec ce seul fonds qu'il faudrait entretenir douze ou quinze [mille] maîtres d'école, soixante et douze petits collèges et vingt grands, trois universités et une Académie des sciences, des belles-lettres et des arts utiles ; qu'il faudrait en outre élever quatre cents pauvres gentilshommes, faire composer des livres classiques, appeler des savants étrangers, donner des récompenses, des prix et des médailles, payer un agent en Angleterre, un autre en France (1), un autre en Italie, et fonder à Paris un Hôtel du Roi et de la République de Pologne où seraient défrayés les jeunes gens destinés à être professeurs dans les sciences relevées et qu'on y enverrait s'y perfectionner (2). On ne projetait rien moins que tout cela. Mais quand j'ai vu avec quoi, Monseigneur, tous ces projets m'auraient fait rire s'ils ne m'avaient pas fait pleurer.

« Je me suis donc borné à quelques plans d'écoles et de collèges, qui seront des châteaux en Espagne, si l'on persiste à vouloir embrasser tant de terrain, qui pourront s'exécuter si l'on n'en veut mettre qu'aux lieux principaux et selon la mesure que prescrivent les fonds qu'on y peut consacrer. Mais aussi, dès qu'on n'aura d'établissements pour l'instruction que dans les lieux principaux, il s'ensuivra que très peu de gens en profiteront et que la nation n'en sera point régénérée, que ses malheurs et son impuissance se perpétueront inévitablement (3)... »

La Commission d'Éducation veut tenter l'impossible pour l'instruction populaire. Dupont ne l'en décourage point : « Il m'a semblé, Sire et vous Messeigneurs, que vous attachiez la principale importance aux Écoles de paroisses, qui seront les moins éclatantes aux yeux de l'Europe mais les plus utiles à la République, puisque ce sont elles qui doivent lui former un Peuple habile et fructueux dans ses travaux, vertueux et patriote dans ses mœurs, aguerri, disciplinable et même déjà discipliné dans son courage, un Peuple dont les forces soient à votre disposition, que vous puissiez appeler vos enfants, pour qui ce mot ait un sens, qui voit en Vous des bien-fauteurs et dans la Patrie une véritable Mère. »

Dupont ramène à quatre points les vues fondamentales que lui

(1) L'abbé Baudeau, nommé le 6 mai.

(2) Ce projet d'un Hôtel à Paris fut présenté par le prince Adam à la séance du 15 août. La Commission en ajourna l'exécution.

(3) Dupont au margrave, 24 octobre 1774. — KNIES, I, pp. 174-175.

ont confiées les commissaires : entretenir les maîtres d'école, les former dans un Séminaire, publier un livre classique, organiser des jeux publics.

« Un calcul assez simple semble indiquer que, payés même médiocrement, les Maîtres des Paroisses consumeraient un fonds annuel de deux millions et Vous pouvez à peine, Messieurs, disposer de la moitié de cette somme pour la totalité des établissements confiés à vos soins ou projetés par votre génie. » Si la Commission avait établi 12.000 ou 15.000 maîtres, — une école dans chaque paroisse, — deux millions auraient permis de servir à chacun 133 à 166 florins par an. Or l'argent manque absolument.

« Il reste les forces morales, véritables moteurs de l'univers. Vous en avez essayé l'usage. M^{sr} le Prince-Évêque de Wilna a déterminé par son éloquence persuasive les curés de son diocèse à se charger de cette première partie de l'instruction. » — Massalski assurait en effet que dans son diocèse le clergé entretiendrait une école pour trois paroisses, promesse peu fondée puisque le Prince-Évêque ne songeait point à puiser dans les revenus de sa mense, et que d'autre part il n'avait point réuni de synode diocésain. Le prince Michel Poniatowski « a trouvé moins de facilité » dans son diocèse de Płock : « la pauvreté de ses curés ne leur a pas permis de servir à vos vues, mais il n'a pas renoncé à trouver des moyens de vaincre cet obstacle local. Plusieurs autres évêques ont promis de vous seconder. Ces efforts peuvent ne point suffire »...

« J'ai donc vu penser qu'il n'était pas impossible de tirer parti de l'orgueil même, bien ou mal fondé, des Nobles. » La Commission d'Éducation inviterait les seigneurs à donner aux maîtres d'école soit des terres, soit au château même la table et le logement. « Dans le premier cas qui pourrait faire l'établissement le plus solide et qui peut encore être le plus facile, puisqu'il n'y a presque point de vos paroisses qui n'aient de grandes terres cultivables et incultes, le Seigneur donnerait la quantité suffisante de terres, le bois pour bâtir la maison et la moitié des bestiaux nécessaires. Les paysans fourniraient la main-d'œuvre du bâtiment, et contribueraient de quelque chose pour compléter le nombre des bestiaux : c'est à quoi le curé pourrait les exhorter dans son prône. Peut-être un autre arrangement serait-il encore plus aisé, ce serait que les paysans donnassent en nature les labours nécessaires à la terre du maître d'école, ce que le Seigneur pourrait faciliter en les déchargeant sous cette condition de quelques jours de corvées dans l'année.

« De l'une ou de l'autre façon, le maître se trouverait établi et principalement par la bienfaisance de son seigneur. En conséquence, il serait obligé de donner aux enfants du seigneur dans leur propre maison toutes les leçons de la première éducation, et de les mettre en état de paraître à l'École du District, pour y acquérir ensuite des connaissances plus relevées.

« Outre cet avantage, les Seigneurs qui se seraient prêtés à l'établissement du maître d'École recevraient un Brevet d'*Affilié à la Commission de l'Instruction Nationale* qui leur donnerait le droit d'inspection sur leur maître d'École, l'obligation de rendre compte au Conseil de sa conduite, la direction et le commandement de tous les exercices gymnastiques de la jeunesse, et une médaille d'argent sur laquelle serait gravé d'un côté *Affilié à la Commission de l'Instruction Nationale* ; et de l'autre, *Protecteur des Écoles*.

« Les Nobles qui ne voudraient pas contribuer à l'établissement du maître n'auraient aucun droit d'exiger que celui-ci donnât à leurs enfants des leçons séparées. Ils seraient réduits à les envoyer à l'École mêlés avec les jeunes Paysans. Ils n'auraient ni Brevet d'affiliation, ni médaille, ni aucune direction sur les exercices gymnastiques dont le maître serait alors intendant suprême et qu'il aurait le droit de faire exécuter à leurs yeux sans leur participation. Il serait bon même que pour donner l'exemple de cette espèce d'humiliation, la Commission fît l'effort d'établir à ses frais quelques maîtres avec tous ces privilèges dans les lieux où les Nobles auraient refusé de se charger de cet établissement. »

Bref « il faut premièrement assurer la subsistance des professeurs sur le zèle du clergé et sur l'intérêt et l'honneur de la noblesse ».

Sur le Séminaire des maîtres d'école, Dupont promet de présenter un mémoire.

Il a pris connaissance de plusieurs programmes d'études élémentaires. La Commission ne veut pas empêcher les jeunes paysans de seconder leurs parents dans les travaux champêtres (1). Dupont croit qu'en une heure de leçon par jour pendant trois ans, le maître pourra leur apprendre la lecture et l'écriture, le calcul, le toisé, les principes les plus simples de l'hydraulique pratique et de la mécanique, la morale et le catéchisme. Pour la lecture et l'écriture, il conseille la méthode de Viard. Dupont lui-même rédigera le livre de morale

(1) N° 1. *Écoles Paroissiales*.

que le maître fera copier et apprendre aux enfants (1). Il s'est essayé, en naviguant sur le Danube, à rédiger — pour les écoles badoises, déclarait-il au margrave — un modeste livre *abécédaire* qui apprenne au peuple « des vérités simples et d'un usage universel » (2). Sans doute proposera-t-il le même aux Polonais.

Il nous reste à indiquer les deux aspects les plus curieux des grands desseins de la Commission d'Éducation, tels qu'ils ressortent des mémoires et de la correspondance de Dupont.

Projets sociaux. — L'opinion polonaise comprenait fort bien que l'instruction populaire marchait de pair avec l'affranchissement des paysans. Après le Concile de Trente, le clergé avait multiplié les écoles paroissiales ; l'hostilité des seigneurs fut une des principales causes de leur disparition. Et la plupart des nobles propriétaires devaient opposer aux appels de la Commission d'Éducation une résistance passive, parfois même déclarée, car certains osèrent encore interdire à leurs paysans de fréquenter l'école.

Les Polonais éclairés concevaient l'établissement d'écoles paroissiales comme le prélude de l'abolition du servage et réciproquement ils souhaitaient que de premières mesures libératrices vinssent faciliter l'œuvre d'éducation. Dès le 4 juin, les Commissaires « chargèrent le secrétaire de la Commission de rédiger le projet garantissant aux serfs *libertatem proprietatis*, projet qui doit être lu à la Délégation » (3).

La plupart des gentilshommes « pourront penser, remarque Dupont, qu'il n'est pas de leur dignité d'envoyer leurs enfants aux Petites Écoles pêle-mêle avec ceux de leurs paysans. Un des Seigneurs qui composent cette Assemblée m'a paru désirer que cela pût être (4) afin de diminuer un peu par l'habitude de la première

(1) *Tableau synoptique.* — VIARD, *Les vrais principes de la lecture, de l'orthographe et de la prononciation française*, Paris, 1763. Nombreuses rééditions jusqu'en 1841. La Commission d'Éducation recommandait dans son *Règlement pour les écoles paroissiales* (juin 1774) la méthode de Felbiger et le bureau typographique de Louis DUMAS (*Bibliothèque des enfants*, 1733).

(2) Dupont au margrave, Carlsruhe, 30 juillet 1774. — KNIES, I, p. 172. — Voir aussi la lettre de Ratisbonne, 17 août, *ibid.*, p. 173.

(3) Procès-verbaux de la Commission d'Éducation publiés par Wierzbowski. — Faut-il rapprocher de cette brève mention le fait non moins brièvement mentionné signalé par KORZON, *Wewnętrzne Dzieje Polski za Stanisława Augusta*, I, pp. 394-395 : en février 1775, Sułkowski présenta un projet que la Délégation refusa de discuter « parce qu'il accordait aux serfs une liberté excessive ».

(4) Sans doute Massalski : « Les jeunes nobles comme les jeunes paysans ne sont dans la société rien autre que des enfants » (*Règlement pour les écoles paroissiales*).

enfance, la morgue fondée sur l'extrême inégalité qui sépare votre Noblesse co-souveraine de votre Peuple encore serf. J'ai applaudi au patriotisme et à l'humanité de ses vœux.

« Mais d'autres ont pensé que pour diminuer cette inégalité funeste, les institutions qui pourraient donner aux Paysans quelques droits de propriété foncière, la participation non pas à la Noblesse, mais à la Liberté, non pas à la souveraineté, mais aux droits de l'homme et du citoyen, qui pourrait en Pologne comme en tant d'autres pays, être libre, quoique sujet, et même quoique Vassal, seraient plus efficaces que le partage commun des exercices de l'enfance. Ils ont pensé que sans ce préliminaire, les classes des paroisses (*sic*) pourraient devenir une petite école de despotisme, où les jeunes Nobles feraient sentir avec trop de hauteur le poids de leur dignité aux jeunes Paysans. »

— « Le peuple de Pologne, écrit Dupont au margrave, le peuple de Pologne est encore serf et sauvage ; et que de difficultés pour le tirer de ce premier état qui nécessite l'autre ! j'ai fait *sur ce point* des mémoires qu'on applaudit aujourd'hui, qu'on oubliera demain, que l'on consultera et dont peut-être on exécutera les idées dans cent ans (1). »

Les projets de Dupont sur l'abolition du servage en Pologne ne nous sont point parvenus. Notons du moins ses déclarations de 1810 : « Il fallait conduire les seigneurs et les serfs aux conventions bienfaisantes, pour arriver un jour aux contrats libres. Il fallait ouvrir la porte à l'établissement de la culture à champs parts et en donner l'exemple ; elle est le seul passage naturel et sans danger de l'état de serf à la glèbe à celui de métayer, qui amène enfin la bonne culture à fermages (2). »

Projets militaires. — En second lieu, la Commission d'Éducation désirait donner à la nation une formation militaire... Popławski conseille d'attacher à chaque « école publique », c'est-à-dire secondaire, deux anciens soldats. Les élèves n'apprendront pas le maniement des armes à feu, qu'il serait imprudent de leur confier, mais ils s'exerceront à attaquer et à défendre une place, à tracer un camp. Les enfants des écoles paroissiales sont trop jeunes pour de tels exercices (3). La Commission osa en 1775 publier de tels projets,

(1) Lettre du 24 octobre 1774, déjà citée. — KNIES, I, p. 176.

(2) *Institut de France. Discussions*, p. 120.

(3) POPŁAWSKI, *Edukacya obywatelska*, pp. 151-152.

dans une capitale encore occupée par les armées étrangères. Le P. Popławski avait-il insisté davantage sur ce point ? On peut croire qu'il fut invité à supprimer les passages les plus audacieux avant de remettre son manuscrit à l'imprimeur.

Les mémoires de Dupont nous introduisent dans le secret des séances. Il rappelle le principe admis par la Commission au sujet des études militaires. « Celle du Service doit être générale dans la Nation. Celle du Commandement doit s'apprendre dans les Collèges Palatinaux (1). » Des exercices publics prépareront tous les élèves des écoles à servir ; un enseignement méthodique formera les futurs officiers.

Les écoles paroissiales elles-mêmes doivent faire « un peuple.... vertueux et patriote dans ses mœurs, aguerri, disciplinable et même déjà discipliné dans son courage » (2). Le seigneur du village, s'il est affilié à la Commission d'Éducation, ou dans le cas contraire le maître seul, organiseront pour les élèves des jeux publics le dimanche après-midi : « la course, le saut, l'escalade ; la natation pour ceux qui sont près des rivières, l'exercice militaire pour tous et surtout les évolutions dont les succès dépendent des jambes ».

Au Collège de District, les jeux « doivent être les mêmes que dans l'École paroissiale, excepté qu'il y faut ajouter au moins pendant la dernière année l'équitation pour les jeunes nobles qui peuvent se procurer des chevaux et leur faire faire l'exercice à cheval. Le plus grand Seigneur du District pourrait être invité à fournir un écuyer. La médaille qu'il recevrait en ce cas serait d'or. Le premier dimanche du mois, les élèves de toutes les écoles paroissiales de son district seraient convoqués sous ses ordres pour répéter leurs récréations en commun et former des compagnies de fantassins dont on combinerait les manœuvres, dans ce jeu plus solennel, avec celles des jeunes cavaliers du district. Les jeunes nobles qui n'auraient point de chevaux formeraient une compagnie séparée des Cadets à pied » (3).

Dupont sent bien que les circonstances ne se prêtent pas à l'institution de ces jeux militaires : « Peut-être même doit-elle être retardée jusqu'au temps où les puissances étrangères nous laisseront un peu plus la liberté d'agir en citoyens et c'est quand vous

(1) N° 2. *Hérarchie.*

(2) N° 1. *Écoles Paroissiales.*

(3) *Tableau synoptique.*

jugerez le moment convenable que je pourrai rassembler vos projets à ce sujet dans un mémoire particulier (1). »

Enfin les jeunes gens qui se destinent à la carrière des armes trouveront dans tout Collège de Palatinat un professeur des sciences militaires : « tactique, castramétation, fortifications, attaque et défense des places, artillerie. Par récréation, le professeur exercera les élèves à reconnaître un poste, à juger un terrain, à lever un plan (2) ».

Ces plans d'éducation militaire sont associés aux projets de milice, familiers aux vieux Polonais comme aux admirateurs de Rousseau. Dix ans plus tard, Dupont écrit à Von Edelsheim, Grand Chambellan du margrave de Bade : « Il ne faut pas se lasser de le répéter : un peuple armé et discipliné, égayé et exalté par des fêtes sociales et militaires, est avec le secours des voisins l'unique salut des petits États. Car il est très difficile de secourir efficacement un peuple et des princes qui ne s'aident pas eux-mêmes. Je me rappelle avoir autrefois écrit à M^{gr} le Prince héréditaire quelques lettres sur les fêtes nationales et militaires, et avoir envoyé à M^{gr} le Margrave un projet sur la formation de l'armée polonaise : ces deux ouvrages se tiennent, relisez-les, ils sont imparfaits. Quoique privé totalement de temps, je tâcherai de Vous en faire un meilleur (3). » La même année, le chanoine Kollontaj, recteur de l'Université de Cracovie, rédigeait un remarquable projet sur l'instruction militaire et le rétablissement des milices. Quant à ce mémoire de Dupont sur la formation de l'armée polonaise, nous n'en avons pas trouvé d'autres traces.

III. — RETOUR DE DUPONT

Dupont rappelé en France. — L'économiste français tint parole à ses amis parisiens : il se montra à Varsovie « sage » et « laborieux ». Il aurait pu déployer moins de zèle, car à peine arrivé en Pologne, il se vit offrir par le ministère français d'importantes fonctions. Son ami Turgot, nommé Secrétaire d'État à la Marine le 20 juillet, lui propose le poste d'intendant de l'Ile de France (4). Mais Dupont, retenu par ses engagements sur les bords de la Vistule, décline l'hon-

(1) N^o 1. *Écoles Paroissiales*.

(2) *Tableau synoptique*.

(3) Dupont à Edelsheim, Paris, 21 mai 1784, dans ERDMANNSDÖRFER, *Politische Correspondenz Karl Friedrichs von Baden*, t. I, p. 76.

(4) Aujourd'hui Ile Maurice.

neur de représenter le Roi Très Chrétien sur les rivages de la mer des Indes.

Turgot passa bientôt de la Marine au Contrôle Général des Finances (24 août). « La place d'inspecteur général du commerce était vacante, et il la demanda au Roi pour M. Dupont. Comme il savait que le prince Czartoryski avait fait des avances pour le voyage de M. Dupont, et qu'il fallait le dégager d'avec ce prince, un ordre formel du Roi, en date du 27 septembre 1774, expédié par M. de Vergennes, rappela M. Dupont (1). »

L'abbé Chevalier annonce la nouvelle à son correspondant de Wilno, et note le chagrin du comte Chreptowicz. « Notre Chancelier *inconsolabilis* de son départ (2). » Dupont obéit aux ordres du roi de France « avec une joie pure et vraie », qu'il avoue au Margrave. « Mais cependant elle n'est pas tout à fait complète ; mon inutilité est le seul désagrément que j'ai eu à Varsovie. Tous les gens en place m'y ont si bien traité, et le Roi surtout m'a donné tant de marques de bienveillance personnelle, que je ne puis le quitter, même pour retourner chez Votre Altesse et dans mon pays, sans un mélange de regret. Ce prince a beaucoup d'esprit, d'élévation et de sensibilité ! Il aime les choses honnêtes, il aime les bons souverains. Nous avons souvent, et longtemps à chaque fois, parlé de Votre Altesse pour laquelle il a toute l'estime que l'univers vous doit, Monseigneur (3)... » Dupont toucha son traitement de Secrétaire pour un semestre (4), et quitta Varsovie dans les tout premiers jours de décembre. D'une auberge d'Allemagne, il fit ses confidences au Dr Quesnay (5) :

« De Butteltstedt en Saxe, entre Naumbourg et Erfurt, 18 décembre 1774.

« Mon cher et bon Maître,

« Je n'ai pas eu le courage de vous écrire de Varsovie. Premièrement je savais que mes lettres ne passaient point. Secondement vous n'aimez pas les inutilités et que vous mander, quand j'étais

(1) MONCHANIN, *Notice sur Dupont*, p. 16. — Cf. SCHELLE, *Œuvres de Turgot*, t. IV, p. 133.

(2) Chevalier à Poczobut, Varsovie, 31 octobre 1774. *B.U. Wilno*, Nr. 18.

(3) Dupont au margrave, lettre déjà citée, du 24 octobre 1774. KNIES, I, p. 175.

(4) 26 sept. 1774, procès-verbaux publiés par Wierzbowski.

(5) Brouillon conservé dans les archives de la famille Du Pont de Nemours à Wilmington (États-Unis). Copie de ce document nous a été obligeamment adressée par M^{me} B. G. Du Pont, par l'entremise de M. Gilbert Chinard, professeur à John Hopkins University (Baltimore).

convaincu que j'étais dévoué comme les Danaïdes aux plus inutiles des travaux ? Des doléances ne mènent à rien. D'ailleurs me plaindre, quand j'avais personnellement quatorze mille francs, la table et le logement à peu près assurés, aurait pu paraître ridicule, si mon métier était d'être occupé de moi. Mais vous savez bien, mon cher Maître, qu'il a toujours fallu de grandes nécessités pour me forcer de penser à mon propre intérêt, et que *non sibi sed patriae natus* est la devise de mon cœur, et je n'en ai pas changé en cultivant mon esprit par vos lumières.

« C'était un tourment pour moi que d'exister dans une République sans République, où tout est au Pillage, et où le petit, infiniment petit nombre de bons citoyens a peu de vues, point de suite, et encore moins de moyens. Les Législateurs payés par les Usurpateurs aux dépens du Public et des particuliers qui déplaisent, ne sont occupés que de deux choses, d'accroître leur scandaleuse fortune et d'étouffer toute lumière, tout établissement, toute institution qui pourrait conduire un jour à rappeler l'ordre dans l'État, les mœurs dans la nation, la nation même à la liberté. Dans un tel pays, je n'aurais pu être bon que pour une conjuration et une révolution, ce qui n'est guère la besogne d'un philosophe et ce qui manquerait tout à plat à Varsovie, vu les étranges êtres qu'il faudrait employer et les puissances trop menaçantes qui l'environnent.

« Vous aurez su comme une commission instituée *ad hoc* a ruiné le Conseil de l'instruction nationale. Mais vous ne savez pas que cela est au point qu'il ne lui reste pas de quoi payer une soixantaine de professeurs [*Dupont veut dire : de Collèges*] qu'il avait établis, ce qui est bien peu pour la République, et que lors de mon départ on était au moment de fermer les écoles, et nous faisions un manifeste contre les voleurs (1) qui ont eu l'audace de nous répondre dans des notes signées qu'ils ne disconvenaient pas d'avoir violé la loi qui leur avait été imposée lors de leur institution mais qu'ils feraient légitimer leur conduite par une loi subséquente. Le sang me bouillait.

« Restait l'éducation du petit Prince Czartoryski. [*Dupont disait au mois de mai : l'éducation d'un grand homme placé par son rang pour sauver son pays.*] Mais vous savez quelle ennuyeuse besogne pour un homme, et pour une espèce d'homme d'État, d'élever un marmot de quatre ans. La sûreté du salaire n'y était même pas

(1) Manifeste enregistré le 7 décembre au greffe (*grod*) de Varsovie.

complète. Le Prince Czartoryski a vendu la terre qu'il m'avait hypothéquée, sans que je puisse ni dusse même réclamer mon gage. J'avais pris là-dessus l'avis du sage Chreptowicz, qui m'avait conseillé de me taire et de courir les hasards. Je demeurais donc livré à ceux de la République, qui peut entraîner dans sa ruine la fortune des Czartoryski comme elle a fait celle des Radziwill (1), et de plus à tous les risques de l'inconstance polonaise qui est inexprimable.

« Vous pouvez juger de tout cela, mon cher Maître, avec quelle joie j'ai reçu l'ordre du Roi qui me rappelle près de vous, qui me donne pour tâche de faire tout ce que je désire, de servir mon Pays avec les conseils de vous, de mon Père, sous les ordres d'un excellent homme qui était mon meilleur ami avant d'être ministre et que j'ai lieu de croire qui me regarde toujours comme tel.

« S'il est possible que je garde ma petite terre de Chevannes, je me croirai le plus heureux des mortels. Je n'imagine pas qu'on me rappelle pour me la faire perdre. S'il en fallait néanmoins faire le sacrifice, je le ferais non pas sans quelque regret mais avec la consolation qu'il est doux d'en faire à sa Patrie et toujours avec celle de passer mes jours en formant ma tête et mon cœur près de vous chez la première nation de l'Europe.

« Car mon cher Maître, je me suis bien convaincu par mes yeux que les Français sont, étaient même dans leurs malheurs, qui nous ont tous échauffé la bile, la première nation de notre continent ; la plus riche encore, la moins corrompue, la moins avilie, la moins despotiquement traitée, la moins avide, la plus franche, la plus aimable. Jugez ce qu'elle sera sous ce Règne où l'on paraît vouloir rétablir l'ordre. Quelle étonnante Révolution ! Je n'ai été absent que six mois et je suis sûr que je trouverai déjà mon pays changé ; que les honnêtes gens donnent le ton, que les fripons même jouent la probité, que la décence renaît, que le luxe diminue. Je meurs d'envie de voir tout cela.

• « Ma joie et celle de ma famille sont si vives que nous courons jour et nuit dans la saison la plus rigoureuse et par les chemins les plus détestables sans nous apercevoir de la fatigue. Il n'en était pas de même en nous éloignant. J'apprenais à chaque pas que j'avais été trompé par l'Abbé Baudeau et par le Colonel Saint-Leu qui l'avaient sans doute été par leur enthousiasme sur le caractère des

(1) La Confédération de 1764 déclara Charles Radziwiłł, palatin de Wilno, déchu de tous ses biens et dignités, dans lesquels il fut d'ailleurs rétabli par la Confédération de Radom en 1767.

Polonais, sur l'état de leur République, sur la possibilité de la servir, sur la fortune qui devait m'y attendre et qui n'était guère que la moitié de ce qu'on m'avait promis. J'ai oublié ces petits torts de leur part. J'apporte à l'Abbé des patentes qu'il a désirées, j'apporte à tous deux de l'argent que j'ai eu beaucoup de peine à obtenir pour eux (1). Ce sont des hommes de mérite qui peuvent très bien servir la France, et j'ai si peu de rancune que je promets de ne les pas envoyer en Pologne.

« Je dois vous dire que votre fils Saint-Germain y a laissé une excellente réputation. Je vous prie de l'embrasser pour moi et de lui recommander de m'aimer. Je tâcherai de lui montrer que je l'aime comme je vous respecte et vous chéris.

« Adieu, mon cher Maître ; mes respects à M. Duval. Je serai à Paris dans les premiers jours de l'an et le lendemain à Versailles.

« J'ai fait à Varsovie beaucoup de connaissances, mais je crois n'avoir ajouté que le Roi aux amis que j'avais en y allant. Le Chancelier Chreptowicz vous présente son respect. Le Conseil de l'instruction m'a d'une voix unanime élu Conseiller honoraire et en a demandé pour moi la Patente au Roi. »

Dupont, dans cette lettre intime, porte sur les Polonais des jugements trop sévères. D'une part grisé par la pensée de travailler sous Turgot au bonheur de sa patrie, et d'autre part aigri par le procédé peu délicat du prince Adam, il abandonne la Commission d'Éducation dans les circonstances les plus critiques : incapable de payer aux professeurs le semestre échu, elle dénonce solennellement aux Polonais les méfaits de la Commission Administrative.

Dupont estime inutile son voyage en Pologne, il juge perdus les grands espoirs de réformes physiocratiques en Pologne. Il impute cet échec aux puissances co-partageantes et aux indignes Polonais qu'elles protègent.

(1) Chevalier à Poczobut, 5 déc. 1774 (*B. U. Wilno*, Nr. 24) : « M. Dupont, Secrétaire de la Commission d'Éducation, est déjà reparti pour la France. J'entends dire pourtant qu'il touchera son traitement pour cette mission. On devait aussi accorder pareille pension à l'abbé Baudeau et à M. Saint-Leu qui, en demeurant à Paris, enverront leurs projets à la Commission. Voyez quelles sortes de dépenses on imagine, alors que les professeurs qui enseignent effectivement en Pologne ne peuvent obtenir le paiement de leur traitement. » — L'évêque de Wilno, qui gérait la caisse de l'Éducation pour la Lithuanie, servit à ses deux protégés français des sommes considérables : à Baudeau 14.400 florins de Pologne par semestre, à Saint-Leu 7.200 (*BIELIŃSKI, Uniwersytet Wileński*, t. I, p. 311. — *WIERZBOWSKI, Szkoły parafjalne*, p. 80, n. 2). — La Commission mit un terme à ces abus par une résolution du 27 janvier 1776.

Les responsabilités de Catherine II. — L'occasion s'offrit-elle jamais à lui de discuter avec Diderot sur les responsabilités de Catherine II ? Le vieil encyclopédiste avait vécu dans l'intimité de l'Impératrice ces mois d'octobre à mars où la Commission polonaise d'Éducation vit naître et s'évanouir ses rêves grandioses. En Russie, Pugačev et ses cosaques assiégeaient Orenbourg. Il se donnait pour Pierre III miraculeusement échappé à ses meurtriers. Les serfs se joignaient au mouvement qui mettait en péril la personne même de Catherine, et l'Empire autocratique, et toute une société fondée sur le servage. Pendant cet hiver tragique, Diderot soumit à l'Impératrice d'importants mémoires. Il lui conseilla notamment de réunir à nouveau la Commission des Lois, d'en faire un organe régulier du pouvoir législatif (1). « Si je l'avais cru, raconta plus tard Catherine, tout aurait été bouleversé dans mon empire : législation, administration, politique, finances, j'aurais tout bouleversé pour y substituer d'impraticables théories... » Et la tsarine aurait fini par dire au philosophe : « avec tous vos grands principes, que je comprends très bien, on ferait de beaux livres et de mauvaise besogne... Dès ce moment, il ne me parla plus que de littérature » (2). Catherine avait écrasé l'insurrection par les armes.

La Commission d'Éducation ouvrait déjà un concours pour demander à l'Europe savante des manuels à l'usage des écoles polonaises, et Diderot ne pouvait l'ignorer (3) lorsqu'il composa son *Plan d'une université pour le gouvernement de Russie*. Il rédige encore des projets de réforme pour ce vaste empire, mais il ne compte plus sur Catherine pour les réaliser. Il échappe parfois à l'encyclopédiste des phrases désabusées, qui correspondent fort bien aux railleries de Catherine (4). Toute la politique de l'Impératrice confirme

(1) TOURNEUX, *Diderot et Catherine II*, pp. 143-157 : « De la Commission ».

(2) SÉGUR, *Mémoires*, I, pp. 444-445 (coll. Barrière).

(3) *Nouvelles Éphémérides*, 1775, t. VIII, pp. 167-196. *Statuts et programmes du Tribunal souverain de l'éducation nationale en Pologne, Programme des prix proposés par le Conseil souverain de l'Éducation nationale en Pologne* (compte rendu de la séance d'ouverture de l'Académie créée par la Commission d'éducation sous le titre plus modeste de Société pour les livres élémentaires. Avis de concours pour un certain nombre de manuels). — 1776, t. IV, pp. 131-187. *Réflexions historiques sur les Écoles Militaires*, par M. le Colonel DE SAINT-MAURICE DE SAINT-LEU (pp. 175-177. Saint-Leu invite Louis XVI à créer un Conseil de l'Instruction Publique, suivant le grand exemple donné par la Pologne).

(4) Voir ce *Plan d'Université*, composé en 1775-1776, dans DIDEROT, *Œuvres*, t. III, pp. 409-534. — Diderot reçoit de Pétersbourg un coffret chinois et se demande s'il doit remercier le général Betzky ou l'Impératrice. « Mon papier sur la fondation d'une grande école publique ne lui a donc pas déplu ? Elle y a donc trouvé quelques bonnes vues ? C'est un succès fort

d'ailleurs le témoignage que Dupont renouvela en 1783 et en 1810.

Les « plans d'instruction civile et militaire » de la Commission de l'Éducation si bien combinés, et si utilement étendus sur les paysans mêmes « inquiétèrent les puissances étrangères, qui firent créer une Commission Administrative indépendante du Conseil de l'Instruction. On eut soin de la composer d'hommes que l'on crut les plus propres à profiter de l'encouragement secret, et de la tolérance ouverte, d'en dévorer les revenus et de n'en laisser rien ou presque rien arriver aux établissements que le Conseil et le Roi avaient désiré que l'on formât, et ces hommes protégés remplirent largement leur mission. Stanislas-Auguste... avait vu dans le Conseil de l'Instruction Publique la régénération de son pays. Il fut vivement affligé, et jusqu'à répandre des larmes, mais il n'eut pas le pouvoir d'empêcher ou de réparer ce malheur » (1).

Les économistes ont gagné à leurs vues hardies quelques grands personnages de l'Empire russe. Le prince Golitsyn a poursuivi ses rêves dans la riche oisiveté de son ambassade à La Haye. Stackelberg, se conformant sans doute aux instructions de sa Cour, s'appliqua à maintenir la Pologne dans sa nullité plus qu'à la rendre heureuse. Mais la République ne pouvait opérer aucune grande réforme contée la volonté de l'Impératrice. Or la Sémiramis du Nord, tant flattée par les philosophes parisiens, mérita seulement l'appréciation que Rulhière porta sur elle à propos des événements de 1768 : « Catherine II remplissait alors tout l'univers du bruit de ses nouvelles lois ; mais tout cet ouvrage de faste et d'ambition se réduisait à conserver le despotisme en Russie et l'anarchie en Pologne (2) », ainsi que le servage dans les deux États.

Après 1774 et le retour de Dupont en France, les relations se font moins actives entre les Polonais et les physiocrates parisiens. L'abbé Baudeau reste pendant plusieurs années le *factotum* de Massalski :

au-dessus de mes espérances » (Diderot à Grimm, 9 juin 1777. — Dans DIDEROT, *Correspondance inédite*, publiée par Babelon, t. I, p. 181). — Diderot insiste beaucoup sur l'éducation générale du peuple dans le mémoire qu'il écrivit en 1774 : *Observations sur l'Instruction de S. M. I. aux députés pour la confection des lois*. Il n'envoya point ce travail à Catherine, qui trouva le manuscrit en 1785 dans la bibliothèque du philosophe. « Cette pièce est un vrai babil », écrivit-elle à Grimm (voir DIDEROT, *Observations*, etc., publié par Paul Lédieu, 1921, p. 8).

(1) *Institut de France. Discussions* 1810, pp. 32-33. — Cf. conférence prononcée par Dupont, en 1783, dans KNIES, p. 397.

(2) RULHIÈRE, *Hist. de l'anarchie de Pologne*, éd. 1807, t. II, p. 495.

affaires d'argent, mariage de la nièce de l'évêque avec le prince Charles de Ligne (1). Le roi de Pologne charge Saint-Leu de quelques missions — ou commissions (2). Dupont fait bon accueil à divers Polonais (3).

Mais ces contacts ne présentent plus d'intérêt pour la doctrine.

(1) Baudeau s'occupa fort activement, avec le marquis de Mirabeau, de marier la princesse Hélène Massalska. L'évêque de Wilno fit le voyage de Paris pour les noces de sa nièce avec le prince Charles de Ligne (29 juillet 1779). Voir Lucien PÉREY, *Une Grande Dame au XVIII^e siècle*, t. I, pp. 190-211, 230-248. La correspondance de Baudeau avec Massalski se termine, à notre connaissance, par deux lettres datées de 1780, relatives à des projets de commerce avec un M. Vanderbrouke (*T.P.N. Wilno*, VIII^b, Nr. 6 et 7).

(2) Saint-Leu rend aux Polonais à Paris divers services privés, dont Stanislas-Auguste lui sait gré (Mouÿ, pp. 485-488, 511, 513). GRIMM note en mai 1780 (*Correspondance*, t. XII, 393) que Saint-Leu s'est brûlé la cervelle par chagrin d'amour. C'était, dit-il, « un des principaux auteurs » des *Éphémérides du citoyen*, « plusieurs de ses mémoires supposent de l'esprit et des connaissances. Il avait dans la conversation de la vivacité, de l'imagination, de la douceur et une éloquence naturelle ».

(3) La Société pour les livres élémentaires prie Dupont de faire passer dans un journal français l'avis de concours pour la composition des manuels (*Protokóły posiedzeń. Towarzystwa do ksiąg elementarnych*, 7 nov 1775).

— En 1778, Dupont et Saint-Leu accueillent à Paris l'astronome Strzecki, de l'Université de Wilno, et l'aident à nouer des relations avec l'Académie des Sciences (BALIŃSKI, *Dawna Akademia Wileńska*, p. 246).

— En 1783, Dupont prononce une apologie de Stanislas-Auguste dans une conférence publique du *Musée de Paris*, en présence de Madame de Cracovie, sœur du roi, — la princesse Isabelle Poniatowska, veuve de l'hetman Branicki, castellan de Cracovie — (KNIES, t. II, pp. 391-398). Dupont joint ce mémoire à la lettre qu'il adresse le 30 septembre au prince héréditaire de Bade. Il avait déjà esquissé le sujet dans une lettre du 1^{er} janvier (*ibid.*, pp. 347-349).

— Le comte Chreptowicz avait composé son mémoire en polonais sur *La reproduction annuelle nationale* et l'avait publié sous l'anonymat en 1802, faisant suite à une traduction des *Réflexions* de Turgot sur la formation et la distribution des richesses. Dupont, classant les économistes, place Chreptowicz comme Mirabeau et lui-même, dans la branche de Gournay (Notice de Dupont dans son édition des *Œuvres* de Turgot, t. III, 1808, p. 313).

— En 1810, Dupont critique vigoureusement l'ouvrage posthume de RULHIÈRE et détourne la 3^e classe de l'Institut d'attribuer la plus haute récompense à l'*Histoire de l'anarchie de Pologne*. Dupont déclare avoir entretenu une correspondance suivie avec Stanislas-Auguste, avec l'autorisation de M. de Vergennes : nous n'en avons retrouvé trace ni à Varsovie (*Archiwum Głównie, Zbiór Popielów*) ni à Paris (*Affaires Étrangères*) et rien n'en a été conservé dans les archives familiales à Wilmington. Dupont se flattait en 1810 d'être encore l'ami de Kościuszko et de Niemcewicz.

— D'autre part, en Pologne, la Commission d'Éducation ne donna point de successeur à Dupont, et supprima le poste de secrétaire pour la correspondance étrangère. Massalski fit prêcher à Wilno un jubilé en 1776 : le lazariste Karpowicz, appelé le *Massillon polonais*, développa éloquemment du haut de la chaire la *Table raisonnée des principes de l'économie politique* de Dupont. Une traduction de cette *Table* fut publiée en 1785 à Varsovie, par A. Ciemski. En 1822 encore, l'Université de Cracovie faisait paraître un commentaire de la *Table* de Dupont, œuvre posthume de l'abbé Garycki, professeur émérite à l'Université.

Déjà la pensée physiocratique s'est acclimatée en Pologne. Les Commissaires de l'Éducation tirent le meilleur parti du *peu de moyens* qu'ils ont conservé, et travaillent à répandre la Science économique avec une largeur de *vues*, un esprit de *suite*, une *constance* que Dupont refuse en général à leurs compatriotes.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Les noms des Auteurs sont imprimés en *italique*

- Aiguillon (duc d'), 44, 45 (1).
- Bachaumont, 24, 25.
- Bade (Charles-Frédéric, margrave de), 13, 39, 54, 55, 62-64, 66 (3-4), 71-73, 76 (2), 77, 79, 80.
- Bade (prince héréditaire de), 59, 79, 86 (3).
- Baliński*, 86 (3).
- Batteux, 70 (2).
- Baudeau, 13 (3), 14, 15, 21, 23-40, 43, 44, 45, 48, 57, 59-62, 65 (1), 67, 68, 71, 72, 73 (1), 82, 83, 85, 86 (1).
- Betański, 33 (3).
- Betzky, 84 (4).
- Bielinski*, 83 (1).
- Bielfeld, 15.
- Boesnier-Delorme, 51 (3).
- Bradley, 42.
- Branicki (hetman Jean-Clément), 18, 29, 33, 42.
- Brionne (comtesse de), 34 (1).
- Catherine II, 13, 19-24, 30, 31, 35, 37, 44, 46, 56, 57, 84, 85.
- Chevalier, Jean, S. J., 66, 67 (1), 70, 80, 83 (1).
- Chinard*, 80 (5).
- Choiseul, 25, 27 (1), 28, 30, 33, 34, 40.
- Chreptowicz, 38-40, 55, 58 (1), 59, 60, 66, 69, 80, 82, 83, 86 (3).
- Condillac, 68.
- Cracovie (M^{me} de), 86 (3).
- Czartoryski, Adam père, 60-63, 65, 73 (2), 80, 82, 83.
- Czartoryski, Adam fils, 61-64, 66 (2), 81.
- Czartoryski (princes Michel et Auguste), 14, 17, 18, 30, 37, 42, 43, 60.
- Diderot, 15, 19 (4), 32, 54, 56, 84.
- Dufort de Cheverny*, 51 (3), 52 (6).
- Dumas, Louis, 76 (1).
- Du Pont de Nemours* (Mrs. B. G.), 80 (5).
- Dupont (Pierre-Samuel — de Nemours), 13 (3), 25, 38, 39, 44 (2, 3), 52 (4), 55, 56, 59, 61-73, 75-81, 83, 85, 86.
- Duval, 83.
- Edelsheim, 79.
- Erdmannsdörfer*, 79 (3).
- Espanhiac, négociant, 28.
- Fabre Jean*, 51 (2).
- Falconet, 19 (4), 30-32.
- Felbiger, 76 (1).
- Frédéric II, 15 (1), 32.
- Geoffrin (M^{me}), 34 (1), 38, 39, 44, 51, 52, 54, 60, 61.
- Gérard de Rayneval, Consul à Dantzig, 27 (1), 31 (1), 33 (2), 34, 35.
- Golicyn (général), 33.
- Golicyn (prince Dmitri), 19, 20, 85.
- Gourdon*, 60.
- Grimm, 35, 34 (5), 84 (4), 86 (2).
- Gustave III, 13, 46 (2), 49 (1), 62 (1).
- Hardy, libraire, 43, 44.
- Hennin, diplomate, 15 (2).
- Jabłonowski, 52 (7).
- Jakubowski, 30, 34 (1).
- Jobert*, 68 (1).
- Kamiński, 29.
- Kniaźewicz, Grégoire, abbé, 42.
- Knies*, 39 (1), 44 (2), 59 (1), 63 (1-3), 64 (1-4), 65 (1), 66 (3, 4), 68 (2), 73 (3), 76 (2), 77 (1), 80 (3), 85 (1), 86 (3).
- Kołłontaj, 13, 79.

- Konarski, 14, 21, 22, 36, 59, 60, 67, 69 (2).
Konopczyński, 17 (2), 18 (3), 25 (3), 27 (1), 33 (2), 39 (1), 42 (3), 43 (1, 3), 45 (1, 2), 57 (2), 67 (2).
Korzon, 76 (3).
Kot, 35 (3), 68 (3).
Kraushar, 19 (2).
- Larivière*, 20 (1), 25 (1).
L'Averdy (de), 52 (7).
La Vrillière (duc de), 52, 53.
Léopold de Toscane, 13, 45.
Leszczyński Stanislas, 14.
Levesque de Burigny, 52 (7).
Lewicki, 69 (1).
Ligne (Charles de), 86.
Ligne (princesse de), 43.
Linguet, 26.
Littleton (lord), 54.
Lozé (Louis de), 52 (5), 62 (1).
Loret, 17 (3).
Lubomirski, 68 (3).
Lubińska, 19 (1).
- Mably, 39, 51.
Marchlewski, 13 (3).
Malesherbes, 52 (7).
Massalska Héléne, 51 (3), 86 (1).
Massalski Ignace, 14, 17-20, 24, 25, 27 (1-2), 28-30, 33, 34, 39 (3), 40-45, 51-55, 58-60, 67, 69 (2), 71, 72, 74, 76 (4), 83 (1), 85, 86 (1, 3).
Massalski Michel, 18.
Massalski Xavier, 29, 51 (3), 69 (2).
Mazzochi, abbé, 52 (7).
Mercier de La Rivière, 15, 19, 20, 24, 25, 31, 45-51, 56, 59.
Mirabeau (Victor, marquis de), 13-16, 17 (1), 20, 21, 28 (1), 34 (1), 39, 42, 52, 53, 59, 63-65, 69-71, 86 (1, 3).
Monchanin, 61 (4), 65 (2), 66 (1), 80 (1).
Mouj, 38 (5), 39 (2), 44 (1), 51 (3), 52 (1, 3, 7), 61, (1, 3), 86 (2).
Nicoli, abbé, 45.
Niesiołowski, 42, 52.
Nivernais (duc de), 52.
Noyer (de), 66 (2), 68 (3).
- Ogińska (comtesse), 29.
Ogiński (hetman), 29, 43, 54.
Ogrodzki, 39 (1).
Orlov (Grégoire), 18, 40.
Ossowska, 29.
- Panin, 18, 30, 31, 56.
Paulmy (marquis de), 52 (7).
Pérey, 34 (1), 51 (3), 52 (6), 86 (1).
Pezay (marquis de), 52, 54.
- Poczobut, 66, 70, 80 (2), 83 (1).
Pohoska, 68 (3).
Poniatowski Michel, 29, 34, 60, 74.
Poniatowski Stanislas-Auguste, 13, 18 (1), 21, 28, 32-34, 38-40, 42, 43, 51, 52, 56 (1), 57-60, 61 (1-3), 62 (1), 68 (3), 72, 80, 85, 86.
Poniński Adam, 59, 60, 61, 72.
Popławski, 41, 67-71, 77.
Potocki Ignace, 60.
Pouskin, ambassadeur à Londres, 54.
Przytykowski, 17 (2), 41 (2).
Pyrrhis de Varille, 35, 36, 69.
- Quesnay (Dr), 13-15, 17 (1), 19, 20 (2), 54, 70, 80.
Quesnay de Saint-Germain, 54, 55, 83.
- Radziwiłł Charles, 17, 18, 82.
Raynal (abbé), 10.
Repnin, ambassadeur, 19, 20, 28-30.
Rochefort (comtesse de), 52.
Rossignol, chargé d'affaires à Pétersbourg, 25 (1), 30, 31 (2), 32, 33 (1).
Rottembourg, négociant, 27.
Rousseau, 17 (1), 20, 39, 49, 50, 59, 79.
Rulhière, 20 (3), 51 (2), 85, 86 (3).
- Saint-Leu (de Saint-Maurice de), 18, 44, 52 (4), 53, 54, 69, 82, 83 (1), 84 (3), 86.
Sanguszko (famille), 35, 69.
Schwarzenau, 66.
Schelle, 13 (3), 44 (3), 52 (4), 62 (1), 80 (1).
Séguir, 84 (2).
Serres (Olivier de), 70 (2).
Smoleński, 35 (4), 41 (2).
Stackelberg, ambassadeur, 19, 56, 57, 59, 85.
Strzecki, S. J., astronome, 86 (3).
Sułkowski, Auguste, 60, 76 (3).
Śliwicki, lazariste, 27, 28, 69 (2).
- Tercier, diplomate, 15 (2).
Turgot, 13, 44 (3), 52, 79, 80, 82, 83.
- Vanderbrouke, négociant, 86 (1).
Viard, 75, 76 (1).
- Weulersse*, 13 (3), 21 (1).
Wiażewicz, S. J., 29 (1, 3), 69 (2).
Wielhorski, 38-40, 45.
Wierzbowski, 68 (3), 71 (2), 76 (3), 80 (4), 83 (1).
Wybicki, 15 (1).
- Young, 70 (2).
- Zamoyski André, 28, 40, 55, 60.

TABLE DES MATIÈRES

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	7
INTRODUCTION.	13
CHAPITRE PREMIER. — L'ÉVÊQUE MASSALSKI CHEZ LE MARQUIS DE MIRABEAU.	
Ignace Massalski	17
Vues de Mirabeau sur la Russie et la Pologne	20
Premiers écrits de Baudeau sur la Pologne et la Russie	21
Massalski attire Baudeau en Pologne	24
CHAPITRE II. — L'ABBÉ BAUDEAU DANS LES PAYS DU NORD.	
Premier séjour en Pologne (nov. 1768-févr. 1769)	27
Baudeau à Pétersbourg	30
Second séjour en Pologne	33
Lettres sur la Pologne, Avis économiques	34
Chreptowicz et Wielhorski à Paris	38
CHAPITRE III. — SECOND SÉJOUR DE MASSALSKI A PARIS.	
Son zèle humanitaire et ses intrigues en Pologne	41
Massalski à Paris. Projet pacifique de Baudeau	43
L'Intérêt commun des Polonais, par Mercier	45
Les salons, l'Académie des Inscriptions	51
Londres, Paris, Carlsruhe et retour en Pologne	54
CHAPITRE IV. — DUPONT, SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION POLONAISE D'ÉDUCATION NATIONALE.	
I. — <i>L'appel à Dupont.</i>	
Nouveaux espoirs de réformes physiocratiques	56
Appel à Baudeau	59
Dupont accepte un engagement en Pologne	61
II. — <i>Dupont à Varsovie.</i>	
Dupont à Varsovie. Intérêt documentaire de ses écrits	66
Projets pédagogiques	69
Projets sociaux	76
Projets militaires	77

III. — *Retour de Dupont.*

Dupont rappelé en France	79
Lettre de Dupont à Quesnay	80
Les responsabilités de Catherine II	84
 Dernières relations entre les Polonais et les physiocrates français.	85
 INDEX DES NOMS DE PERSONNES	89
 TABLE DES MATIÈRES	91

Vu, le 9 janvier 1939

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris*

Signé : J. VENDRYES.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris

Signé : G. ROUSSY.

